

THÈSE DE
PARIS.
1888.
N^o. 47.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

ÉTUDES

SUR QUELQUES POINTS DE

DROIT ROMAIN AU V^e SIÈCLE

D'APRÈS LES LETTRES ET LES POÈMES DE

SIDOINE APOLLINAIRE

ESSAI SUR LA LÉGISLATION FRANÇAISE

DU

TRAVAIL DES ENFANTS

(APPRENTIS & JEUNES OUVRIERS)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

Louis-Frédéric-Eugène DUVAL

Avocat à la Cour d'appel.

PARIS

IMPRIMERIE MOQUET

11, RUE DES FOSSÉS-SAINT-JACQUES, 11

1888

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

ÉTUDES

SUR QUELQUES POINTS DE

DROIT ROMAIN AU V^e SIÈCLE

D'APRÈS LES LETTRES ET LES POÈMES DE

SIDOINE APOLLINAIRE

ESSAI SUR LA LÉGISLATION FRANÇAISE

DU

TRAVAIL DES ENFANTS

(APPRENTIS & JEUNES OUVRIERS)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le Mardi 24 Juillet 1888, à 3 heures

PAR

LOUIS-FRÉDÉRIC-EUGÈNE DUVAL

Avocat à la Cour d'appel.

Président : M. GLASSON, Professeur

SUFFRAGANTS	{	MM. RATAUD	}	PROFESSEURS
		ESMEIN		
		LARNAUDE		AGRÉGÉ

PARIS

IMPRIMERIE MOQUET

11, RUE DES FOSSÉS-SAINT-JACQUES, 11

1888

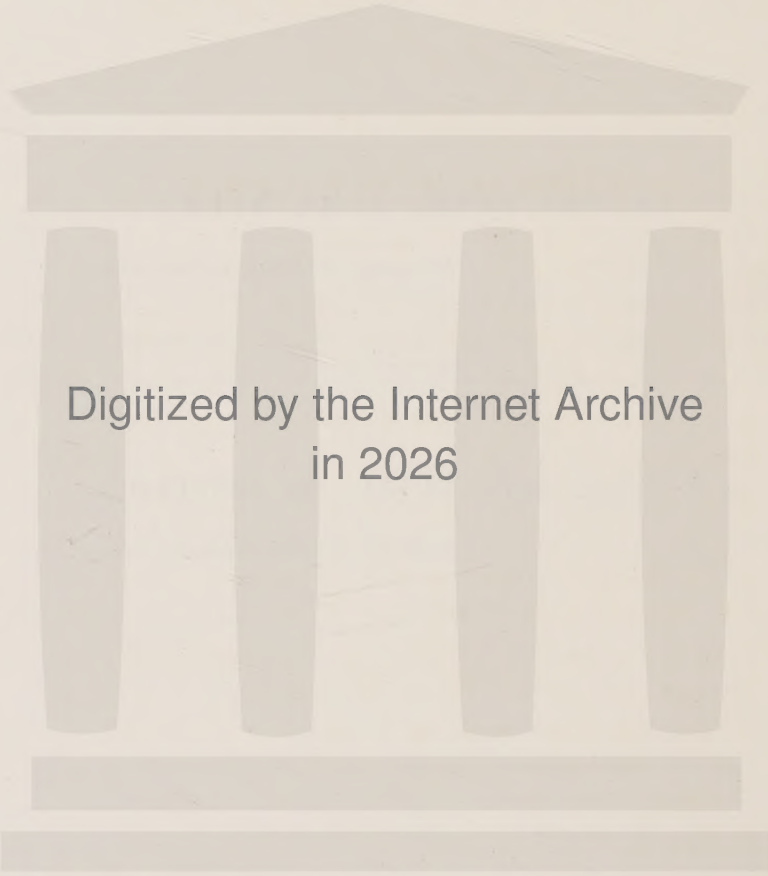
La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A MON PÈRE, A MA MÈRE

Hommage de filiale reconnaissance.

A MADAME LOUIS DUVAL, NÉE ARNOULD

Souvenir des chères années d'étude.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

ETUDES
SUR QUELQUES POINTS DE
DROIT ROMAIN
AU V^e SIÈCLE

D'APRÈS LES LETTRES ET LES POÈMES DE

SIDOINE APOLLINAIRE

I. Conditions de légalité de l'avènement des derniers empereurs d'après les Panégyriques d'Avitus, de Majorien et d'Anthémios	41
II. Sidoine Apollinaire préfet de Rome. La préfecture des vivres	23
III. Préfecture et vicariat des Gaules. L'assemblée d'Arles	29
IV. Un procès de concussion et de lèse-majesté, devant le Sénat Romain en 467 après J.-C.	36
V. Deux élections d'évêques. L'évêque magistrat romain; sa compétence dans l' <i>actio sepulcri violati</i>	55
VI. Introduction en Gaule de la prescription de trente ans. — Le droit romain en présence du droit barbare, en Gaule, au v ^e siècle	70
VII. L'affranchissement d'un colon. — Comment on pouvait devenir colon.	79
VIII. Remarques sur une tutelle.	90
IX. Un traité d'annexion — L'Auvergne aux Wisigoths.	97

INTRODUCTION

Une brochure de M. Esmein, *Sur quelques lettres de Sidoine Apollinaire* (1), reproduction d'un article de la *Revue générale du droit*, a donné la première idée de ces Études. Le savant professeur montre en peu de pages quels renseignements intéressants pour l'histoire du droit on peut trouver dans les écrits de Sidoine Apollinaire. Les quelques exemples choisis par lui, sont, dit-il « loin d'épuiser la matière ». Notre essai n'a pas non plus la prétention d'être complet, d'autant que nous n'avons pu apporter au travail indiqué par M. Esmein, la science dont il nous donnait l'exemple. Nous n'avons pas, bien entendu, repris à notre tour les sujets traités par lui (2).

(1) Paris, 1885, chez Thorin.

(2) Sauf « l'affranchissement d'un colon ». Les autres exemples pris par M. Esmein sont des remarques sur la *Compositio* en matière criminelle (Ep. V, 19, B. 7); sur la même question et sur les foires et marchés (Ep. VI, 4, B. 3); sur un prêt d'argent (Ep. IV, 24, B. 15); enfin sur un mariage et sur la présence d'un *comes civitatis* romain à Marseille (Ep. VII, 2, B. 6).

Nous avons cru devoir citer Sidoine en donnant d'abord le

Disons-le tout de suite, Sidoine Apollinaire n'apporte pas un jour nouveau sur le fond du droit; ce n'est pas un jurisconsulte; mais sur beaucoup de points, il nous montre comment des lois, des institutions, dont nous n'avons trop souvent que la théorie, fonctionnent à son époque dans la réalité de la pratique.

N'est-ce pas là un côté intéressant, et peut-être indispensable à connaître, quand il s'agit de juger la valeur de ces institutions et de ces lois?

numéro des lettres d'après les manuscrits et toutes les éditions; puis le numéro qu'elles portent dans la seule édition de M. E. Baret (Paris, 1879, chez Thorin), où elles sont rangées dans un ordre dit chronologique, mais à l'intérieur de chaque livre seulement. Ainsi Ep. VII, 2, B. 6, signifie livre VII, lettre 2, — ou 6 dans l'édition Baret.

Peu d'hommes ont, plus que Sidoine Apollinaire, vécu de la vie de leur temps. Né à Lyon en 431, d'une famille illustre et fils d'un préfet du prétoire des Gaules, il commence par suivre la carrière des honneurs civils (ce que l'on appelait alors *militia palatina*), qui depuis longtemps avaient remplacé les grades et les honneurs militaires, dans l'ambition de la jeunesse romaine. A vingt ans, il épouse Papianilla, fille d'Avitus, en 452, dans cette année terrible de l'Empire où Rome est saccagée par les Vandales. Le trône impérial s'est effondré dans ce désastre, c'est la Gaule qui le relève au profit d'Avitus; Sidoine suit son beau-père à Rome. Notre première étude nous fera revenir sur la période agitée de la vie de Sidoine qui s'écoule après la chute d'Avitus et sous Majorien. Découragé après la mort de ce dernier empereur, au milieu de l'anarchie de la Gaule, il se retire à sa villa d'Avitacum en Auvergne, et s'y console de ses désillusions en menant la vie oisive et brillante des grands seigneurs gallo-romains. Mais ce calme est bientôt troublé par la présence de Bourguignons barbares, reçus en qualité d'« hôtes » dans l'Auvergne, dont l'empereur Anthémios leur confie la garde contre les Wisigoths.

En 467, Sidoine sort de sa retraite. Est-il délégué par les provinces de la Gaule ou appelé par l'empereur? toujours est-il que nous le voyons faire à Rome un voyage officiel dont il profite pour rentrer dans les dignités et devenir préfet de Rome, et enfin patrice;

puis il regagne Lyon dès l'année suivante et voyage en Gaule, visitant les plus éminents personnages de ce pays, aussi bien à la cour d'Euric, roi des Wisigoths, que dans les provinces restées romaines.

En 471, les évêques d'Aquitaine et le peuple de Clermont, l'élèvent malgré lui à l'épiscopat, — et le voilà qui dépense désormais sa vie au service de Dieu et de sa cité, avec l'intelligence qu'il avait jusque-là mise au service de ses ambitions et de ses plaisirs, et avec un zèle d'apôtre qui lui a valu l'honneur suprême des autels chrétiens.

Saint Apollinaire, d'ailleurs, n'avait pas, le jour de son sacre, renoncé à se mêler des affaires temporelles; nous verrons au cours de ces études qu'un évêque du v^e siècle n'avait pas seulement charge d'âmes (1). Il mourut en 489, alors que l'Auvergne, malgré les patriotiques efforts de son évêque, était depuis plusieurs années aux mains des Wisigoths.

(1) Voir les Études V et IX.

CONDITIONS DE LÉGALITÉ DE L'AVÈNEMENT DES DERNIERS
EMPEREURS, D'APRÈS LES PANÉGYRIQUES D'AVITUS,
DE MAJORIEN ET D'ANTHÉMIUS.

La chute de l'Empire d'Occident fut consommée en 476 : le temps de Sidoine Apollinaire, né en 431, est donc bien, selon le mot de M. Amédée Thierry, « l'agonie de l'Empire ». Cependant cette institution qui va mourir tient encore une grande place dans le monde. Rome est toujours pour Sidoine Apollinaire la capitale de la civilisation, et l'empereur le pouvoir régulier. Trois fois, c'est Sidoine Apollinaire qui célèbre en vers de décadence, auxquels l'histoire du passé donne parfois de beaux accents, le nouvel empereur : ces « panégyriques » méritent bien d'être mentionnés dans cette étude, car ils ont un caractère véritablement officiel ; le vieil appareil mythologique y est employé à montrer sous le meilleur jour l'origine du pouvoir nouveau, à le légitimer en quelque sorte. La tâche était parfois difficile et valait à celui qui s'en tirait à l'honneur du prince, des faveurs qui montrent bien le prix qu'on attachait à ce genre de services : après le

panégyrique d'Avitus, on dresse à Sidoine Apollinaire une statue de bronze sur le *forum* de Trajan (Ep. IX, 16, B. 16; Carm. VIII, B. III, v. 8). Sa grâce et celle des Lyonnais rebelles sont le prix du panégyrique de Majorien qui lui remet l'impôt, ou plutôt l'amende des *tria capita* (Carm. XIII, B. VIII). Enfin, Anthémios lui donne la très haute dignité de préfet de Rome, si bien qu'il se félicite de ce que « si l'on n'a pas jugé son œuvre excellente, on l'a du moins récompensée comme « telle » (Ep. I, 9).

Il peut être intéressant d'étudier, dans ces trois panégyriques, comment aux derniers jours on comprenait la légalité du pouvoir suprême; quelle était la loi constitutionnelle, si l'on peut parler ainsi, qui réglait l'avènement au trône.

Les origines mêmes du régime impérial avaient été cause que jamais ce point essentiel dans nos idées modernes n'avait été fixé. L'empereur tenait certainement sa puissance de la délégation du peuple. Mais qui avait qualité pour abdiquer entre ses mains au nom du peuple? Les Comices avaient disparu et le Sénat se bornait à reconnaître le choix de l'armée: car ce sont les prétoriens, et depuis la disparition de leurs dangereuses cohortes, les armées de province, qui ont été les électeurs ordinaires des empereurs. Parfois l'idée d'hérédité était apparue; mais il s'agissait d'une succession privée, où les différends entre héritiers se tranchaient par le meurtre, faute de tribunal; et le sys-

tème de Dioclétien, la succession des Césars aux Augustes, aboutit, dès qu'il fallut s'en servir, à donner à l'Empire en même temps cinq Augustes rivaux.

En fait, de tout temps, l'Empire était resté, selon le mot d'un historien, une usurpation particulière qui se renouvelait à chaque avènement. Ce caractère, nous allons le retrouver au temps d'Avitus.

Noble Gaulois, maître de la milice, *perlitum equitum-que magister* (Carm. VII, B. IV, v. 377), Avitus avait été chargé par l'empereur Maxime de lutter en Gaule contre les Barbares, et il était en train de traiter à Toulouse avec Théodoric II, roi des Wisigoths, quand celui-ci apprit les graves événements d'Italie. Maxime avait été lapidé par le peuple, puis Rome avait été mise au pillage par Genséric qui s'était retiré, laissant le trône impérial vacant au milieu des ruines. Ce fut le roi barbare qui prit l'initiative d'une élection; au milieu de l'assemblée des anciens de son peuple, Théodoric exhorte Avitus à prendre le titre d'Auguste : *Augusti subeas nomen* (Carm. VII, B. IV, v. 509), lui promettant d'être pour sa part, non pas l'ami, mais le soldat de Rome, dès que Rome l'aura pour chef. « Ce n'est tou-
« tefois qu'un conseil, ajoute-t-il, seule la Gaule a le
« droit d'élever Avitus. »

« Suadere meum est; nam Gallia si te
« Compulerit, quæ jure potest, tibi pareat orbis,
« Ne pereat..... » (Carm. VII, B. IV, v. 517.)

Et la Gaule intervient; mais qui parle en son nom? Sidoine Apollinaire nous montre bien, accourant au tribunal d'Avitus, une nombreuse assemblée de nobles Gallo-Romains « venus des bords du Rhin et de ceux « de la Méditerranée, des Alpes et des Pyrénées ». Cette assemblée se trouve réunie à *Ugernum*, forteresse sur le Rhône (auj. Beaucaire). Nous parlerons plus loin d'une assemblée des Sept-Provinces du sud de la Gaule qui se réunissait régulièrement à Arles; on a vu dans l'assemblée d'Ugernum une session de cette assemblée des Sept-Provinces (1). Il paraît plus probable que la réunion d'Ugernum fut toute spéciale, et voici les raisons qui doivent faire écarter l'autre hypothèse : d'abord l'assemblée d'Arles ne comprenait que les députés des Sept-Provinces : or, Sidoine Apollinaire (v. 527) signale à Ugernum des riverains du Rhin; en second lieu, l'assemblée d'Arles était convoquée à Arles par le préfet du prétoire des Gaules, et il semble bien résulter du texte de Sidoine Apollinaire que les nobles dont il parle viennent à Ugernum à l'appel du maître de la milice, Avitus. Du moins, il nous les

(1) Baret, *Œuvres de Sidoine Apollinaire*, etc. (Paris, 1879). Introd., p. 19. — Guiraud, *Les Assemblées provinciales dans l'empire romain* (Paris, 1887), p. 276, qui exprime la même opinion, s'appuie de plus sur ce passage bien vague d'Idace, *Chronique* : « *In Galliis Avitus civis ab exercitu Gallicano, et « ab honoratis, primum Tolosæ, dehinc apud Arelatem Augustus « appellatus, Romam pergit et suscipitur.*

représente « accourant en hâte vers lui, dès qu'ils le « savent porteur de la paix... », et l'abordant pour lui proposer l'empire « dès qu'ils se jugèrent en nombre « suffisant » (v. 522, 524).

Enfin, si cette assemblée d'Ugernum avait eu le caractère officiel qu'on lui prête, nul doute que le panégyriste ne l'eût soigneusement marqué pour en tirer parti. C'est au contraire parce que ce caractère lui manque que Sidoine Apollinaire insiste sur sa valeur morale. C'est ainsi qu'il s'écrie que cette noble assistance « avait apporté à Ugernum la puissance du Sénat lui-même, avec ses vœux et ses prières » (v. 572-573). Celui qui prend la parole au nom de tous est « grand « parmi les plus grands et digne de personnifier la « patrie » (v. 531).

Son discours est intéressant : M. Baret (1) voit dans l'élection d'Avitus un réveil de la « nationalité gaule. » Sans doute, il est question à Ugernum des souffrances de la Gaule au milieu de l'anarchie du monde, et même le poète a de fort beaux vers pour les peindre, mais ce n'est pas le joug de Rome que la Gaule veut secouer, c'est le gouvernement des ces « fantômes « d'empereurs » *imperii umbram* (v. 540) dont on « sup-
« porte les vices par une vieille tradition de fidélité à la « pourpre. » Ce que veulent les Gallo-Romains d'Ugernum, c'est relever un empire fort et puissant, non pas

(1) *Op. et loc. cit.*, p. 7.

un empire gaulois, mais un empire bien romain. Les titres d'Avitus, ce sont ses services comme magistrat et comme général romain. Il est Arverne, c'est-à-dire de sang latin, selon la légende.

« Est mihi quæ Latio se sanguine tollit alumnam

« Tellus clara viris.... (v. 439, 440.)

« Hanc, Arverne, colens. » (v. 449) (1).

On le supplie de prendre le pouvoir parce que Rome prise, « c'est le monde qui est prisonnier dans ses « murs » (v. 556) et parce qu'il se doit au salut de Rome, « aux vœux de la patrie » (v. 569); et si on lui rappelle les vieux souvenirs de Brennus, c'est pour en parler non pas en Gaulois, mais en Romain.

« Quum Brenica signe

« Tarpeium premerent, scis tum respublica nostra

« Tota Camillus erat..... » (v. 561-563.)

N'est-ce pas le vers de Corneille :

« Rome n'est plus dans Rome, elle est toute où je suis (2). »

Avitus, sans doute, n'est pas élu directement par le peuple romain; mais l'habile panégyriste lui en fait un titre de gloire : Avitus n'a pas acheté les suffrages :

(1) Cf. Lucain, I, 427 :

« Arvernique aussi Latio se fingere fratres

« Sanguine ab iliaco populi..... »

(2) *Sertorius*, acte III, scène 2.

« Non tibi centurias aurum populare paravit,
 « Nec modo venales numerosoque asse redemptæ
 « Concurrunt ad puncta tribus; suffragia mundi
 « Nullus emit : pauper legeri :..... » (v. 565-569.)

Quant au Sénat, Sidoine qui lit son poème devant lui n'en fait pas si bon marché. Déjà il a mis dans la bouche de Théodoric un gros compliment à son adresse :

« Roma.....
 « Nil te mundus habet melius, nil ipsa senatu. » (v. 503.)

Maintenant ce sont les nobles d'Ugernum qui y ont apporté avec eux « la puissance en même temps que
 « les vœux et les prières du Sénat » :

« Fragor atria complet
 « Ugerni, quo forte loco pia turba, senatus
 « Detulerat vim, vota, preces..... » (v. 571-573.)

Enfin l'armée, ce grand électeur des empereurs, n'est pas oubliée : les nobles d'Ugernum ont ménagé à Avitus un couronnement militaire :

« Ac milite circumfuso
 « Aggere composito statuunt, ac torque coronant
 « Castrensi mæstum, donantque insignia regni. » (v. 577-579.)

Sidoine ne nous dit pas, d'ailleurs, en quelle forme Avitus fut reconnu par le Sénat romain, puis par l'empereur de Constantinople, Marcien : c'étaient pourtant les deux signes les plus certains auxquels le monde

pût distinguer un maître légitime; car le Sénat, et ordinairement aussi l'empereur d'Orient, attendaient pour se prononcer que les faits eussent clairement parlé.

Avitus, après un règne de quelques mois, est renversé par une révolte de l'armée d'Italie qui défait l'ouvrage de l'armée des Gaules; il est même tué dans sa fuite, malgré son abdication et l'épiscopat qu'on lui a imposé. L'instigateur de la révolte, le Suève Ricimer, tout-puissant patrice d'Italie, désigne aux soldats le nouvel Auguste, Majorien, maître de la cavalerie et de l'infanterie.

S'il y a jamais eu usurpation, c'est bien ici; et d'abord l'ancien parti d'Avitus, et dans ce parti son gendre Sidoine, se prononcent nettement contre Majorien et s'appuient sur les Wisigoths pour lui résister, mais Majorien bat les Wisigoths, prend Lyon d'assaut; il est vainqueur, il ne reste plus qu'à s'incliner devant le fait accompli, et Sidoine Apollinaire semble n'éprouver aucun embarras pour trouver, au milieu des ruines de Lyon, les vers pompeux d'un nouveau panégyrique; il déclare que Majorien a reçu toutes les consécration constitutionnelles :

« Postquam ordine vobis
« Ordo omnis regnum dederat, plebs, curia miles,
« Et collega simul..... » (Carm. V, B. VII, v. 386-388.)

En fait, c'était Ricimer, nous l'avons vu, qui avait

élu Majorien par la voix de l'armée, escomptant sans scrupule les voix du peuple qu'on ne consultait jamais, du Sénat qui, devant la force, s'empressait de donner un avis favorable de peur qu'on ne négligeât de le lui demander, et même du collègue de Constantinople.

Cette dernière condition pourtant était importante aux yeux de tous ; l'Occident et l'Orient définitivement divisés en deux gouvernements depuis la mort de Théodose I^{er} (395), tenaient à rester ensemble le monde romain, le monde civilisé, régi par les mêmes lois, et conservaient la tradition qui depuis l'origine de la division faisait des empereurs de Byzance et de Rome « des collègues ». C'est peut-être par cette cause qu'on devrait expliquer un fait qui étonne les historiens : si les chefs barbares tout-puissants dans l'empire, comme Ricimer, se sont contentés du rôle de faiseurs d'empereurs, sans jamais oser prendre eux-mêmes la pourpre (1), c'est que l'autre empereur aurait refusé d'avoir un tel collègue.

Déjà Léon refuse de reconnaître une nouvelle créature de Ricimer, Sévère, que le Suève veut donner comme successeur à Majorien assassiné ; plus tard, après la mort d'Anthémius, Glycérius est empereur de fait, mais Constantinople ne le reconnaît pas et lui oppose Julius Népos. Sidoine Apollinaire ne voit pas dans

(1) V. Am. Thierry, *Derniers temps de l'empire d'Occident*, p. 9.

Glycérius un empereur, si l'on doit toutefois traduire rigoureusement par « prédécesseur immédiat » le mot *decessor* qu'il applique à Anthémius à propos de Julius Népos (Ep. V, 16, B. 18); mais il nous donne un exemple bien autrement frappant de l'influence de Constantinople. Après la mort de Sévère, tué à son tour, et un interrègne que Ricimer prolongea plus d'un an, le Sénat osa prendre l'initiative, mais son audace n'alla pas jusqu'à nommer lui-même un empereur, il avait besoin d'un point d'appui, et le chercha précisément à Constantinople; il demanda à l'empereur Léon de choisir lui-même son collègue. C'était la résurrection d'une ancienne institution, une réminiscence au moins du mode de succession au trône qu'avait imaginé Dioclétien; et, en effet, Léon ne fait d'Anthémius qu'un « César », c'est le Sénat et le peuple de Rome, avec l'armée bien entendu, qui le proclament « Auguste » (1).

C'est encore Sidoine Apollinaire qui prononce son panégyrique : cette fois, la tâche délicate pour le gendre d'Avitus, était de louer Ricimer qu'on avait ménagé soigneusement pendant les négociations et à qui Anthémius avait dû se résigner à marier sa fille. Sidoine Apollinaire s'en tira tant bien que mal.

(1) Am. Thierry, *op. cit.*, p. 15. — Voir, même page, la note où le savant historien résume ce qu'il a dit de l'*unanimitas* ou reconnaissance mutuelle, nécessaire à la légitimité parfaite des deux empereurs, dans la *Revue des Deux-Mondes* du 1^{er} mars 1857.

Quant à l'élection de l'empereur, c'est de beaucoup la plus régulière de celles que le poète a eues à présenter au public. D'ailleurs, la formule ne varie guère :

- « Te (Anthemi) prece ruricola expetiit, te fœdère junctus
 « Assensu, te castra tubis, te curia plausu,
 « Te punctis scripsere tribus, collegaque misit
 « Te nobis, regnumque tibi... (Carm. II, B. XXII, v. 18-21.)

Ainsi le trône (*regnum*) lui vient bien directement de Léon. Quant au bulletin de vote des tribus (*te punctis scripsere tribus*) il n'est plus, hélas ! qu'un ornement poétique comme les vœux du laboureur (*prece ruricola expetiit*) : il n'en est pas de même de l'avis conforme (*assensus*) du *fœdère junctus*, c'est-à-dire du barbare ; c'est là un élément essentiel quoique peu classique de l'élection. Ces barbares, qui vont supprimer l'empire romain, en font alors partie à bien des égards, et après Avitus qui a eu Théodoric II comme premier électeur, après Majorien qui n'a été Auguste incontesté qu'après s'être fait reconnaître de force par le roi wisigoth, voici Anthémius lui-même, malgré les formes traditionnelles de son avènement, qui invoque parmi ses titres l'assentiment des alliés.

On peut conclure de ces trois exemples bien significatifs que le pouvoir impérial, institution déjà vieille de cinq siècles, ne reposait sur aucune règle fixe et certaine de transmission. En Orient, il est vrai, le

trône impérial est au v^e siècle à peu près héréditaire en fait ; mais en Occident, un fils d'empereur, au cœur élevé et aux nobles ambitions, comme Ecdicius, beau-frère de Sidoine, ne cherche pas à invoquer sa filiation pour arriver au pouvoir, peut-être parce que de tragiques souvenirs l'éloignent de ces trop hautes visées. Il ne semble porter aucun ombrage aux successeurs d'Avitus : Julius Nepos le nomme patrice, — non qu'il le craigne et veuille le flatter, — mais parce qu'il reconnaît les très réels services rendus par Ecdicius à la cause romaine (Ep. V, 16, B. 18).

Il n'y a pas davantage de mode régulier d'élection, même en théorie. En principe, aux yeux de Sidoine Apollinaire et des derniers Romains, la source légitime du pouvoir impérial, c'est la volonté de l'empire, et cette volonté, c'est l'armée et le Sénat, et aussi l'empereur de Constantinople qui l'expriment. Mais le Sénat et l'empereur de Constantinople suivent, en général, une règle analogue à celle que l'on adopte de nos jours dans les relations internationales : on reconnaît un nouvel État ou dans un État étranger un nouveau gouvernement, quand leur existence est devenue incontestable en fait, sans examiner ce qu'elle vaut en droit.

SIDOINE APOLLINAIRE PRÉFET DE ROME.
LA PRÉFECTURE DES VIVRES

Sidoine Apollinaire ne peut guère nous donner l'idée de ce qu'était de son temps un *cursus honorum*; il eut les plus hautes dignités mais, semble-t-il, sans suivre de filière. Avant de devenir préfet de Rome, il n'a pas exercé de fonction publique, au moins n'en parle-t-il pas; nous savons seulement qu'il reçut sous Majorien le titre purement honorifique de comte (Ep. I, 11), et qu'Anthémius le nomma préfet de Rome et à sa sortie de charge, patrice. M. Mommsen, dans son *Introduction* à l'édition de Sidoine insérée, on ne sait trop à quel titre, dans les *Monumenta Germaniæ historica* (1), veut que Sidoine ait été auparavant préfet du prétoire des Gaules, et cela parce qu'il traite un préfet du prétoire des Gaules de collègue, et que l'auteur inconnu

(1) *Auctorum Antiquissimorum* tomus VIII, p. XLVIII. — Est-ce Sidoine ou l'Auvergne qu'on prétend annexer ainsi, par voie historique, à la *Germania*?

de son épitaphe le nomme *fori judex*. Mais un préfet de Rome pouvait fort bien traiter de collègue un préfet du prétoire, et était autant que ce dernier *fori judex*, car le préfet de Rome avait une juridiction étendue même en dehors des murs et qui, précisément, s'exerçait sur le vrai *forum*. Sidoine Apollinaire lui-même s'appelle *judex* (Ep. I, 10) à propos de sa préfecture de Rome.

Ce qui valut directement à Sidoine cette préfecture, ce fut le panégyrique d'Anthémius (Ep. I, 9); ce fut aussi la grande situation personnelle qu'il occupait à la tête de la noblesse gallo-romaine, l'importance politique que lui avait donnée son mariage avec la fille d'Avitus et l'éclat déjà ancien de sa famille.

Sidoine Apollinaire, annonçant sa nomination à la préfecture de Rome, se sert d'une expression remarquable : *ut me præfectum faceret senatui suo*. Généralement on attribue à Justinien la transmission au préfet de la ville de la présidence du Sénat qui, jusqu'à ce prince, aurait appartenu aux consuls. On s'appuie sur une constitution de Gratien, Valentinien et Théodose (c. 1, C. Th., VI, 6) et sur la Nouvelle 62 de Justinien. Dans la c. 1, C. Th., VI, 6, se trouvent ces mots : *Sed ut consul præponendus est omnibus fastigiis dignitatum (in omni etiam curiæ senatoriæ actu, sententia, cœtu)*. Mais Godefroy, dans son Commentaire de cette constitution, explique que cette préséance des consuls est très compatible avec la présidence du préfet qu'il

donne comme incontestée dès cette époque; d'après lui, la Novelle 62 n'aurait eu d'autre effet que de retirer aux consuls et aux patrices leur privilège de donner leur vote avant le président.

En tout cas, le passage de Sidoine Apollinaire qui nous occupe ne permet pas de douter qu'au moins en Occident le préfet de la ville ne fût, et depuis quelque temps déjà, le président du Sénat; si la phrase ne nous fixe pas sur l'époque où cette réforme s'est accomplie, elle semble nous en indiquer la cause : le Sénat n'était plus guère que l'assemblée municipale, malgré les prétentions qu'il avait toujours au gouvernement de l'univers, et les ménagements de forme que les bons empereurs gardaient encore envers lui. Or, le *praefectus urbis* avait l'administration de Rome, avec des attributions qui rappellent à certains égards celles de notre préfet de police (1). Dans la plupart des affaires, il était amené par la nature même des questions, à donner le premier un avis, et à diriger le débat, au lieu que les consuls n'ayant plus de fonctions effectives ne gardèrent au Sénat même qu'une préséance purement honorifique; c'est ainsi que peu à peu « préfet du Sénat » devint synonyme de préfet de la ville.

Dans sa correspondance, Sidoine Apollinaire ne nous parle que d'un point d'administration municipale; le service de l'alimentation publique de Rome, *annona*, semble avoir été sa grosse préoccupation.

(1) D., I, 42 et G., I, 28, *De Officio Praefecti urbis, passim*.

Symmaque (1) d'ailleurs, avant lui, avait passé par la même charge, et nous a laissé le témoignage des mêmes inquiétudes. A l'origine, l'*annona* était l'impôt en nature imposé aux provinces conquises par Rome victorieuse dans un temps où l'armée était encore le peuple (2). Mais cette institution s'était transformée ; elle avait cessé d'être le butin que tous partageaient, riches ou pauvres : « l'*annona* ne fut plus qu'un secours « accordé aux nécessiteux, et à tous ceux qui, sans être « dans le besoin, n'étaient pas dans l'aisance. » Des listes contenaient les noms de ceux qui, en nombre limité, avaient droit aux distributions gratuites. C'était de « l'assistance publique » (3), si l'on veut, mais aussi funeste qu'elle peut l'être, au double point de vue de la morale et de l'économie politique. Une partie des denrées de l'*annona* était vendue à bas prix. Enfin, le commerce privé dont cette concurrence de l'État devait singulièrement étouffer le développement, comptait sans doute aussi sur les greniers publics pour emplir ses magasins, et ce n'était pas seulement la disette des pauvres, mais celle de la ville entière, que Sidoine Apollinaire avait charge de prévenir.

Il y avait, à la vérité, un fonctionnaire spécial, d'un rang très élevé lui aussi, le *praefectus annonæ*, dont la

(1) Epist. III, 55.

(2) Duruy, *Histoire des Romains*, V, p. 258 et suiv.

(3) *Ibid.*

dignité était perpétuelle depuis Auguste ; et il semble bien que longtemps le préfet de la ville, institué à la même époque (1), était resté étranger à l'administration de l'*annona*. Mais une constitution de Valentinien et Valens (2) nous montre qu'à leur époque les deux préfectures faisaient sur ce point quelque peu double emploi ; et, sous prétexte de délimiter les deux départements, les empereurs, en termes fort longs, mais peu nets, déclarent que les deux fonctionnaires doivent s'appuyer et se concerter, *sitque societas numeris*, sans s'annihiler mutuellement. Toujours est-il (et cela ressort de la constitution en question) que la haute main reste au préfet de la ville ; c'est lui, d'ailleurs, qu'accusera l'opinion publique si Rome manque de pain : Sidoine Apollinaire écrit que sa réputation dépend de la vigilance de son préfet des vivres (Ep. I, 10) ; la disette s'est produite plusieurs fois dans les dernières années, la mer étant écumée par la flotte de Genséric, et déjà Sidoine voit le moment où « la faim du peuple » romain va se mettre à gronder furieusement sur les « gradins de l'amphithéâtre. » Aussi, dépêche-t-il le préfet des vivres à Ostie ; cinq navires de froment et de miel viennent d'aborder ; il faut se remuer et se hâter de distribuer ces provisions, « ce qui recommandera

(1) Il y avait eu cependant un *præfectus urbis* sous les rois.

(2) c. 1, G., I, 28.

« le préfet de l'*annona* au préfet de la ville, et celui-ci
« au peuple. »

Quant au titre de patrice que reçoit Sidoine Apollinaire à l'expiration de sa préfecture, c'est le plus haut degré de la noblesse personnelle qui a succédé à l'ancienne noblesse héréditaire des patriciens en lui empruntant ce nom. Les patrices ont le pas sur tous, excepté sur les consuls en charge. Sidoine Apollinaire ne nous parle de sa dignité de patrice qu'en annonçant à sa femme plusieurs années après que ce même titre est conféré à Ecdicius, son beau-frère et fils d'Avitus, en récompense de ses services militaires (Ep. V, 16, B. 18). Les termes de cette lettre laissent entendre que souvent ce suprême honneur avait une source moins pure, et qu'on le pouvait acheter à deniers comptants. D'autre part, Sidoine fait remarquer que l'empereur Julius Népos, en signant le diplôme (*codicilli*), a « payé
« la dette que les sueurs d'Ecdicius avaient mise à la
« charge de son prédécesseur, Anthémios. » Ainsi,
« quand même le prince est mort, l'empire reste tou-
« jours, qui reconnaît pour les tenir les promesses de
« l'empereur. » C'est bien dit ! Malheureusement, les ouvriers de la dernière heure qui avaient élevé un nouvel Auguste faisaient trop souvent oublier ceux qui, comme Ecdicius, se contentaient de servir la patrie romaine, affaiblie chaque jour, et toutefois représentant seule la durée à travers ces règnes éphémères.

III

PRÉFECTURE ET VICARIAT DES GAULES.

ASSEMBLÉE D'ARLES

Arles était, au v^e siècle, la véritable capitale de la Gaule ; c'était à la fois la résidence du vicaire, et depuis l'an 406, du préfet du prétoire. A cette époque, d'ailleurs, le territoire soumis à la juridiction de l'un et de l'autre avait la même étendue, et ne comprenait plus que quelques provinces de l'ancien vicariat des Gaules proprement dites, du diocèse de Vienne (1), ce que Sidoine Apollinaire appelle *provincia Galliæ*, sans doute du terme usuel dont on se servait pour désigner la bande du territoire gaulois qui restait aux empereurs, presque aussi étroite que l'antique *Provincia* l'était avant la conquête de César.

Le vicaire, comme le préfet du prétoire, est nommé directement par l'empereur, et cela encore au temps de Sidoine Apollinaire (Ep. I, 4, B. 6). Pourtant il

(1) V. Desjardins, *Géographie de la Gaule romaine*, III, p. 465.

n'avait plus guère à exercer d'autorité propre, *vice sacra*, le préfet du prétoire n'ayant plus d'autres diocèses à administrer que celui des Gaules; il devait en fait être réduit au rôle de suppléant du préfet du prétoire, mais il conservait tous ses privilèges honorifiques, et Sidoine nous le montre précédé des faisceaux (ibid.).

Quant au préfet du prétoire qui, depuis Constantin, n'avait plus que des attributions purement civiles, il était revêtu d'une très grande autorité, et concentrait entre ses mains toutes les fonctions suprêmes administratives et judiciaires (1). Sans doute, la durée de la magistrature était relativement courte; mais quand on était maintenu à l'expiration de ses fonctions, et qu'on était préfet du prétoire depuis cinq ans, comme Arvandus dont nous parlerons plus bas, quand on avait gardé le pouvoir dans l'interrègne de l'empire, on pouvait sans fatuité se croire plus solide sur son siège que le prince sur le trône.

Il y avait pourtant des usurpateurs de la préfecture, comme des usurpateurs de la pourpre; du moins, Sidoine Apollinaire nous en a rapporté un curieux exemple (Ep. I, 11). Il s'agit de Pæonius, homme de classe moyenne, ou plutôt de cette classe des décurions, revêtue exclusivement des honneurs municipaux.

(1) V. Glasson, *Histoire du Droit et des Institutions de la France*, I, p. 280.

paux, mais supportant seule les charges publiques, et bien dépréciée par le singulier recrutement qu'on avait dû lui assurer. C'est ainsi, du moins, que nous entendons ces mots : *non eminentius quam municipaliter natus*. Pæonius avait toujours cherché une popularité d'assez mauvais aloi, se mettant à la tête de toutes les séditions ou émeutes ; il arrivait à la vieillesse en restant un homme nouveau, *homo novus*, quand il sut profiter « de l'échappée qu'offrait à son ambition l'in-
« terrène » entre Avitus et Majorien, ou plutôt la période d'hésitations et de troubles que traversa la Gaule après la chute d'Avitus : « seul, il eut l'audace de s'em-
« parer de l'administration des Gaules, de prendre les
« faisceaux avant d'avoir reçu aucun décret de nomi-
« nation » ; ce qui ne l'empêcha pas de rester de longs mois à son tribunal, sans que personne lui contestât son titre de *spectabilis præfectus*. Bien plus, il s'assied plus tard à la table de l'empereur Majorien, à la place que donne l'étiquette à un *senator præfectorius* (Ep. I. 11).

La toute-puissance du préfet du prétoire était, en principe, limitée ou plutôt contrôlée par une assemblée qui, du moins pour la Gaule et au v^e siècle, avait une composition et des attributions assez nettement définies. Nous n'avons pas à nous occuper des origines assez obscures sur bien des points de l'assemblée des Gaules, d'abord assemblée religieuse à Lyon et centre du culte national de la Gaule pour la patrie romaine,

puis assemblée politique à Trèves, et remplissant près du préfet du prétoire le rôle des assemblées provinciales près des gouverneurs. L'assemblée dont parle Sidoine Apollinaire avait été réorganisée en 418 par une Constitution d'Honorius (1), à la suite du transfert de la préfecture de Trèves à Arles. Était-ce l'ancienne assemblée unique des Gaules laissant subsister dans chaque province des assemblées d'ordre inférieur ?

M. Guiraud (2) y voit une diète diocésaine, ou du moins une assemblée du même genre, rendue périodique entre 401 et 403 par le préfet du prétoire des Gaules, Petronius, que l'empereur donne en effet pour le premier auteur de sa réforme. Elle est particulière aux sept provinces méridionales de la Gaule (les deux Aquitaines, la Novempopulanie, les deux Narbonnaïses, les Alpes Maritimes et la Viennoise), c'est-à-dire à l'ancien diocèse de Vienne. Cela tient sans doute à ce qu'en 418 les autres provinces étaient déjà fortement

(1) V. le texte de cette Constitution dans Sirmond, *Notæ ad Sid.*, p. 147. M. Amédée Thierry en a donné une traduction dans un *Mémoire sur l'organisation de l'administration provinciale dans l'empire romain*, publié dans les *Séances et Travaux* de l'Académie des sciences morales et politiques, 2^e série, t. II, p. 112. Mais cette traduction pourrait tromper sur la portée de certains mots du texte. — M. Guiraud renvoie à dom Bouquet, I, p. 766; à Hænel, *Corpus legum ab imperatoribus latarum*, p. 238; et à Pardessus, *Diplomata ad res Gallofrancicas spectantia*, p. 3-6.

(2) *Les assemblées provinciales dans l'empire romain*, p. 232.

entamées par l'invasion. L'assemblée d'Arles était déclarée perpétuelle et annuelle. Elle se composait des *honorati*, personnes honorées de fonctions publiques ou propriétaires de domaines, *possessores*, et de tous les magistrats des provinces, *judices*, qui devaient se faire représenter par des procureurs si leurs fonctions les retenaient à leurs postes. Le nombre des citoyens appelés semble donc très considérable ; à moins — et c'est l'opinion la plus vraisemblable — que l'on n'entende avec M. Guiraud (1), par *judices singularum provinciarum*, simplement les sept gouverneurs, sens ordinaire d'ailleurs dans les constitutions ; et par *possessores*, les *curiales*, c'est-à-dire la classe des sénateurs municipaux. Il faut avouer, sur ce dernier point, que la constitution d'Honorius emploierait alors ce mot contre sa signification habituelle, puisque d'ordinaire les textes opposent les *curiales* aux simples *possessores* ; il est au moins beaucoup trop général : mais cela peut s'expliquer par ce fait, qu'Honorius n'innove pas et ne fait que remettre en vigueur une coutume déjà connue, ce qui le dispense jusqu'à un certain point de la précision dans les termes. On peut même supposer que la curie de chaque cité envoyait seulement un député à l'assemblée, bien que la constitution ne parle bien nettement de *legati* que pour remplacer au besoin les

(1) *Op. cit.*, p. 256. — Cf. Glasson, *Histoire des institutions*, I, p. 299, 328.

judices de la Novempopulanie et de la première Aquitaine, trop éloignés pour pouvoir toujours faire le voyage en personne.

Les évêques faisaient-ils partie de cette assemblée ? On l'a prétendu, sur la foi d'Hinemar ; sans entrer dans la discussion, ne peut-on pas dire qu'en fait les évêques des sept provinces, ou du moins la plupart d'entre eux y siégeaient comme *honorati* ? Sans doute ni leurs fonctions religieuses, ni même leurs fonctions habituelles de *defensores* des cités ne leur donnaient de plein droit ce titre, mais ils devaient le tenir souvent de la décision spéciale du prince, qui pouvait le conférer à des personnes n'ayant jamais exercé de fonctions publiques (1).

Sidoine parle souvent dans ses lettres de l'indifférence et de l'apathie générales pour les affaires publiques. Il est probable que la plupart des membres, en fait, ne se souciaient pas de faire le voyage, malgré le tableau enchanteur que la constitution d'Honorius leur traçait elle-même des plaisirs de la capitale, et les amendes dont il menaçait les absents. L'assemblée d'Arles se composait surtout des *honorati*, des gouverneurs et de quelques grands propriétaires.

Nous venons de voir que l'assemblée d'Arles n'avait pas su prendre en main la direction du pays et l'avait laissée à l'usurpateur Pæonius pendant un interrègne de l'Empire. Faut-il croire, avec M. Baret (2), qu'elle

(1) Cf. Guiraud, *op. cit.*, p. 254, texte et note 1.

(2) Introduction de son édition, p. 19.

avait eu dans l'interrègne précédent l'initiative de l'avènement d'Avitus à l'Empire? Nous avons déjà dit que l'assemblée d'Ugernum n'avait à nos yeux rien de commun avec l'assemblée d'Arles. Celle-ci ne semble pas avoir été d'une grande activité, ni s'être beaucoup servie de ses pouvoirs légaux; aussi a-t-on pu nier que cette assemblée d'Arles eût jamais fonctionné. Cantu, notamment (1), croit que la constitution d'Honorius est restée lettre morte; Sidoine Apollinaire nous donne la preuve du contraire et nous montre l'assemblée exerçant l'une de ses plus importantes attributions: la mise en accusation du préfet du prétoire. A la vérité, Sidoine n'écrit pas le mot d'assemblée: il nous parle des *provinciales* qui ont envoyé des accusateurs à Rome, mais certainement ce terme désigne les membres de l'assemblée d'Arles, qui seuls peuvent avoir qualité pour envoyer ainsi des *legati provinciæ Galliæ*. D'ailleurs, ces *legati* sont porteurs de *gesta decretalia* qui ne laissent aucun doute: c'est le nom que donnent les constitutions aux délibérations des assemblées provinciales (2). Nous allons voir le rôle de l'assemblée et de ses délégués dans le procès d'Arvandus (3).

(1) *Hist. des Italiens*, t. III, p. 473.

(2) C. Th., *De legatis et de decretis legatorum*, XII, 12.

(3) M. Guiraud, *op. cit.*, p. 227, voit dans un passage de Sidoine Apollinaire (Ep. I, 6, B. 3) la preuve qu'en 468 il y avait encore une assemblée de la première Lyonnaise: mais ne s'agit-il pas là, comme dans un autre passage (Ep. V, 20, B. 1), du *concilium civitatis*?

IV

UN PROCÈS DE CONCUSSION ET DE LÈSE-MAJESTÉ DEVANT LE SÉNAT ROMAIN EN 467 APRÈS JÉSUS-CHRIST

M. Amédée Thierry, dans un livre sur les derniers temps de l'empire d'Occident, a déjà raconté le procès d'Arvandus. C'est en juriste que nous allons en suivre les phases, d'après une lettre fort intéressante de Sidoine Apollinaire (Ep. I, 7). Notre devoir est d'être plus exact que pittoresque : de là, croyons-nous, des différences assez notables entre le récit si vivant de M. Amédée Thierry et les résultats de cette étude sur la procédure suivie et la sentence rendue dans ce procès.

Préfet du prétoire des Gaules sous Majorien, et maintenu une seconde fois en charge par Ricimer dans l'interrègne qui précéda l'élection d'Anthémius, Arvandus avait abusé du pouvoir considérable que lui donnaient ses fonctions. Sa première préfecture lui avait conquis une vraie popularité ; malheureusement il avait, en commençant la seconde, des dettes criardes, et sous la main, des expédients trop faciles pour donner

patience à ses créanciers ; celui dont il tenait sa nomination, Ricimer, avait autre chose à faire que de contrôler l'administration des provinces, et comptait d'ailleurs sur la fidélité de ses créatures, qui seule lui importait. Arvandus dut donc puiser dans la caisse qu'il avait sous la main, *arca præfecturæ prætorianæ*, et sans doute aussi, commettre d'autres exactions au détriment des cités de son gouvernement. Mais Anthémius monta sur le trône de l'accord de tous, ce qui lui donnait une force réelle ; la province murmurait et elle avait désormais à qui s'adresser. Arvandus craignit de perdre sa place, sa seule ressource dans le désordre de ses affaires et la seule base de son crédit. Pour échapper à ce péril, il tenta une révolte, appuyée sur les barbares, et noua des intrigues avec Euric, roi des Wisigoths. Mais il s'était fait assez d'ennemis pour être strictement surveillé, et fut dénoncé à l'empereur. Selon M. Amédée Thierry, l'assemblée d'Arles eut l'initiative de cette dénonciation et sollicita du pouvoir central la mise en accusation. Cela est au moins douteux, car il faut se souvenir que le président de droit de l'assemblée était Arvandus ; eût-il cédé pour un motif quelconque son siège à un remplaçant, il est invraisemblable que dans sa capitale même on ait pu tenir secrète à son égard une partie de la délibération à son sujet, et l'interrogatoire (en ce cas arbitraire et illégal) de son secrétaire dont nous parlerons plus loin. D'ailleurs Sidoine nous montre Arvandus précédant à

Rome l'arrivée des délégués de l'assemblée, et par conséquent son arrestation à Arles même avait eu lieu avant la rédaction des décrets d'accusation dont ces délégués sont porteurs. Arvandus fut sans doute arrêté par ordre de l'empereur sur des dénonciations nombreuses et émanées d'hommes importants, de ces *optimates* que le préfet s'était aliénés. Voilà tout ce qu'il est permis de déduire de cette phrase:..... *Donec odii publici mole vallatus, et prius cinctus custodia* (1) *quam potestate discinctus, raptus destinatusque pervenit Romam*. Probablement les dénonciateurs étaient des membres de l'assemblée, mais rien ne nous dit même que celle-ci était réunie à ce moment.

Le rôle certain de l'assemblée commence alors. Les plaintes étaient unanimes sur la mauvaise administration d'Arvandus, et on vota un décret d'accusation : on chargea d'aller soutenir cette accusation à Rome trois délégués. La loi avait limité ce nombre, car les *legati* jouissaient d'une prérogative fort coûteuse pour le trésor, de la poste, *cursus publicus* (c. 32, C. Théod., *De cursu publico*, VIII, 5). En général, une assemblée provinciale n'avait droit qu'à un seul *legatus* (c. 3, C. Théod., *De legatis*, XII, 12); mais quand plu-

(1) M. Am. Thierry traduit : « Arrêté par ses propres soldats »; mais le préfet du prétoire n'avait pas de soldats sous ses ordres; c'était, depuis Constantin, un fonctionnaire exclusivement civil.

sieurs cités voulaient envoyer leurs plaintes à Rome, elles s'entendaient pour choisir trois délégués communs (L. 7, *eod. titulo*). Les *actiones repetundarum* contre le préfet devaient sans doute être soutenues au nom de diverses cités, et non seulement de la province ou du diocèse dans son ensemble (1). La loi avait encore pris d'autres précautions contre l'abus des députations : « Comme ces missions étaient souvent « onéreuses aux provinces et aux villes et même à « l'État qui les défrayait ensuite, et que, de plus, elles « pouvaient faire perdre un temps précieux au gouvernement, la loi voulait qu'elles fussent autorisées « préalablement par le prince sur l'avis du préfet du « prétoire (2). » Aussi ne pouvait-on guère accuser le préfet du prétoire lui-même qu'après sa sortie de charge : cette observation confirme ce que nous avons dit plus haut, que l'assemblée d'Arles n'avait dû instruire le procès d'Arvandus qu'après son arrestation.

Il est à remarquer que des trois *legati*, un seul, Petronius, était Arlésien. En effet, Tonantius Ferréolus,

(1) Voir la discussion de Godefroy (C. Th., *De legatis*), qui donne une autre explication, mais parce qu'il a cru que les députés d'Arles étaient au nombre de quatre, faisant par une virgule, entre le *nomen* et le *cognomen*, deux hommes de Tonantius Ferréolus. Sirmond réfute fort bien cette inexactitude (*Notæ ad Sid.*, p. 13. — Cf. d'ailleurs Carmen, XXIV, v. 34).

(2) Am. Thierry, *op. cit.*

probablement de la famille lyonnaise de Syagrius, semble avoir habité les environs de Nîmes (Ep. II, 9, B. 7), et Thaumastus, Vienne (Ep. V, 6, B. 10) (1). Or ces deux villes étaient alors (468) au pouvoir, l'une des Wisigoths, l'autre des Burgondes. Mais sans doute, c'était à titre d'*honorati*, ayant alors leur résidence personnelle à Arles, que Tonantius, ancien préfet du prétoire des Gaules, et Thaumastus, dont Sidoine affirme seulement la grande situation, faisaient partie de l'assemblée. Tonantius était le chef de la mission : on lui avait adjoint Pétronius et Thaumastus « comme excellents juristes en même temps qu'excellents avocats. »

Pendant que ses accusateurs voyageaient et que son procès s'instruisait à Arles, Arvandus, à Rome, était traité avec certains égards : on lui avait assigné comme prison préventive le Capitole, et pour geôlier, ou plutôt pour hôte, le « comte des sacrées largesses » qui, dit Sidoine, « respectait toujours en lui une dignité dont « l'éclat fumait encore. » Sans doute, il y avait là un exemple de ces faveurs immorales que, dans tous les temps malheureusement, certains prévenus et même certains coupables, doivent à leur rang et que la loi romaine, d'ailleurs, sanctionnait expressément (2). Mais

(1) Am. Thierry, *op. cit.*, fait de Thaumastus un Arverne et de Tonantius Ferréolus un Lyonnais.

(2) L. 1, D., XLVIII, 3.

il faut remarquer, d'une part, que le comte des sacrées largesses, ministre des finances, avait intérêt à bien surveiller un fonctionnaire accusé de malversations qui, sans doute, en plusieurs points, devaient se rattacher à l'administration dont il était le chef; d'autre part, que le Capitole devait être gardé par des sentinelles, et présentait ainsi les mêmes garanties que la prison du commun des prévenus, sans en avoir l'horreur.

Les trois *legati*, en effet, arrivèrent bientôt à Rome; ils étaient munis des pouvoirs écrits qui leur étaient nécessaires pour être entendus (c. 11, C. Théod., *De legatis*, XII, 2) et qui leur donnaient mission officielle de soutenir l'accusation de concussion.

C'est ainsi que nous traduisons l'expression *actiones repetundarum*. M. Amédée Thierry dit *péculat*, et, d'ailleurs, selon M. Bouché-Leclercq (1), « le crime de « concussion confine par bien des points à celui de « péculat, et il est certain que ces deux espèces ont « commencé et fini par se confondre. La différence « spécifique consiste en ce que, dans les procès de « péculat, la restitution de l'argent dérobé est réclamée au nom de l'Etat, et, dans les procès de « concussion, au nom des particuliers. » Les gouverneurs commençaient par détourner les fonds publics (péculat) et comblaient ensuite le déficit par des concussions.

(1) *Institut. rom.*, p. 447.

D'autre part, le Code Théodosien (1) a pu parler de gouverneurs *qui provincias peculatu quassavissent* à propos sans doute (2) des détournements commis au préjudice des caisses des provinces et des cités, ce qui n'était pas le pécumat proprement dit commis au préjudice du fisc, mais plutôt une espèce particulière de concussion. Quoi qu'il en soit, si la différence s'effaçait dans les mots, elle subsistait, selon nous, en fait, à un point de vue important : ce n'est pas au nom de l'Etat qu'Arvandus va être poursuivi ; c'est au nom des *provinciales* qu'il a volés, soit par abus de pouvoir contre les particuliers, soit plus probablement en s'appropriant l'argent provincial ou municipal. Sidoine a donc employé les mots *actiones repetundarum* dans leur sens propre et classique de concussion.

Cette accusation ne suffisait pas aux ennemis d'Arvandus : elle était fréquente, car l'administration romaine, surtout dans ces temps troublés, était loin d'être irréprochable en dépit de la très grande sévérité des lois. Les gouverneurs étaient puissants, et s'en tiraient assez souvent indemnes, aux dépens bien entendu de la ville ou des particuliers qui avaient osé s'attaquer à eux (3). Arvandus, d'ailleurs, semblait s'en

(1) IX, 28.

(2) Voy. le Commentaire de Godefroy sur ce texte.

(3) Voy. l'histoire significative du comte Romanus, gouverneur de la Tripolitaine sous Valens et Valentinien, dans un Mémoire d'Amédée Thierry (*Séances et Travaux de l'Académie des sciences morales et politiques*, t. XVI, p. 411).

effrayer fort peu. Il ignorait le coup de théâtre qu'on préparait; on avait intercepté une lettre, visiblement adressée au roi des Wisigoths Euric, à la vérité sans signature, mais que le secrétaire du préfet arrêté (certainement après le départ de son maître) et interrogé, avait reconnue comme écrite de sa propre main. Arvandus conseillait au Barbare « de ne pas conclure la paix avec l'empereur grec » (Anthémius), mais d'attaquer d'abord les Bretons campés sur la Loire, puis de faire avec les Burgondes, au nom du droit des nations, *jure gentium*, un légitime partage des Gaules, et ajoutait encore « d'autres divagations de ce genre. Les « jurisconsultes, ajoute Sidoine, relevaient avec passion, dans cette lettre, les éléments du crime de « lèse-majesté ».

Mais les *legati* tenaient la lettre d'Arvandus soigneusement cachée; peut-être même l'assemblée d'Arles n'était-elle pas de ce complot, et était-ce de leur propre initiative que ses délégués réservaient pour le jour même du débat cette charge accablante que le hasard leur avait livrée et qui changeait la portée du procès.

En effet, la loi *Julia repetundarum* n'avait jamais été changée, « nous la retrouvons dans le Digeste après « cinq siècles de durée; seulement des sénatus-con- « sultes étendirent sa sévérité à certains actes qu'elle « n'avait pas prévus (1) »; l'*actio repetundarum* avait

(1) Laboulaye, *Essai sur les lois criminelles des Romains concernant la responsabilité des magistrats* (Paris, 1845, p. 418).

conservé un double caractère civil et criminel ; la *litis æstimatio* restant indépendante de la peine, cette loi prononçait une peine pécuniaire contre le magistrat, la restitution au quadruple, et de plus, le chassait du Sénat et le déclarait incapable de comparaître en justice comme témoin. Sous l'empire, la relégation était devenué la punition ordinaire du crime de concussion.

La loi *Julia majestatis*, « cette terrible loi des suspects de l'Empire » (l. 3, D., XLVIII, 4, *Ad leg. Jul. majestatis*) prononçait la peine de mort.

Sidoine était lié avec le malheureux préfet des Gaules ; accompagné d'un autre ami de celui-ci. Auxianus, il alla le trouver au Capitole et le prévint du piège qu'on lui tendait, le suppliant de ne pas livrer à ses adversaires cette réponse irréfléchie qu'ils voulaient lui arracher par surprise. Arvandas ne voulut rien écouter, « fort de sa conscience, tout au plus se laisserait-il assister par des avocats dans les questions de concussion ».

L'affaire allait être jugée par le Sénat.

Nous ne saurions adopter sur ce point l'opinion de M. Amédée Thierry, qui fait comparaître Arvandus « devant un tribunal de dix membres, chargé alors de connaître les accusations capitales contre les sénateurs (1) ». Le point de départ de cette opinion est dans ce mot de Sidoine Apollinaire : *Quum accusa-*

(1) *Derniers temps de l'empire d'Occident*, p. 63.

tores..... nuntios a Decemviris opperirentur. Mais rien dans ce passage ne nous dit que ces décemvirs qui sont avertir les accusateurs du moment où ils doivent entrer soient les juges du procès. D'ailleurs, on ne retrouve nulle part ce prétendu tribunal d'un rang élevé pourtant et d'une grande importance. Sans doute, il est impossible de dire avec certitude ce qu'étaient ces décemvirs mentionnés par Sidoine Apollinaire. Leur rôle paraît se borner à introduire les parties. Peut-être faut-il voir l'origine de ce collège dans les décemvirs, présidents des diverses chambres du tribunal des centumvirs; dans ce cas les historiens des institutions romaines (1), fixeraient à tort leur disparition définitive au temps de Dioclétien, ou plutôt, le Tribunal des Centumvirs ayant en effet disparu à cette époque, les empereurs continuèrent à donner ce titre de *decemviri*, survivant à la fonction comme d'autres titres antiques ou s'appliquant à quelque sinécure auprès du Sénat, considéré comme tribunal. Sirmond signale une opinion (2) d'après laquelle il faudrait lire, malgré les manuscrits : *Quinque viris* au lieu de *decemviris*, deux constitutions du Code Théod. (c. un. *De jurisdictione* et c. 13, *De accusationibus*) parlant de cinq sénateurs tirés au sort et chargés de juger concurremment avec le préfet de la

(1) Willems, p. 471. — Mispoulet, II, p. 472. — Bouché-Leclercq, p. 418.

(2) *Notæ ad Sid.*, p. 16.

ville le crime capital d'un sénateur (1). C'est une hypothèse gratuite.

Rien ne prouve donc l'existence d'un tribunal de décevirs; il semble d'ailleurs résulter très clairement du récit de Sidoine Apollinaire, qu'Arvandus a été jugé par le Sénat. En effet, quand avant l'audience, Arvandus se promène sur la place du Capitole, c'est du Sénat qu'il se plaint, en même temps que du prince, leur reprochant « de ne pas le venger avant même de « le juger. *Quod se non prius quam discuterent ulciscerentur.* »

C'est dans la curie et en présence des sénateurs (*in tractatorium frequens senatus*), que tout se passe, et nulle part il n'y a trace d'une distinction entre ces sénateurs et les juges; au contraire, quand, profitant avec affectation du *jus sedendi*, qu'on offre aux *praefectorii* avant l'ouverture des débats, Arvandus va prendre place parmi ses collègues, Sidoine le peint « se précipitant « au milieu même de ses juges ». Enfin, on attend pour ouvrir l'audience que les sénateurs soient tous présents : *Dum hæc et qui procerum defuerant affuerunt.*

D'ailleurs la compétence du Sénat dans cette affaire n'a rien qui doive étonner. Arvandus, préfet du prétoire, juge suprême dans son diocèse, n'était lui-même

(1) L'abbé Chaix, t. I, p. 302, parle d'un « tribunal de dix membres ». Mais sa biographie, intéressante, n'a aucune prétention juridique.

justiciable que du prince à cette époque. Mais sous les premiers empereurs la connaissance des crimes politiques des hauts fonctionnaires, et particulièrement du *crimen repetundarum*, avait à peu près régulièrement appartenu au Sénat (1). Dans la suite, le Sénat avait perdu peu à peu cette juridiction que le prince s'était réservée, pour devenir un vrai Sénat municipal. Mais même dans les derniers temps, l'empereur déléguaient fréquemment le jugement des procès criminels de haute gravité au Sénat; c'était une manière de l'honorer, sans lui rendre pour l'avenir d'autorité réelle. Anthémios, l'« empereur grec » qui devait au Sénat son élévation, saisit certainement avec empressement cette occasion de lui témoigner sa déférence et de ressusciter la vieille tradition.

Sidoine ne nous indique pas qu'on ait suivi une procédure bien formaliste, il nous montre seulement les deux parties se tenant d'abord en face l'une de l'autre, « selon la coutume » jusqu'au moment où l'on invite, comme nous l'avons dit, les *præfectorii* à user de leur privilège de sénateurs. Les délégués gaulois, vêtus de deuil, se sont appliqués à se donner un aspect misérable, tandis qu'Arvandus affecte une mise irréprochable et un air assuré; la parole leur est donnée, et après avoir lu le décret de l'assemblée d'Arles, *provinciale mandatum*, qui formule l'accusation de concussion, ils produisent la lettre qu'ils cachaient si soigneu-

(1) Laboulaye, *op. cit.*, p. 418.

sement. Ils espéraient troubler l'accusé et s'armer de ses hésitations ; ils ont mieux, Arvandus n'attend pas qu'on l'interroge et s'écrie qu'il est l'auteur de cette lettre, et le répète par trois fois. Les accusateurs et les juges à l'envi proclament qu'il est, par son propre aveu, convaincu de lèse-majesté ; « on l'accable sous « les textes juridiques visant ce crime », textes malheureusement fort nombreux et fort élastiques.

« Arvandus, ajoute Sidoine, reconnaît trop tard « que la loi de lèse-majesté n'atteint pas seulement « celui qui usurpe la pourpre. » L'erreur nous semble bien grossière : l'idée moderne de patriotisme est fort nette, et verrait sans hésiter la haute trahison dans le fait d'un fonctionnaire qui prépare le partage du pays qu'il administre entre les étrangers. Mais les temps étaient bien différents. Sidoine lui-même, patriote sincère et, plus tard, jusqu'à l'héroïsme, ne cesse pas de se dire « l'ami » d'Arvandus, de le voir, de s'employer pour lui, et la phrase que nous venons de traduire explique sa conduite : il admettait qu'Arvandus avait pu il est vrai, par un aveuglement insensé, se méprendre sur la gravité de sa faute. Ces barbares qu'il appelait à Arles, étaient-ils bien des étrangers ? N'étaient-ils pas devenus plus puissants dans la Gaule que Rome elle-même dont ils avaient successivement envahi presque toutes les provinces ? Et, après tout, ne l'occupaient-ils pas à un titre légal, reconnu, conféré par Rome, le titre de *foederati* ? Et puis, secouer le joug de cet « empereur

grec » qui, aux yeux de beaucoup dans l'Occident, n'était pas plus digne qu'un Wisigoth ou qu'un Burgonde de parler au nom de Rome, était-ce proprement se révolter contre la patrie? De tels sophismes étaient faciles et devaient séduire un homme peu scrupuleux qui, probablement d'ailleurs, songeait plutôt à se rendre nécessaire en face des Barbares menaçants qu'à se ménager à la cour d'Euric des dignités peu enviables pour le magistrat qui tenait le premier rang après les consuls de Rome.

Au Code Théodosien la seule constitution du titre *Ad legem Juliam majestatis* (1) ne définit pas le crime de lèse-majesté, mais sans doute les juges d'Arvandus lui citaient quelques-uns des textes classiques, que, plus tard, on insérait au Digeste, et où Scævola faisait tomber sous le coup de cette loi « celui qui aurait tra-
« vaillé à armer contre le peuple romain des peuples
« amis (2) et où Hermogénien (3) l'invoquait contre ce-
« lui qui aurait fourni aide ou conseil, ou intrigué pour
« livrer à l'ennemi une province ou une cité ».

«..... Le Sénat, dit M. Laboulaye (4), ne reconnaît
« plus le principe salulaire de la division des accusa-
« tions, (système qui produisait à peu près les mêmes
« effets que la position des questions dans les juries

(1) C. Th., C. 1, IX, 5.

(2) L. IV, D., XLVIII, 4, *Ad legem Juliam Majestatis*.

(3) L. 9, D., *eod titulo*.

(4) *Op. cit.*, p. 421.

« modernes) et tandis que sous la République il fallait
 « quelquefois poursuivre un même crime par plusieurs
 « procès jugés par des tribunaux divers, on en vint sous
 « l'Empire à compliquer une accusation d'une accusa-
 « tion différente, pour forcer la condamnation et ef-
 « frayer la défense; et toutes les fois que, dans un pro-
 « cès de concussion, et même dans des causes bien plus
 « étrangères à la politique, telles que l'adultère, on ne
 « fut pas sûr d'emporter la sentence, on suspendit sur la
 « tête de l'accusé le *crimen majestatis*, « *quod tum om-
 « nium accusationum complementum erat* », dit Tacite.

Mais le chef de lèse-majesté, au moins dans le pro-
 cès d'Arvandus, n'absorbe pas le chef de concussion.
 C'est ce qui ressort du récit de Sidoine Apollinaire.
 En effet, sur son aveu, le Sénat se contente « de le
 « dépouiller sur-le-champ des privilèges de sa double
 « préfecture, de le placer ou plutôt de le remettre dans
 « l'ordre plébéien, et par conséquent de lui assigner
 « la prison vulgaire... » *Confestim privilegiis geminæ
 præfecturæ..... exauguratus, et plebeïæ familiæ non ut
 additus, sed ut redditus, publico carceri adjudicatus est.*
 Cette dégradation (*exauguratus*) fait sans doute l'objet
 d'une sorte de jugement interlocutoire et constitue
 une mesure parfaitement juridique conforme à la cons-
 titution 1, Code Théodosien, *Ad legem Juliam majesta-
 tis* (1).

Puis le procès dure encore quinze jours : *sed et ju-*

(1) C. 3, Cod. Just. *eod. titul.*

dicio vix per hebdomadem duplicem comperendinato. La *comperendinatio* était proprement la remise à une autre audience. Elle était nécessitée par l'examen des faits de concussion, et dans ce cas jadis elle était de droit, dit-on, d'après un passage des *Verrines* (1). Nous avons signalé déjà le double caractère de la *lex Julia repetundarum* : au point de vue criminel, elle s'effaçait ici devant la *lex Julia majestatis*, plus sévère ; mais les accusateurs publics étaient aussi, comme nous le dirions aujourd'hui, partie civile pour leur province au procès de concussion, et il fallait déterminer le montant des sommes détournées, nous verrons dans quel intérêt.

La sentence définitive condamnait Arvandus à être étranglé : il n'y a pas à chercher de texte spécial indiquant ce supplice particulier ; le juge criminel romain avait toujours une grande latitude pour l'application de la peine. Cela était vrai surtout pour le Sénat, qui ne se considérait pas comme lié par des lois qu'il était censé faire.

Le condamné fut jeté dans l'île du serpent d'Epidaure pour y passer les trente jours qui devaient séparer la sentence de l'exécution, d'après le sénatus-consulte Tibérien.

Ce passage de Sidoine est commenté par Godefroy qui, au livre IX, titre 40 du Code de Justinien, *De pœnis*,

(1) Cicér., *In Verr.*, I, 9, cité par Laboulaye, *op. cit.*, p. 378-381.

vent concilier ce délai de trente jours avec celui de dix jours seulement qu'indiquent divers auteurs, Tacite et Sénèque entre autres, en citant le même sénatus-consulte Tibérien. D'après lui, ce sénatus-consulte ne s'appliquait qu'aux jugements rendus par le Sénat et fixait un sursis de dix jours seulement à leur exécution; puis un passage de Sénèque (*De tranq. animi*, 14) montre le sénatus-consulte étendu aux jugements émanés des princes; enfin, ce serait Théodose seulement (1) qui aurait porté le délai à trente jours. Sidoine Apollinaire aurait donné très naturellement le nom de sénatus-consulte Tibérien à une disposition législative qui en était le développement, comme on donnait le nom de *lex Julia* à des dispositions postérieures aux diverses *leges Juliæ*, parce qu'elles complétaient leur texte et dérivait d'une même idée. A cela on peut répondre que la constitution 13 (C. Th., *De pœnis*), ne parle que des sentences du prince, et que les empereurs Gratien, Valentinien et Théodose, veulent par là se mettre en garde contre les excès d'un premier mouvement de colère. Godefroy lui-même dit très justement qu'il ne faut pas étendre au delà de ses termes cette loi exceptionnelle, et qu'elle est inapplicable en présence d'une procédure régulière et de juges qui ont pu peser leur sentence. D'ailleurs, bien avant Théodose, Quintilien (Déclam. 313) et Calpurnius (Déclam. 23), nous parlent du sénatus-consulte

(1) c. 13, C. Th., *De pœnis*, IX, 40.

Tibérien comme donnant au condamné un sursis de trente jours. Godefroy qui les cite se débarrasse de leur témoignage en faisant observer que ce sont des rhéteurs (*declamatores*). Peut-être est-il plus juste d'admettre que le Sénat, dans le procès d'Arvandus, observe le vieux sénatus-consulte Tibérien, modifié il est vrai, mais depuis bien longtemps, et resté spécial à ses sentences, *ex vetere senatusconsulto Tiberiano* (1).

Les amis d'Arvandus emploient ces trente jours à demander sa grâce à l'empereur, et la commutation de la peine de mort en exil « quoique les biens soient « déjà confisqués », *quanquam publicatis bonis*, remarque Sidoine. C'est qu'en effet, attachée de plein droit à la condamnation à mort (2), la confiscation n'était pas la conséquence nécessaire de l'exil même perpétuel (3). Mais elle était valablement prononcée et irrévocable, car sans doute le fisc impérial ne rendait pas plus facilement que notre fisc un droit « perçu régulièrement ».

D'ailleurs, la confiscation était en l'espèce non seulement légale mais juste ; car le fisc prenait à sa charge le paiement des dettes jusqu'à concurrence de l'actif (4), et le produit des biens d'Arvandus allait être

(1) C'est l'opinion de Sirmond (*Notæ*, p. 17).

(2) L. 1, D., XLVIII, 20, *De bonis damnatorum*.

(3) V. Accarias, II, p. 483. Les textes qu'il cite, et surtout l. 1, D., XLVIII, 22, *De interd. et releg.*

(4) L. 11, D., *De jure fisci*, XLIX, 11.

réparti non seulement entre ses anciens créanciers, mais aussi entre les mandants de Tonantius Ferréolus et de ses compagnons, victimes des concussions. Le résultat, il est vrai, eût pu se produire à l'aide d'une simple *litis æstimatio*, sanction du procès de concussion, et la confiscation restait à certains égards pour Arvandus une aggravation éventuelle à l'exil perpétuel, puisque toutes dettes payées, c'était encore le fisc qui devenait son héritier pour les biens nouveaux qu'il pouvait acquérir, et cela même s'il laissait des enfants; aggravation qui le frappait, non comme concussionnaire, mais comme coupable de lèse-majesté, aux termes d'une constitution de Théodose II (1).

(1) c. 40, C., *De bonis proscriptor*, IX, 31.

V

DEUX ÉLECTIONS D'ÉVÊQUES. — L'ÉVÊQUE MAGISTRAT ROMAIN. — COMPÉTENCE DE L'ÉVÊQUE DANS L'ACTIO SEPULCRI VIOLATI.

Après avoir rapporté l'histoire de l'élection de saint Ambroise et cité deux lettres de Sidoine Apollinaire dont nous allons parler à notre tour (Epist. IV, 25, B. 4), Guizot (1) dit que l'élection des évêques au v^e siècle était « une liberté très réelle », mais déclare « qu'elle n'avait point le caractère d'une institution véritable », et qu'elle était « dénuée de règles, de formes permanentes et légales, livrée au hasard des circonstances et des passions ».

Bien qu'il y ait une véritable témérité à aller contre l'autorité du grand historien, nous n'adoptons pas sur ce point ses conclusions : il y avait en effet, cela ne fait pour nous aucun doute, une « règle », une « forme légale » de l'élection ; et nous ne voyons pas pour notre part que cette règle, au moins en ses points essentiels,

(1) *Histoire de la civilisation en France*, t. I, 3^e leçon.

ait été violée dans les deux exemples que nous trouvons dans Sidoine Apollinaire (1).

Et d'abord, il y avait une règle.

Dès l'année 314, le concile d'Arles la formulait ainsi dans son canon XX : *De his qui usurpant sibi quod soli debeant episcopos ordinare, placuit ut nullus hoc sibi præsumat, nisi assumptis secum aliis septem episcopis. Si tamen non potuerit septem, infra tres non audeat ordinare* (2).

En 325, le concile œcuménique de Nicée disait dans son canon IV, dont nous empruntons la traduction à l'édition française de l'*Histoire des Conciles*, de Mgr Héfélé (3) : « L'évêque doit être choisi par tous
« ceux (les évêques) de l'éparchie (province); si cela
« n'est pas possible à cause d'une nécessité urgente,
« ou parce qu'il y aurait trop de chemin à faire trois
« (évêques) au moins doivent se réunir et procéder à la
« cheirotonie (sacre), avec la permission écrite des
« absents. La confirmation de ce qui s'est fait revient
« de droit dans chaque éparchie au métropolitain. »

Il y avait d'ailleurs une bonne raison, entre autres, pour que ces dispositions ne restassent pas lettre morte; c'est que les canons d'Arles ou de Nicée étaient

(1) Cf. sur ce point l'abbé Chaix, *op. cit.*, I, 440.

(2) Héfélé, *Histoire des Conciles*, traduction Goshlez et Delarc (Paris, 1869), t. I. p. 190.

(3) Tome I, p. 372.

d'accord avec la tradition et tendaient seulement à la maintenir en la précisant. Nous n'en voulons d'autre preuve que l'extrait suivant d'une lettre de saint Cyprien, écrite au milieu du m^e siècle, qui sera le meilleur commentaire de ces textes (1) : « Presque dans toutes
« les provinces, disait l'évêque de Carthage, les choses
« se passent de cette manière : les évêques de la province les plus proches se réunissent dans la ville
« pour laquelle doit se faire l'élection. L'évêque est
« ensuite élu en présence du peuple (*plebe præsente*),
« il faut que le peuple assiste à l'élection, car nul ne
« connaît mieux la vie privée des candidats (*singulorum vitam plenissime novit*). La dignité épiscopale est
« après cela conférée par le suffrage de toute la fraternité et la décision des évêques (*universæ fraternitatis suffragio et episcoporum judicio*). »

Aux yeux de saint Cyprien, comme aux yeux des pères d'Arles ou de Nicée, c'était donc aux évêques qu'appartenaient non seulement le sacre, mais le choix même d'un nouvel évêque; mais saint Cyprien parle du vote des fidèles comme d'un élément nécessaire, et cela n'est pas contredit par le silence de deux décisions de conciles qui n'ont d'autre but que de réprimer un abus déterminé, en fixant le nombre des évêques qui

(1) Nous empruntons encore cette citation à l'*Histoire des Conciles*, t. I, p. 373, en traduisant pourtant les mots laissés en latin.

doivent prendre part à l'élection. C'est d'ailleurs ce dernier vote qui est décisif (sauf approbation du métropolitain depuis le concile de Nicée); le peuple n'exerce, — et cela se conçoit à merveille, — qu'un droit de présentation. Que ce droit ait souvent l'apparence d'un droit absolu de nomination, cela est bien naturel : il y avait à cette époque un évêque par *civitas*; les électeurs étaient donc relativement peu nombreux, et connaissaient les candidats; ils avaient à élever le plus digne non seulement un intérêt moral, mais nous le verrons, un intérêt temporel, garantie importante auprès des plus suspects. Enfin, les évêques présents dans la cité qui délibérait usaient de leur grande influence pour diriger dans le sens de leurs préférences le vote qu'ils ratifiaient ensuite. Mais ils n'étaient pas là que pour sacrer l'élu de la foule quel qu'il fût.

C'est ce que prouve le récit que fait Sidoine Apollinaire (Ep. IV. 25, B. 4) de l'élection d'un évêque de Châlon-sur-Saône.

Nous croyons devoir traduire cette lettre à notre tour :

« Sidoine à son cher Dommulus, salut.

« J'ai hâte de te faire partager notre grande joie,
« d'autant que tu désires vivement connaître le succès
« que Patiens, notre père en Jésus-Christ, a dû dans
« son voyage de Châlon à sa piété et à sa fermeté ha-
« bituelles. Il était venu dans cette ville, en partie pré-
« cédé, en partie suivi des évêques de sa province,

« réunis pour ordonner un pasteur suprême de ce
« municipale, où la discipline ecclésiastique était ébran-
« lée depuis que Paul, évêque d'ailleurs trop jeune,
« s'était retiré, puis était mort. Les pontifes trouvèrent
« chez les habitants les esprits divisés, et travaillés
« par ces intrigues privées qui toujours viennent mi-
« ner l'intérêt public, et qu'avait excitées un triumvirat
« de compétiteurs. L'un d'eux, dénué d'ailleurs de
« toute autre qualité, faisait sonner l'avantage d'une
« antique généalogie : le second, acclamé par des pa-
« rasites sensibles aux arguments culinaires, était sou-
« tenu par la coterie d'Apicius ; le troisième s'était
« secrètement engagé, pour le cas où il enlèverait la po-
« sition, à partager comme un butin les biens ecclé-
« siastiques entre ses partisans. Cette situation n'é-
« chappa pas au saint Patiens et au saint Euphronius
« qu'un jugement droit et sûr, inaccessible à la haine
« comme à la faveur, mettait à la tête de la résistance ;
« ils s'entendirent en secret avec leurs collègues avant
« de tenir conseil en public ; puis, sans s'inquiéter du
« tapage insensé de la foule, ils mirent brusquement
« la main sur un personnage qui était bien loin de
« souhaiter ou même de soupçonner ce qui allait se
« passer, — sur Jean, saint homme d'une humilité,
« d'une charité, d'une mansuétude éclatantes. Attaché
« dès son enfance, en qualité de lecteur, au service de
« l'autel, il était devenu archidiaque après une longue
« vie de travail, et son mérite l'avait rivé à ce degré

« du ministère, parce qu'on ne pouvait l'élever en dignité sans l'enlever à son emploi : il était donc prêtre du second ordre et au milieu des partis ennemis, personne ne songeait à l'élire, puisqu'il n'était pas candidat, mais personne non plus n'osait le calomnier parce qu'il ne prêtait qu'à la louange, quand les deux évêques le consacrèrent leur collègue, à la stupeur des factieux, à la confusion des méchants, aux acclamations des bons, et d'ailleurs sans réclamation de personne.....

« Maintenant, si toutefois tu es sorti de ce monastère du Jura où tu aimes à te retirer pour prendre un avant-goût de la céleste demeure de l'autre monde, tu peux te réjouir de cet heureux fruit de la concorde qui unit nos pères ou nos patrons communs. Bénis aussi le nom de celui dont le témoignage d'Euphronius, la main de Patiens et le jugement des deux pontifes ont fait un évêque. Cette œuvre convient aux longues années, je ne dirai pas de la vieillesse, mais de la dignité d'Euphronius ; cette œuvre a trouvé Patiens, cet homme d'ailleurs digne de toute louange, à la hauteur du double rôle de chef de notre cité que lui donne l'épiscopat, de chef de notre province que lui donne le rang de notre cité. Adieu. »

Il nous est facile, dans ce récit, de distinguer l'élection de l'ordination. L'élection, d'après ce que nous avons dit, devait être l'œuvre commune du peuple de Châlon et des évêques de la première Lyonnaise.

D'ordinaire, l'initiative appartenait au peuple; mais ici le peuple est divisé; les meneurs le trompent en présentant trois candidats indignes. D'accord avec ses collègues, le métropolitain Patiens, évêque de Lyon, fait un autre choix, et agit avec une rapidité décisive; mais ce n'est pas une sorte de coup d'état par lequel Patiens impose aux fidèles un évêque dont ils ne veulent pas. Sidoine a bien soin de parler des acclamations qui saluent son nom, et surtout de constater qu'il n'y a aucune réclamation, *reclamantibus nullis*; il y avait donc accord entre le peuple et les évêques; peu importe, évidemment, qui en a pris l'initiative.

Quant à l'ordination, nous voyons qu'elle est faite par le métropolitain Patiens, assisté d'Euphronius, évêque d'Autun, l'un de ses suffragants; c'est le seul sens possible des mots : *quem creaverunt Euphronius testimonio, manu Patiens*. Rien dans tout cela qui ne soit conforme à la fois aux traditions et aux canons.

L'élection de Bourges, où Sidoine joua comme évêque le principal rôle, eut lieu dans des circonstances intéressantes, et particulièrement difficiles; les lettres qui nous permettent de l'étudier sont les lettres 8, 5, 9 (B. 3, 4, 5) du livre VII, dans lesquelles nous allons recueillir un résumé des faits.

Le siège épiscopal de Bourges était vacant dans un triste moment; de toute la première Aquitaine envahie par les Wisigoths ariens d'Euric, deux *civitates* seules étaient encore romaines, celles qui avaient pour chefs-

lieux Bourges, l'ancienne capitale de la province démembrée, et Clermont, le siège de Sidoine Apollinaire. C'était un métropolitain qu'il s'agissait de nommer, *ae metropolitano verbo facturus* (Ep. VII, 9, B. 5), et les évêques provinciaux ne se trouvaient pas en nombre pour le faire : *in constituendo præfatæ civitatis antistite provincialium collegarum deficiunt numero*. En effet, Sidoine nous fait autre part (Ep. VII, 6, B. 7) le triste tableau des églises sous la domination d'Euric qui déposait les évêques orthodoxes ou empêchait la consécration des successeurs de ceux qui mouraient. D'ailleurs, jusque-là, les divisions ecclésiastiques étaient les divisions administratives; le métropolitain, comme le *præses*, perdait peut-être, aux yeux de Sidoine, toute autorité sur les *civitates* qui n'étaient plus romaines. « *Hic accedit, quod de urbibus Aquitanicæ primæ solum oppidum Arvernum Romanis reliquum partibus bella fecerunt.* »

Le peuple de Bourges s'était adressé à Sidoine, « le priant d'ordonner évêque Simplicius » (Ep. VII, 8, B. 3). Certes, si jamais dérogation aux règles ordinaires eût été excusable, c'est bien en ce cas de force majeure; et si quelque chose prouve bien que l'élection valable n'était nullement à cette époque si « prodigieusement irrégulière, diverse » qu'on l'a dit, ce sont les scrupules (le mot est de Sidoine, Ep. VII, 8, B. 3) de l'évêque de Clermont. Il ne veut pas procéder seul à l'élection, même et surtout après que l'église de Bourges, d'abord

unanime a, peu à peu, été déchirée pendant ce retard, par d'innombrables et odieuses factions. Il consulte les évêques de la province voisine, entre autres l'évêque d'Autun, Euphronius, dont il vient d'être question, qu'il prie, s'il ne peut venir en personne, de donner du moins son avis par écrit; surtout il supplie instamment l'évêque de Sens, Agræcius, de présider à l'élection et au sacre, et ce, en sa qualité de métropolitain de la quatrième Lyonnaise ou *Senonia, nisi metropolitanorum reficiamur assensu*. Ce pluriel semble même indiquer qu'il adressa la même requête aux évêques des diverses métropoles encore romaines de la Gaule. En tout cas, il affirme « que respectueux de la prérogative d'Agræcius, il n'a encore, pour sa part, nommé, ni adopté, ni élu aucun candidat, et qu'il réserve intégralement la question à l'avis qu'il sollicite ».

En effet, le métropolitain de Sens assiste à l'élection; rien ne dit, d'ailleurs, que le troisième évêque requis par les canons ne fût pas là. Sidoine n'en parle pas; en tout cas, il avait dû recevoir des réponses écrites à ses lettres.

Telle était l'importance que Sidoine Apollinaire attachait à l'élément de l'élection qui consistait dans le suffrage des évêques. Quant au vote populaire, il est difficile de voir autre part, mieux que dans son récit, sa valeur précise. Lassés de discours stériles entre les partisans d'innombrables prétendants, les fidèles

s'étaient accordés pour renoncer à leur droit, priant Sidoine Apollinaire de trancher à lui seul la question, et s'engageant par serment à accepter son choix. Sidoine, après avoir pris les conseils que nous savons, et avoir préparé les esprits par un discours à tous égards remarquable, proclame ce Simplicius, qui déjà deux fois avait refusé l'épiscopat, que cette fois encore ses vertus avaient désigné dès le premier moment, mais que les passions déchaînées avaient fait oublier. Il le proclame avec une certaine solennité, « au nom « du Père, et du Fils, et du Saint-Esprit » ; mais qu'on ne s'y trompe pas, ce n'est pas là encore le sacre de Simplicius, car Sidoine, tout en rappelant aux fidèles leur serment, leur demande cependant encore leur consentement exprès avant de passer outre.

L'évêque du v^e siècle nous apparaît ainsi, nommé par les évêques, mais du consentement du peuple, et tenant ensuite des seuls évêques l'institution canonique.

Si l'on se demande maintenant pourquoi ces pages sur un point de droit ecclésiastique, dans une étude de droit romain, nous répondrons qu'au v^e siècle l'évêque est, même au point de vue temporel, un magistrat romain, le plus influent à coup sûr (l'histoire est là pour en témoigner), que cette influence lui venait précisément de la forme très remarquable de son élection, et que cette élection est alors une institution publique au premier chef.

En effet, l'évêque nous apparaît dans les lettres de Sidoine Apollinaire, ainsi d'ailleurs que dans les documents contemporains, comme le premier de la cité, *caput civitatis*. Il reste encore des païens dans les campagnes : mais les villes sont converties, et la *fraternitas* des chrétiens a absorbé toute la *civitas*, si bien que rarement à cette époque une ville choisit un *defensor*. Cette charge importante est presque toujours confiée à l'évêque, déjà l'élu du peuple ; et c'est un fait si constant qu'on finit presque partout par ne plus distinguer les deux charges l'une de l'autre ; l'évêque est considéré et se considère lui-même comme le défenseur né de son troupeau ; on le choisit en partie à ce point de vue, et cela explique pourquoi l'élu n'est pas toujours un prêtre pieux et déjà vieilli dans les ordres, pourquoi le suffrage du peuple et des évêques se rencontre souvent sur le nom d'un homme tel que Sidoine, avant tout honnête et vertueux, sans doute, mais ayant jusque-là mené une vie toute laïque et poursuivi les honneurs du monde.

Dans le discours que Sidoine prononce à l'occasion de l'élection de Bourges, il expose très nettement les idées de son temps à ce sujet quand il dit : « Si je vous désigne
« quelque moine, fût-il un émule des Paul, des Antoine,
« des Hilarion, des Macaire, malgré le titre que sem-
« blerait lui donner la vie religieuse, j'entends aussitôt
« le bruyant murmure de faibles pygmées, qui se plai-
« gnent ainsi : Son élu ferait un bon abbé, mais non

« pas un évêque; il peut bien intercéder pour les âmes
 « auprès du juge céleste, mais ne saura pas intercéder
 « pour nos corps auprès des juges de la terre. » Et tout
 en ayant l'air de faire bon marché de ces « pygmées »,
 Sidoine tient grand compte de la pensée qu'il leur
 prête, et en énumérant les titres de Simplicius, il donne
 la bonne place à la haute situation de sa famille, qui
 compte à la fois des préfets et des évêques, et rappelle
 la façon dont il a mené à bien ses ambassades au nom
 de la cité auprès des rois barbares ou des empereurs.

Intercedere pro corporibus apud terrenum judicem, demander (et obtenir) la grâce des coupables, c'était là une prérogative très respectée des évêques. Mais il y avait plus que ce droit d'intercession, ils étaient eux-mêmes vraiment *judices*, de par la loi romaine; le titre de *episcopali audientia* (liv. I, tit. 4) au Code de Justinien nous montre, qu'au moins depuis Honorius, les particuliers étaient libres de faire juger leurs procès par l'évêque. Sans doute c'est là une juridiction volontaire, mais la sentence arbitrale est devenue un jugement du jour où l'empereur lui a conféré la force exécutoire, d'autant plus que la volonté d'une seule des parties suffisait à rendre l'évêque compétent malgré l'adversaire (1). Il a chargé de cette exécution les

(1) V. sur ce point Glasson, *op. cit.*, p. 565. Cette décision excessive n'eut qu'une durée temporaire.

officia judicum, c'est-à-dire les bureaux de la justice civile.

Un passage de Sidoine Apollinaire nous montre que l'évêque connaissait d'une action qui aboutissait à des peines en même temps qu'à une condamnation pécuniaire, l'*actio de sepulcro violato*. En effet, notre auteur, encore laïque à cette époque, vient de raconter (Ep. III, 12, B. 1) qu'ayant surpris des fossoyeurs en train de violer pour une nouvelle inhumation le tombeau de son aïeul, il n'a pas su se contenir et a infligé aux coupables, sur le tertre même, une sévère leçon. Il s'accuse de n'avoir « rien laissé à faire à son évêque », *nostro quod sacerdoti nil reservavi*; enfin il se félicite de ce que celui-ci, au lieu de lui accorder simplement le pardon qu'il implorait, l'a loué de sa colère, « déclarant que les « anciens croyaient une telle violation digne de mort ». Il a ainsi « concilié d'avance l'intérêt de sa propre cause « qui exigeait une sévère répression et celui de la dignité épiscopale qui imposait au juge la clémence ».

Le sens ne semble pas douteux, et pourtant aucun texte juridique, à notre connaissance, ne le confirme. Sans doute, les pontifes avaient exercé autrefois une certaine surveillance sur les inhumations; et notamment quand un cadavre avait été déposé dans un sépulcre au mépris d'un droit exclusif de sépulture (*jus sepulcri*), celui qui se trouvait ainsi lésé ne pouvait procéder lui-même à l'exhumation sans un décret ou « permis » des pontifes.

Cette surveillance a passé aux évêques.

C'est ce qui résulte d'un texte d'Ulpien inséré au Digeste de Justinien (1), où le mot *pontifices* a dû prendre son sens nouveau d'*évêques*.

Il y a un texte analogue au titre *De mortuo inferendo et sepulcro ædificando* (L. 5, § 1, D. XI, 8). En tout cas, il est certain qu'au v^e siècle encore les tombeaux étaient *res religiosæ* (2).

Peut-être même peut-on dire que les évêques n'avaient pas seulement succédé aux pontifes païens dans leur droit de surveillance, mais qu'ils avaient, en matière de sépulture, une juridiction traditionnelle, née, à Rome et dans les grandes villes, pendant les persécutions, dans les catacombes. Les premiers chrétiens avaient leurs cimetières séparés, qui étaient en même temps les lieux de leur culte; les questions de sépulture furent donc par excellence de ces différends entre chrétiens que l'apôtre leur recommandait de ne pas porter devant le juge civil, mais de trancher à l'amiable ou de soumettre à leurs pasteurs (3). Le caractère religieux du tombeau avait aidé ensuite cette habitude à se conserver; d'autant plus que chaque jour voyait s'étendre la juridiction des évêques, accablés de travail par le nombre des plaideurs qui encombraient leur tribunal.

(1) L. 8, pr., D., *De religiosis et sumpt. funér.*, XI, 7.

(2) Accarias, I, 192.

(3) Saint Paul aux Corinthiens, I, 6.

Aussi croyons-nous que, malgré le silence des textes, on peut laisser au passage précité de Sidoine Apollinaire sa portée naturelle, et dire qu'au moins en fait, sinon obligatoirement en droit, c'était l'évêque qui connaissait de l'*actio sepulcri violati*.

VI

INTRODUCTION EN GAULE DE LA PRESCRIPTION DE TRENTE ANS. — LE DROIT ROMAIN EN PRÉSENCE DU DROIT BARBARE EN GAULE AU V^e SIÈCLE.

Le droit qui régissait la Gaule romaine à l'époque de Sidoine, était écrit d'une part dans les livres des jurisconsultes classiques dont l'autorité avait été sanctionnée et réglée en 426 par la loi des citations, d'autre part dans le Code Théodosien et les Nouvelles postérieures des empereurs d'Orient ou des empereurs d'Occident : car aucune constitution ne devait avoir force de loi que lorsque, ayant été publiée dans l'une des deux parties de l'empire, elle aurait été transmise à l'autre gouvernement et publiée par lui (1). Ce fut vrai pour l'Occident, au moins jusqu'à la mort de Valentinien III (450) (2).

Dans la lettre 6 (B. 3) du livre VIII, Sidoine dit que

(1) Cod. Théol., *De Constit. princip.*, I, 1 ; *De Theod. codicis auctoritate*, §§ 5 et 6.

(2) Otolan, *Histoire de la Législation romaine*, p. 405.

ce fut vers l'époque du consulat d'Asterius que la loi de la prescription de trente ans fut promulguée, et qu'avant cette date elle n'était pas connue en Gaule, *intra Gallias ante nescitam*. D'après les fastes, Asterius fut consul en 449, et son nom date en effet une Nouvelle de Valentinien III (1) relative à la prescription de trente ans. Mais ce n'est pas cette Nouvelle de 449 qui établit cette prescription : elle date d'une Constitution de Théodose II, rendue en 424. On a supposé (2), pour expliquer l'assertion de Sidoine, que la loi de Théodose II n'avait été promulguée qu'en Orient. Mais la difficulté subsiste. En effet, la Constitution de 424 a été insérée en 438 au Code Théodosien, et on est aujourd'hui bien certain que ce Code a été promulgué en Occident dès l'année de sa rédaction.

Faut-il supposer, comme on l'a fait, que cette promulgation avait subi de longs retards, et que si la communication du Code au Sénat romain est bien de 438, les *constitutionarii* chargés d'en faire des copies revêtues ensuite d'un visa qui les rendait exécutoires, avaient mis des années à achever leur tâche (3)?

Mais à cela on peut objecter que Sidoine fait allu-

(1) Nov. 8, Valent., à la suite du C. Théod.

(2) V. Giraud, *Hist. du Droit au moyen âge*, p. 39 et 219. — V. le Commentaire de Godefroy sur la Nov. 8 de Valentinien, à la suite du Code Théodosien.

(3) Giraud, *loc. cit.*

sion à la Constitution de Valentinien III et non au Code Théodosien, car il parle d'une loi spéciale à la prescription de trente ans, promulguée sous le consulat d'Asterius.

La question, selon nous, se pose ainsi : comment se fait-il que, malgré la promulgation du Code Théodosien qui la sanctionnait, la prescription de trente ans n'ait été établie en Gaule qu'en 449? Nous allons essayer de répondre.

Si l'on examine de près la Constitution de Valentinien (449), on voit qu'elle ne donne pas ses dispositions pour des nouveautés. L'empereur déclare qu'il confirme la loi antérieure qui a établi la prescription de trente ans, et cela pour mettre fin aux interprétations erronées de ceux à qui la première loi (*hoc venerabile constitutum*) ne suffisait pas : *propter quorumdam pravas interpretationes, quibus sanctio memorata non sufficit, dum minutias juris et captiosa jura sectantur, ut quæ specialiter jussa sunt, specialiter abrogentur*.

Sidoine nous permet de lire entre les lignes de la Nouvelle ce que l'empereur n'a pas cru devoir avouer, c'est-à-dire que ces interprétations erronées avaient été jusqu'à paralyser complètement l'effet de la Constitution de 424; elle était demeurée ainsi lettre morte, du moins en Gaule, en sorte que la prescription de trente ans fut une nouveauté pour ce pays en 449; et même alors, — ceci vient à l'appui de notre explication, — cette nouveauté ne fut pas acceptée sans ré-

sistance : en effet, Sidoine nous montre Nicetius, avocat et jurisconsulte, faisant son œuvre, en quelque sorte, de l'introduire dans la pratique des tribunaux, et restant sans cesse sur la brèche dans cette lutte acharnée contre la routine : *Hanc intra Gallias ante nescitam primus quem loquimur orator indidit prosecutionibus, edidit tribunalibus, prodidit partibus, addidit titulis, frequente conventu, raro sedente, paucis sententis, multis laudibus.*

Ainsi la codification de Théodose n'avait pas établi aussi complètement qu'on pourrait le croire l'unité de jurisprudence dans l'empire ; et, d'autre part, le droit impérial ne s'imposait pas toujours facilement, malgré l'autorité absolue du législateur. Les Romains, les Gallo-Romains en particulier conservèrent jusqu'au bout le goût de la science du droit, et la Gaule du v^e siècle donne naissance encore à des jurisconsultes, qui, avec moins de talent sans doute, mais avec autant de passion que ceux des époques classiques, discutent et interprètent les lois nouvelles comme le droit classique : les uns, comme Nicetius, tenant pour le progrès ; les autres, défendant la tradition, peut-être comme ce Léon de Narbonne, « qui aurait réduit au silence » Appius Claudius lui-même par ses Commentaires de « la loi des Douze-Tables » (Carm., XXIII (B. XX), v. 451). Ce ne sont pas les seuls noms de jurisconsultes que nous signale Sidoine Apollinaire : sans doute, la plupart sont surtout des praticiens, avocats ou fonc-

tionnaires rompus aux affaires, comme Tonantius Ferreolus ou Thaumastus, les accusateurs d'Arvandus, que nous connaissons déjà; mais leur compagnon Petronius semble s'être livré à des études plus spéculatives (Epist. V, 1, B. 21), ainsi que Marcellinus (Carm., XXIII, B. xx, 470) et Tetradius (Epist. III, 10, B. 2), à qui l'on demande une consultation en règle : *Respondete obsecramus*.

Ce n'était pas seulement dans la Gaule encore romaine qu'on s'occupait du droit romain. Léon de Narbonne, cet érudit versé dans le droit antique, que nous nommions tout à l'heure, était chancelier du roi wisigoth Euric, et rédigeait pour ce prince des lois ou au moins des ordonnances : *Declamationes quas oris regii vice conficis; quibus ipse rex inclytus..... ut populos sub armis, sic frænat arma sub legibus* (Epist. VIII, 3, B. 7). Les historiens postérieurs, comme Grégoire de Tours, montrent bien des Gallo-Romains fonctionnaires des rois barbares. Mais n'avons-nous pas ici un exemple intéressant de la manière dont l'influence romaine se faisait sentir à leur cour, à une époque où leurs Etats ne se confondaient pas encore avec l'empire d'Occident? Les Barbares ont fait leur conquête assez lentement, et, malgré de fréquentes expéditions qui reculaient peu à peu la frontière, les « alliés » et les « hôtes » de Rome cherchaient parfois à vivre de sa vie; des princes de leur sang allaient commander des armées romaines ou

même remplir des charges de cour; et leurs rois acceptaient volontiers des titres romains : *tetrarcham nostrum*, dit Sidoine Apollinaire, en parlant d'un des quatre rois burgondes (Ep. V, 7, B. 11), et nous ne sommes pas bien sûrs qu'il faille, avec M. Amédée Thierry (1), voir là de l'ironie. C'était ce vieux titre de tétrarque, dont l'Evangile de saint Luc (2) avait gardé la tradition bien vivante. Autrefois il servait à dissimuler la sujétion d'un Hérode ou d'un Philippe; maintenant, au contraire, il dissimulait le démembrement de l'empire, et donnait satisfaction à l'amour-propre impérial, tout en procurant au roi l'avantage plus solide d'un titre légal vis-à-vis de ses sujets gallo-romains.

Ce qui est moins connu et peut-être plus curieux encore, c'est l'influence du droit barbare dans les provinces encore romaines. La lecture de Sidoine Apollinaire montre d'abord en maint passage que les Barbares avaient des partisans dans ces provinces; mais surtout il fait (Ep. II, 1, B. 12) un portrait peu flatté d'un certain Séronatus, en qui s'incarne ce parti. On ne sait pas ce qu'était ce personnage (3): tandis que Cantu (4) en fait un esclave fugitif et révolté contre une

(1) *Derniers temps de l'empire d'Occident*, p. 121.

(2) III, 1.

(3) M. Glasson dit : gouverneur d'Auvergne.

(4) *Hist. des Italiens*, I, 423.

société qui l'a mis hors la loi, — au contraire, M. l'abbé Chaix (1) tout en se refusant à voir en lui avec d'autres un préfet du prétoire, dit qu'il faut plutôt le regarder comme « un des vicaires de la préfecture », ce qui a du moins l'avantage d'être fort vague. En présence de ces deux opinions, on comprend la prudence de M. Baret qui se contente d'appeler Séronatus un « partisan d'Euric ». Nous l'imiterons, n'ayant pas à résoudre ici un problème d'histoire, — mais nous remarquerons que rien ne justifie le sentiment de M. Cantu, et que ce « partisan d'Euric », avait certainement à un titre quelconque, une part d'autorité publique. Toujours est-il qu'il tranche de l'homme tout-puissant, et quitte sans en faire mystère la cour d'Euric, à Aire ou à Toulouse, pour venir dans l'Auvergne ou plus généralement dans la Gaule romaine remplir ses promesses de ruines et d'exactions, « plein d'enthousiasme pour les Goths et « de mépris pour les Romains, se jouant des préfets et « s'entendant pour frauder avec les comptables ». Retenons seulement qu'il fait l'office de juge au civil (*addicit ut judex*) et au criminel (*in cubiculo damnat, in quaestione dormitat*). La loi qu'il applique n'est pas la loi romaine, mais la loi wisigothe : *leges Theodosianas calcans, Theodoricianasque proponens*.

Etait-ce excès de zèle de Séronatus, ou y eut-il réellement tentative par les Barbares de supprimer le

(1) *Saint Sidoine Apollinaire et son siècle*.

droit romain ? En tout cas, ils n'y persévérèrent pas, et après la conquête, les Gallo-Romains conservèrent leur loi personnelle ; les publications de codes romains par les rois wisigoths ou burgondes ne firent que consacrer cet état de choses, mais en changeant en quelque sorte les *leges Theodosianæ* en *leges Theodoricianæ*, nous voulons dire en supplant par la sanction royale à l'autorité disparue des empereurs.

On peut croire, d'ailleurs, que ces lois de Théodoric qu'appliquait Séronatus se rapportaient à des matières où il n'y avait pas à distinguer entre Romains et Barbares : par exemple à la religion. Sidoine nous montre Séronatus « envoyant aux prisons les clercs, aux « autels des scélérats » ; c'est-à-dire, sans aucun doute, qu'il est arien comme les Wisigoths. Or, le Code Théodosien renfermait (1) des lois contre les hérétiques : peut-être est-ce simplement ces lois que Séronatus remplaçait par les lois ariennes des Wisigoths contre les orthodoxes.

Ce fait, même réduit à ces proportions, n'en est pas moins significatif ; rapproché de la présence du chancelier Léon près d'Euric, il nous montre que les frontières indécises et mobiles qui séparaient Romains et Barbares, étaient pour les mœurs de faibles barrières, et que, grâce aux rapports que continuaient à entretenir les Gallo-Romains, sujets des Barbares, avec leurs an-

(1) L. XVI.

ciens concitoyens de l'empire, grâce aux intrigues des Barbares chez ceux-ci, le droit romain et le droit barbare commençaient à se pénétrer mutuellement, un peu partout en Gaule, même avant la chute de l'empire d'Occident.

VII

L'AFFRANCHISSEMENT D'UN COLON. — COMMENT ON POUVAIT DEVENIR COLON

Une lettre de Sidoine (Ep. V, 19, B. 7) semble parler de l'affranchissement d'un colon; nous ne sommes pas les premiers à relever ce passage, dont M. Esmein a tiré d'ingénieuses conclusions, et que M. Fustel de Coulanges signale de son côté comme jetant quelques doutes sur un point de son système. D'après l'éminent professeur, en effet, le colon romain du v^e siècle, étant un homme libre en dehors du lien qui l'enchaînait à sa culture, ne pouvait être affranchi, en sorte que par une bien singulière conséquence de sa liberté ni sa volonté, ni celle du propriétaire ne pouvait rompre ce lien de la glèbe. Or, voici ce que dit Sidoine :

« Sidoine à son cher Palens, salut :

« Le fils de ta nourrice a enlevé la fille de la mienne :
« c'est là un crime infâme, qui nous eût fâchés ensemble, si je n'avais su dès l'abord que tu en ignorais le
« dessein. Mais, en mettant ta responsabilité à couvert,

« tu veux bien me demander l'impunité pour cette faute
 « si récente. Je l'accorde, mais à cette condition que
 « de maître tu deviennes patron, en déliant le ravisseur de son colonat originaire (*stupratorem, pro domino jam patronus, originali solvas inquilinatu*). Quant
 « à la femme, elle est libre déjà. On pourra voir en elle
 « non plus la victime d'un caprice, mais une épouse légitime, si le coupable pour qui tu intercèdes, devenu
 « bientôt client de tributaire qu'il était, voit désormais
 « son état de colon changé en celui de plébéien (*mox cliens factus e tributario, plebeiam potius incipiat habere personam, quam colonariam*). Mais il faut absolument cette composition ou cette satisfaction, pour effacer complètement mon grief; et c'est pour répondre
 « aux vœux d'un ami que j'accepte si la liberté nous
 « donne un mari (*si laxat libertas maritum*), que le châtiment ne frappe pas un ravisseur. Adieu. »

M. Fustel de Coulanges écarte ce texte du débat en disant que notre auteur « ne se pique pas d'avoir une
 « langue très précise, ni d'observer bien scrupuleusement le sens des mots », et qu'en présence des nombreux termes de *originarius, inquilinus, tributarius* et *colonus*, qui sont successivement dans le texte, « il ne
 « peut voir, quant à lui, si l'homme dont Sidoine parle
 « est un serf agricole ou un colon » (1).

Peut-être cette étude a-t-elle déjà montré que la langue de Sidoine n'est pas tellement dénuée de pré-

(1) *Etudes sur quelques problèmes d'histoire*, p. 101, note 1.

cision; quant aux termes variés qu'il emploie, s'ils ne permettent pas, en effet, de ranger l'homme en question dans une des catégories, assez incertaines d'ailleurs, qu'on a distinguées parmi les colons, ils n'autorisent pas à y voir un « serf agricole », c'est-à-dire sans doute un esclave.

Deux pages plus loin, d'ailleurs, M. Fustel de Coulanges cite, dans une nouvelle note (1), le même passage de Sidoine, il fait remarquer cette fois que Sidoine ne prononce pas le mot qui désigne un affranchissement d'esclave *manumittere*, et tout ce qu'on peut conclure selon lui du passage en question, c'est que peut-être il y avait en fait, mais non pas en droit, un mode d'affranchissement du colon : le laisser partir et laisser ensuite s'écouler trente ans sans le reprendre.

Mais d'abord, peu importe que le mot *manumittere* ne soit pas dans la phrase de Sidoine qui, d'ailleurs, avait peut-être, comme nous le verrons, ses raisons pour ne pas l'employer. La chose, c'est-à-dire l'affranchissement, apparaît nettement; or, comme l'a fort bien dit M. Esmein (2) : « Non seulement il y est expressément

(1) P. 103, note 1.

(2) *Op. cit.*, p. 11. — Les travaux de M. Fustel de Coulanges et de M. Esmein, sur ce point, sont contemporains, et par conséquent aucun de ces deux savants n'a connu à temps, pour les discuter, les conclusions de l'autre.

« parlé de l'octroi de la liberté *laxat libertas*, mais encore il est dit que le maître va devenir *patronus*, de « *dominus* qu'il était ; on oppose le ravisseur à la jeune « fille *quæ jam libera est*, enfin cet affranchissement est « nécessaire pour qu'il y ait un mariage valable. »

D'autre part, cette dernière considération nous fait rejeter sans hésiter, dans l'espèce, l'hypothèse d'un affranchissement de pur fait, même régularisé ensuite par l'expédient de la prescription trentenaire. L'acte dont il s'agit ici est un acte juridique, puisqu'il produit immédiatement un effet juridique : rendre le mariage possible avec une femme libre.

Mais quelle est la nature de cet acte juridique ?

S'il fallait répondre à la question plus générale de l'affranchissement des colons, nous nous serions peut-être rallié au système qu'a exposé M. Glasson (1) et que nous croyons pouvoir résumer ainsi : les origines diverses du colonat avaient produit au v^e siècle deux classes de colons, les uns libres, les autres esclaves ; ceux-ci seuls sont susceptibles d'être affranchis, et passent alors « de la classe des colons esclaves dans « celle des colons libres et de cette manière restent, « comme auparavant, attachés à la terre ».

Bien que l'expérience de ces études nous ait donné une idée fort modeste de notre science, nous croyons devoir exposer simplement nos raisons de douter.

C'est d'abord la remarque suivante que fait M. Es-

(1) *Hist. du droit et des institutions de la France*, p. 479-482.

mein. « D'après la lettre, dit-il, l'affranchissement « n'aura pas seulement pour effet de donner au colon « la liberté et la personnalité, mais encore de le déli- « vrer de la qualité même de colon, *originali solvere « inquilinatu.* » Ce ne sera plus un *tributarius* mais un *cliens*, une *persona plebeia potius quam colonaria*.

Et comme sous la monarchie franque au siècle suivant, on voit que le colon libre peut incontestablement être affranchi, et que le concile d'Orléans de l'année 538 parle de cet affranchissement, comme d'une chose connue et usitée, M. Esmein se demande si l'affranchissement du colon esclave ne l'élevait pas, dès le ^v^e siècle, au-dessus de la classe des colons libres et ne lui conférait pas la même liberté qu'à tout autre esclave affranchi.

A ces considérations nous en ajoutons une autre : non seulement l'affranchissement aux effets restreints ne semble pas s'accorder avec les termes de Sidoine, mais il n'aurait peut-être pas suffi à atteindre le but poursuivi qui est de rendre le mariage possible. En effet, s'il est probable, pour ne pas dire certain, que le *connubium* a d'abord existé entre colons et personnes libres, la constitution 16, *De agricolis et censitis et colonis* (1), montre que dès 419 une telle union ne produi- plus l'un des effets essentiels des justes noces, puisque l'enfant de la *colona* et de l'homme libre est un colon et suit ainsi la condition de sa mère, non de

(1) C. XI, 47.

son père. Un siècle plus tard, Justinien, dans la constitution 21 du même titre, rappelle cette règle posée par « des lois antérieures » et l'explique par le peu de différence qu'il aperçoit entre l'*adscriptitius* et l'esclave. Il est vrai que dans ces deux textes il n'est question que de l'union d'un homme libre avec une *colona*, et que dans l'espèce de Sidoine il s'agit de l'union d'un colon avec une femme libre ; mais la constitution 24, *De agricolis*, semble bien établir la réciprocité en décidant que dans un tel cas les enfants naîtront libres suivant la condition de leur mère ; que le maître aura le droit de châtier son colon, bien plus, de rompre l'union, *abstrahere a tali muliere*. Sans doute, cette constitution est de Justinien, c'est-à-dire d'une date bien postérieure à la lettre que nous commentons ; mais elle ne prétend pas innover, et rapprochée des idées que la constitution 21 donne comme anciennes, elle nous permet de penser qu'à l'époque de Sidoine déjà le *connubium* n'existait plus entre un colon, même libre, et une femme libre.

C'est par ces motifs que nous admettons ce que Sidoine nous dit expressément, à savoir que l'acte qu'il sollicite de Pudens, effacera, chez le bénéficiaire, la qualité même de colon. Dès lors, nous ne voyons aucune raison de supposer qu'il s'agit d'un colon esclave ; en faisant cette inutile concession, on se heurte à la même objection, dont on ne peut nier la force, c'est-à-dire au caractère d'ordre public qu'a-

vait pris dans la législation du Bas-Empire le lien qui attachait le colon à la glèbe, et on a de plus contre soi le texte de Sidoine.

Et maintenant, est-ce bien là, en allant au fond des choses, un affranchissement au sens classique de ce mot? Non, et voilà sans doute pourquoi Sidoine n'emploie pas le terme de *manumittere*, et semble être réduit à employer des périphrases pour faire entendre sa pensée; la langue moins scrupuleuse du concile d'Orléans ne distinguera plus l'affranchissement de l'esclave de celui du colon, mais on comprend que la confusion ne se soit pas faite dès qu'on a commencé à affranchir des colons libres.

Un tel affranchissement était-il contraire aux constitutions? Elles interdisent bien au colon de quitter la terre malgré le maître, au maître d'aliéner la terre sans le colon, mais si les textes défendent de détacher le colon du sol, « ils ont toujours en vue le cas où le « colon conserve sa condition et nullement celui où il « s'agit de conférer à un colon la pleine liberté » (1). Sans doute les empereurs n'autorisent nulle part cet affranchissement, mais nulle part ils ne l'interdisent; malgré cela, nous croyons volontiers que cette pratique s'accordait mal avec l'esprit de l'institution et fut longtemps inconnue. Mais il est hors de doute qu'elle s'introduisit et prévalut, les formules du siècle suivant (2)

(1) Glasson, *op. cit.*, p. 480.

(2) V. celles que cite M. Esmein, p. 13.

en font foi. Est-il bien hardi de conclure de cette discussion que Sidoine Apollinaire nous en fournit le premier exemple?

Il nous semble intéressant de rattacher à la question du colonat la lettre suivante de Sidoine Apollinaire, alors évêque de Clermont (Ep. VI, 10, B. 41) :

« Sidoine au seigneur évêque Censorius, salut.

« Le porteur de cette lettre est revêtu des fonctions
« de lévite (1). Fuyant avec sa famille devant la tem-
« pête dévastatrice des Goths, il est venu, si je puis
« ainsi parler, tomber du poids même de sa course sur
« votre territoire; et là, sur un bien de l'église que
« gouverne ta sainteté, ce proscrit mourant de faim a
« jeté au sillon grossièrement tracé une pauvre se-
« mençe; il supplie qu'il lui soit donné de récolter sa
« moisson intégralement. Si vous exercez envers lui
« cette charité, attribut ordinaire des fidèles de la foi,
« c'est-à-dire si vous n'exigez pas la redevance (*cano-*
« *nem*) de la terre, le pauvre homme dont l'ambition
« est aussi modeste que la condition (*census*) estimera
« si haut le don de ce petit bénéfice qu'il croira presque
« cultiver encore le champ paternel. Si tu lui fais la
« remise régulière et dans la forme habituelle (*ut mos*
« *est*) de cette maigre récolte, il reviendra, comme s'il
« avait reçu une grosse provision de route, en vous

(1) C'est-à-dire de diacre (cf. les exemples cités par Du Cange, v^o *Levita*).

« bénissant. Si par ses mains tu me gratifies d'une de
« ces lettres agréables que tu sais écrire, elle sera
« reçue par moi et par la fraternité qui m'entoure
« comme une page tombée du ciel. Daigne te souvenir
« de nous, seigneur évêque. »

On a supposé que le colonat libre avait souvent pour origine un contrat tacite, et M. Glasson cite à ce sujet ce passage significatif de Salvien : « Quand les petits
« possesseurs ont perdu leur domicile et leurs étroits
« domaines par l'usurpation, ou qu'ils ne peuvent plus
« y rester, chassés qu'ils en sont par l'avidité des exac-
« teurs, ils vont dans les possessions des riches, et
« deviennent leurs colons. » Ordinairement, le cultivateur qui s'établissait ainsi sur un domaine n'avait pas à discuter les conditions d'un bail ; il trouvait un règlement fait d'avance, qu'il devait accepter. On a la preuve de ce fait pour les colons de l'empereur depuis la découverte de la *lex Hadriana* qui régissait les colons du *Saltus Burunitanus* en Afrique (1).

La lettre que nous venons de traduire nous montre quelque chose d'analogue qui se passe sur une terre appartenant à l'église d'Auxerre. Sidoine ne nomme pas le contrat intervenu entre le clerc dépossédé par l'invasion, et l'évêque, administrateur du domaine sur

(1) V. Esmein, *Journal des Savants*, novembre 1880 ; et Fustel de Coulanges, *Recherches sur quelques problèmes d'histoire* : Le colonat romain.

lequel il s'est établi, ou plutôt il laisse bien entendre qu'il n'y eût pas de convention expresse; le fugitif est tombé là au hasard de sa cause, et trouvant sans doute (ce qui n'était pas rare) un champ en friche l'avait ensemencé. Mais sa situation néanmoins nous apparaît comme régulière : il est ce que nous appelons aujourd'hui colon partiaire; il doit au propriétaire, à l'église d'Auxerre, une redevance en nature.

En effet, il demande à ne pas partager sa moisson, *colligere ex solido*; et, plus loin, la remise de la dette est appelée *legitima solutio perexiguæ segetis*.

A la vérité, Sidoine ne nous dit pas que ce colon partiaire devienne un colon au sens romain du mot, et le caractère de la redevance ne suffit pas à le prouver. Cela est probable cependant, et s'il ne l'est pas encore, il le deviendra facilement. En effet, il va continuer à cultiver ce bien ecclésiastique, car si la lettre de Sidoine nous montre son protégé allant et venant d'Auxerre à Clermont, il semble bien qu'il n'a plus rien dans ce dernier pays, puisque le champ qu'il a ensemencé va remplacer pour lui le champ paternel, *ac si in patrio solo rusticaretur*. Tôt ou tard, s'il prospère, on exigera de lui la redevance annuelle, malgré la charité de l'église propriétaire, ou plutôt parce que cette charité ne peut toujours s'exercer en nature et au profit exclusif du cultivateur, mais a besoin du revenu de la terre pour secourir d'autres misères; quand il sera tenu de payer ce canon de la terre, *debitam glebæ canonem*, il

n'hésitera pas à accepter, si on veut la lui imposer, la condition de cultiver à perpétuité. Cette condition nous semble très dure. Pour lui qui ne songe pas à s'en aller, parce qu'il n'a pas d'autre gagne-pain que sa terre, c'est un avantage, comme un bail à long terme pour un fermier de nos jours. C'est cette idée qu'exprimera plus tard la constitution d'Anastase dans laquelle, après avoir décidé qu'au bout de trente ans, celui qui aura vécu en colon sur un domaine deviendra colon à jamais tenu de cultiver et de payer la redevance, *terram colere et canonem præstare*, l'empereur ajoute : *Hoc et domino et agricolis utilius est* (c. 18, C., XI, 47, *De agricolis*).

VIII

REMARQUES SUR UNE TUTELLE

Nous commençons par traduire la lettre 4 (B. 2) du livre II :

« Sidoine à son cher Syagrius, salut.

« Projectus est un *clarissimus* de famille noble,
« puisque son père et son oncle étaient *spectabiles*, et
« qu'il est encore illustré par son grand-père, évêque
« éminent; ton amitié, si tu ne le repousses pas, fait
« l'objet de ses plus vifs désirs; alors que tout, éclat
« de la race, honnêteté des mœurs, richesse du patri-
« moine, sève de la jeunesse, concourt à l'envi à sa
« fortune, il n'estimera pourtant qu'il est parvenu au
« faite du bonheur que s'il a conquis tes bonnes grâces.
« Il désire épouser la fille du *clarissimus* Optantius qui,
« depuis peu, a quitté la vie (Dieu l'assiste), et bien
« qu'il ait adressé sa demande à la mère de la pupille,
« et ait été agréé, cependant il ne regarde pas ses
« vœux comme exaucés, tant qu'il n'obtiendra pas ton
« consentement sur tout ceci, soit par ses propres
« démarches, soit par notre intercession. Car c'est toi

« qui, pour l'éducation de cette enfant, a pris par tes
 « soins la place du père mort, en conservant à l'égard
 « de la jeune fille l'affection d'un père, l'autorité d'un
 « patron, les devoirs d'un tuteur (*tutoris officium*).
 « Puisque tu es digne de ces grandes traditions de ta
 « maison, qui te font rechercher comme il convient
 « aux âmes bien nées par ceux-là mêmes qui vivent
 « loin de toi, récompense d'une réponse bienveil-
 « lante la respectueuse supplique de notre prétendant ;
 « il te prie si bien que tu lui devrais de prier pour lui,
 « s'il attendait encore une promesse, mais il l'a déjà ;
 « permets donc qu'en toute sûreté on la réalise, car
 « l'autorité de ton mérite t'a rendu juge souverain de
 « ce parti, et Optantius lui-même, s'il vivait, n'aurait
 « pas eu plus de droits sur ses enfants. Adieu. »

Est-il question, dans cette lettre, d'une véritable tutelle, ou faut-il ne pas donner aux mots *tutoris officium* plus de valeur juridique qu'aux mots qui les précèdent, *parentis affectum*, *patroni auctoritatem* ? Il faut, dès l'abord, reconnaître que Syagrius ne peut plus être, pour le présent, tuteur de la fille d'Optantius, puisque cette jeune fille est pubère (elle va se marier) ; mais nous croyons que Syagrius est son ancien tuteur. En effet, quelques lignes plus haut, Sidoine appelle la jeune fille *pupilla* ; il est bien difficile, dès lors, de dénier complètement au terme corrélatif de *tutor* qui vient ensuite son sens naturel. D'ailleurs, à quel autre titre Syagrius aurait-il à intervenir dans la circonstance ?

Il est vrai que le consentement de l'ancien tuteur au mariage n'a jamais été exigé en droit romain.

Mais aussi, selon nous, et cela résulte, à nos yeux, de l'ensemble de la lettre, il s'agit ici d'une démarche de convenance, et non d'une formalité légale. *Proiectus* se conformait peut-être à un usage général qui donnait à sa démarche le caractère sérieux qui se traduit dans les termes très pressants de la demande, et avait sans doute une sanction dans les mœurs.

D'ailleurs, même en donnant un sens moins littéral aux mots *tutoris officium*, et peut-être surtout dans le cas où ils ne seraient là que pour renforcer et commenter les expressions *parentis affectum*, *patroni auctoritatem*, la lettre que nous étudions nous montre sous un jour inconnu au droit classique les deux idées de la tutelle et de l'autorisation au mariage.

La tutelle avait été établie, au début, dans l'intérêt non du pupille mais du tuteur. En effet, d'après la loi, si le tuteur avait l'administration des biens, il n'avait pas d'autorité sur la personne, bien loin de remplacer à ce point de vue, près de l'orphelin, le père qui lui manquait. Le Digeste et le Code distinguent fort nettement le tuteur de la personne qui est chargée de l'éducation de l'enfant; ce n'est même pas le tuteur qui fait choix de cette personne, c'est le gouverneur de la province en présence des parents ou des amis (1).

Cette charge de l'éducation incombait de plein droit

(1) L. 4 et 5, D., *Ubi pup. educ.*, XXVII, 7.

à la mère non remariée (1), et c'est certainement la règle qu'on a suivie pour la fille d'Optantius. Sa mère aurait même pu, en vertu d'une constitution de Valentinien, Théodose et Arcadius, rendue en 390 (2) et dérogeant à la tradition qui excluait les femmes de la tutelle, la solliciter et l'obtenir. Elle ne l'a pas fait, soit que le testament d'Optantius eût désigné Syagrius, soit que la veuve ait préféré voir les intérêts de son enfant aux mains d'un homme éminent, son parent peut-être. En tous cas, celui-ci a compris ses devoirs plus largement qu'il n'y était juridiquement tenu, puisque non content de gérer la fortune de sa pupille, il a veillé, à côté de la mère, à son éducation avec une affectueuse sollicitude. La jeune fille a grandi, mais si la reddition de compte a rompu tout lien de droit entre elle et son tuteur, celui-ci a prolongé plus longtemps le rôle de protection qu'il ne tenait pas de la loi. Et maintenant la fiancée veut lui prouver sa reconnaissance ; c'est elle qui a exigé de Projectus la démarche qu'il fait auprès de Syagrius.

On peut faire à ce propos un curieux rapprochement : au temps lointain de la tutelle perpétuelle des femmes, la femme *sui juris* ne pouvait se marier sans l'autorisation de son tuteur (3), mais elle pouvait s'a-

(1) C. 1, C., *Ubi pupilli educari debeant*, V, 49.

(2) L. 2, C., *Quando mulier tutel.*, V, 35.

(3) Ulp., XI, § 22.

dresser au prêteur pour forcer le tuteur à donner cette autorisation (1). Il est inutile d'ajouter que ce rapprochement n'a aucune portée juridique.

En effet, nous le répétons, le consentement de Syagrius n'est nullement nécessaire à la validité du mariage. C'est par déférence pour son ami que Sidoine semble donner à son autorisation la même valeur qu'à celle de la mère : celle-ci, en effet, est exigée par la loi ; mais cette assimilation va néanmoins nous aider à comprendre l'esprit d'une loi dans laquelle nous allons la retrouver, loi récente encore, qui a dérogé à une vieille règle du droit romain.

En principe, à Rome, le droit de consentir au mariage était un attribut essentiel de la puissance paternelle : « Sans doute, dit M. Accarias (2), il peut arriver, en fait, grâce à la manière dont ce droit sera exercé, qu'il se résolve en une protection pour l'enfant ; mais il n'en est pas moins certainement organisé dans l'intérêt du père. » Parmi les conséquences de cette idée, celles qui nous intéressent sont les deux suivantes : la mère, même d'un enfant encore *alieni juris*, n'était jamais consultée ; et l'enfant *sui juris* si jeune qu'il fût, se mariait régulièrement sans consulter personne.

Ce fut seulement en vertu de deux Constitutions

(1) Gaius, I, § 490.

(2) *Précis de Droit romain*, I, 83.

rendues l'une par Valentinien, Valens et Gratien, l'autre par Honorius et Théodose II (1), que la fille ou la veuve *sui juris* ne put plus se marier librement qu'à l'âge de vingt-cinq ans révolus. « Jusque là elles devaient, dit M. Accarias (2), obtenir le consentement de leur père, s'il vivait encore ; sinon, celui de leur mère, et à défaut de mère, celui de leur plus proche parent. »

Le Code dit textuellement : *Si patris auxilio destituta, matris et propinquorum et ipsius requiratur adultæ judicium*. Il semble que ce n'est pas seulement à défaut de mère, mais même quand la mère a survécu à son mari, que la jeune fille doit demander conseil à « ses proches ». Ce terme est fort vague, il est vrai, et cette disposition de la loi ne devait pas avoir de sanction juridique, au moins quand la mère avait consenti. Mais cela nous confirme dans notre impression première que Projectus se conforme, en demandant le consentement de Syagrius, à un usage général, puisque maintenant nous trouvons, dans une constitution, un écho certain de cet usage.

Les empereurs bornèrent la réforme aux filles ; pourtant elle était certainement issue d'une idée plus générale, et toute nouvelle, d'après laquelle le consentement du père lui-même était exigé, non plus dans l'in-

(1) CC. 18 et 20, C., *De nuptiis*, V, 4.

(2) *Op. et loc. cit.*

térêt exclusif de la *patria potestas*, mais plutôt comme une garantie dans l'intérêt de l'enfant. C'est bien en ce sens que la lettre de Sidoine Apollinaire commente l'innovation, puisque l'affection que Syagrius porte à sa pupille et le souci qu'il a de son bonheur lui transfèrent le droit qu'aurait eu le père d'agréer ou refuser Projectus, c'est que l'amour paternel est le seul fondement de ce droit : nous sommes loin de la conception antique.

IX

UN TRAITÉ D'ANNEXION. — L'Auvergne AUX WISIGOTHS

Sidoine Apollinaire, devenu presque malgré lui évêque des Arvernes, devenait ainsi le chef de leur cité dans un moment critique. Depuis longtemps le roi des Wisigoths convoitait la possession de l'Auvergne qui était, pour employer un mot de notre auteur, la porte d'entrée de ses irruptions. Et, comme cette porte résistait, Euric s'était pris de fureur contre le seul obstacle qu'il rencontrât à la réalisation de son rêve, qui était de donner la Loire pour limite septentrionale à son royaume, borné déjà par l'Océan à l'ouest et par le Rhône à l'est.

L'Empire faisait peu pour défendre l'Auvergne ; il avait confié cette tâche aux Burgondes ; mais ces « hôtes » (1) se conduisaient presque aussi mal que les ennemis ; on se lassa d'eux ou ils se retirèrent d'eux-

(1) V. Cl. Léouzou le Duc, le *Régime de l'hospitalité chez les Burgondes*, dans la *Nouvelle revue historique de droit français et étranger*, numéro de mars-avril 1888.

mêmes; toujours est-il que peu à peu, les Arvernes furent réduits à leurs propres forces. Nous avons eu l'occasion de parler des intrigues de Séronatus en faveur des Wisigoths : Sidoine nous apprend que les Arvernes avaient mis Séronatus en accusation, et oppose le courage qu'avaient montré ses concitoyens en cette occasion à la lâcheté du pouvoir central, qui, paraît-il, avait hésité à le mettre à mort, malgré ses crimes avérés (Ep. VII, 7, B. 13).

La trahison n'avait pas réussi; la force échoua quand, après plusieurs tentatives qui ravagèrent le pays, Euric mit en 473 ou 474 le siège devant Clermont.

Sidoine et son beau-frère Ecdicius se partagent la direction du siège. L'évêque invoque le secours du ciel dans la cérémonie nouvelle des Rogations qu'il emprunté à son ami saint Mamert, évêque de Vienne (Ep. VII, 1, B. 12), puis il conduit lui-même les soldats aux murailles.

Quant à Ecdicius, le chef militaire des assiégés, il est intéressant de relever ce fait qu'il tient son pouvoir, non de l'empereur Népos, mais du vœu populaire, et que ses troupes sont formées des citoyens enrôlés volontairement : « *Hi sunt qui sibi adversus vicinorum aciem tam duces fuere quam milites* » (Ep. VII, 7, B. 13), écrit Sidoine en parlant des Arvernes. Et ailleurs il dit à Ecdicius : « *Taceo deinceps collegisse te privatis viribus publici exercitus speciem, parvis extrinsecus majorum opibus adjutum* ».

Nous n'avons pas à donner les détails de cette lutte héroïque. Euric se retira et les Arvernes espérèrent ; le nouvel empereur Julius Népos était salué dans les provinces par un accueil enthousiaste ; il venait de conférer le patriciat à Ecdicius, et Licinianus qui lui apportait le diplôme de cette dignité, était en même temps chargé de négocier avec le roi des Wisigoths. C'était un questeur, c'est-à-dire un des secrétaires officiels de l'empereur. Sidoine (Ep. III, 7, B. 10) a entendu vanter à la fois ses talents et son caractère, qui contrastent, paraît-il, avec les vices habituels aux diplomates de l'époque : « Il n'est pas, affirme-t-on, du nombre de ceux qui trafiquent des secrets des princes, et ne songent qu'à ménager un agréable traitement à l'ambassadeur, sans se soucier du succès de l'ambassade ». Et l'évêque de Clermont s'informe avec sollicitude si cette renommée n'est pas menteuse et si les espérances de paix sont assez sérieuses pour qu'il puisse conseiller à ses concitoyens de se relâcher un peu de leurs gardes fatigantes sur les remparts.

Mais Licinianus fut éconduit ; pour désarmer la colère d'Euric, il fallut lui envoyer l'évêque de Pavie, saint Epiphane. Le biographe de saint Epiphane, Ennodius, laisse entendre que le succès de cette mission fut complet. Mais en réalité le roi se fit payer la paix qu'on lui demandait. Il consentit à se contenter d'une sorte de « rectification des frontières ». Si toutefois c'est bien ainsi qu'il faut traduire le latin quelque peu obscur

d'Ennodius, c'est que ces mots constituaient déjà dans la langue diplomatique du v^e siècle l'euphémisme employé de nos jours dans certains protocoles de la question d'Orient (1).

Il résulte du moins de la correspondance de Sidoine Apollinaire (Ep. VII, 6, B. 7) que saint Epiphane ne conclut pas lui-même le traité proprement dit : cette tâche fut confiée, en effet, aux évêques de Marseille, d'Arles, de Riez et d'Aix.

Ce choix n'a rien qui doive surprendre : leur caractère d'évêques, avec l'influence qui y était attachée, les suivait au delà de la frontière, même devant un prince arien ; ils pouvaient, à l'occasion, lui parler

(1) Cf. sur ce récit Amédée Thierry, *op. cit.*, p. 231 ; selon lui, saint Epiphane conclut la paix moyennant la cession amiable de l'Auvergne, et les évêques gaulois n'eurent ensuite qu'à procéder à une « nouvelle délimitation de la province » romaine. C'est, — ajoute le savant historien, — la seule « interprétation qu'on puisse donner au passage d'Ennodius » « dius ». Les renvois se réfèrent à l'édition d'Ennodius de 1611, que nous n'avons pas eue entre les mains. Nous avons consulté l'édition du *Corpus Scriptorum Ecclesiasticorum*, Vienne, 1882, t. VI. Voilà sans doute le passage en question ; c'est une phrase du discours de saint Epiphane au roi : « *Nostis in commune, quo sit dominiorum antiquitus vicinitas limitata confinio, qua sustinuerunt partes istæ illarum rectores famulandi patientia. Sufficiat, quod elegit aut certe patitur amicus dici qui meruit dominus appellari*, p. 353. Cf. dans l'édition des *Monumenta Germaniæ historica*. » Berlin, 1885, p. 83, une légère variante qui ne rend pas le sens plus clair.

comme l'avait fait saint Epiphane, au nom d'un maître dont Euric reconnaissait mieux la suzeraineté que celle de l'empereur : *Regem te habere memento, cui oportet considerare quid placeat....* » (1)

Dès que Sidoine sait que ces négociations sont entamées, il se met en rapport avec ses collègues ; dans une première lettre (Ep. VII, 6, B. 7) à Basilius, évêque d'Aix, il semble éviter de manifester, sur le sort de l'Auvergne en particulier, des craintes trop spéciales, qui percent néanmoins ; il peint vigoureusement l'état des églises déjà tombées sous la domination des Goths ariens, et termine ainsi : « Ta ville, ton ordre, ta charité te placent au milieu de Léontius, de Faustus et de Græcus ; puisque c'est par vous que se forment de funestes traités, puisque c'est vous qui réglez les conditions de la paix entre les deux souverains, que tout l'effort de votre amitié et de votre concorde se concentre sur ce point : obtenez que le sacre des évêques puisse se faire librement, afin qu'entre nous et ces peuples des Gaules qui vont être le partage des Goths, le lien de la foi survive au lien politique. »

Puis Sidoine apprend que l'Auvergne est décidément le prix d'une paix déshonorante, et la douleur lui dicte une admirable lettre à l'évêque de Marseille Græcus (Ep. VII, 7, B. 13). Il lui reproche avec une

(1) Ennodius, édit. de Vienne, p. 353.

après éloquence d'avoir trahi, par égoïsme, l'intérêt général de l'Empire, s'excusant à peine des « injures que « lui arrache la souffrance ».

Il envisage l'avenir avec effroi : « Pour une autre « contrée ce serait la servitude, pour l'Auvergne c'est « le supplice ; si vous ne pouvez nous sauver de cette « extrémité, priez du moins sans relâche pour que la « vie soit laissée à ceux qui vont perdre la liberté ; « préparez votre terre aux émigrants, des rançons « pour les prisonniers, des secours pour la route des « exilés : s'il faut que nos murailles s'ouvrent aux « ennemis, ne fermez pas les vôtres à ceux qui vous « demanderont l'hospitalité ».

Nous n'avons malheureusement pas les clauses du traité et la correspondance de Sidoine Apollinaire ne nous permet pas d'en reconstituer les détails ; elle nous donne seulement une idée intéressante de sa situation personnelle et aussi de celle de l'Auvergne après la conquête.

Sans doute le nombre de ceux qui optèrent pour le nom romain et l'exil fut grand ; le patrice Ecdicius se réfugia d'abord chez les Burgondes, puis fut rappelé à Ravenne par Julius Népos. Nous savons combien Sidoine Apollinaire avait l'âme romaine ; certainement il ne prévoyait pas alors qu'il vivrait assez — quelques années suffisaient — pour voir ces provinces sauvées par une lâcheté se partager à leur tour entre des rois barbares ; enfin, il avait tout à redouter d'Euric

en sa double qualité de chef des assiégés et d'évêque catholique.

Pendant il n'hésita pas, il fit son devoir et resta ; nous avons vu de nos jours d'autres évêques renouveler ce douloureux sacrifice.

Euric espérait peut-être que son ennemi déserterait son siège. Mais sans doute les négociateurs romains avaient obtenu de lui cette clause de liberté religieuse que Sidoine recommandait à leur sollicitude, car le roi wisigoth ne déposa pas l'évêque de Clermont. S'il l'enleva momentanément à son diocèse, ce fut en le frappant d'un exil pour lequel les prétextes politiques ne manquaient pas. Il semble que Sidoine fut même enfermé dans une certaine forteresse de Livia (1) (Ep. VIII, 3, B. 7). Il en sortit grâce à l'intervention du chancelier d'Euric, Léon. Puis nous le voyons à Bordeaux, où le retient une prétendue mission qui, dit-il (Ep. IX, 3, B. 10), n'est au fond que la prolongation de son exil.

A ce moment, il cherche ouvertement à faire accepter sa soumission et à rentrer dans son diocèse (Ep. VIII, 9).

Faut-il voir dans cette même lettre 9 du livre VIII, une allusion à un partage des terres avec les Barbares qui aurait été, pour les Arvernes, la conséquence de l'annexion ?

(1) A sept lieues de Carcassonne, dit M. Baret, *Introduction*, p. 49.

Sidoine Apollinaire écrit à Lampridius, poète et rhéteur de Bordeaux ; il le félicite de ce qu'il a éprouvé « la munificence du roi » et le compare en vers à Tityre qui revoit ses campagnes. Lui-même, au contraire, est triste, et voilà la raison qu'il en donne : « *Necdum enim quicquam de hæreditate socruali, vel in usum tertiæ sub pretio medietatis obtinui.* »

Le D^r Gaup (1) cite ce passage en commentant un texte de la loi des Wisigoths (XI, 8) où il est question de partage entre un Romain et un Goth, des deux parts de ce dernier, et du tiers, *tertia*, qui reste au Romain. Il voit dans la phrase de Sidoine une « application particulière » d'une règle générale de partage des terres que poserait ce texte, et l'interprète ainsi : « Venu à Bordeaux, pour se faire mettre en possession de la succession de sa belle-mère et aussi pour implorer à cet effet le secours d'Euric, Sidoine n'avait encore rien obtenu du roi très occupé ; et de même qu'il félicite Lampridius, il se plaint lui-même :

« Nos istic positos, semelque visos,
« Bis jam menstrua luna conspicatur;
« Nec multum domino vacat vel ipsi,
« Dum responsa petit subactus orbis. »

« Surcethéritage aussi existait une *tertia* de ce genre ;

(1) *Die germanischen Ansiedlungen und Landtheilungen in den Provinzen des römischen Westreiches*, p. 395, 397, 398.

« la belle-mère ou l'auteur de celle-ci avaient dû donner les deux tiers du fonds à un Goth; Sidoine voulait encore offrir la moitié du tiers restant, pour obtenir la libre jouissance de l'autre moitié... »

Mais M. Mommsen (1) repousse l'interprétation de Gaup. Il s'agirait, d'après lui d'un legs de la belle-mère de Sidoine, qui lui aurait laissé l'usufruit d'un tiers de ses biens à la condition qu'il achèterait aux héritiers institués, moyennant un prix déterminé, la moitié de l'héritage. Sidoine aurait payé le prix sans entrer en jouissance ni des biens par lui achetés, ni de son usufruit.

Ou nous avons mal compris, ou, on en conviendra, l'hypothèse si laborieusement construite est assez étrange.

Elle est, en tout cas, entièrement gratuite; celle de Gaup a du moins l'avantage de mieux s'encadrer dans une lettre où Sidoine est visiblement préoccupé de rentrer en grâce auprès d'Euric, et où il parle de Tityre et de Mélibée.

(1) Introd. à l'édition de Sidoine des *Monumenta Germaniæ historica*, p. XLVII en note : *Quod legitur l. c.* : « *Necdum enim quicquam..... accepi, sic videtur accipiendum Sidenio sub conditione, ut rerum hereditiarum partem dimidiam certo pretio heredibus institutis dato suam faceret, bonorum tertiæ partis usumfructum relictum esse, pretium eum solvisse, sed adhuc neque emptæ sibi tradita esse, neque datum sibi usumfructum percepisse.....* »

Mais, en réalité, ce n'est là encore qu'une autre manière ingénieuse d'arriver à faire le mot à mot d'une phrase obscure. On peut facilement en trouver une troisième, et celle-là plus simple, en traduisant par exemple : « Je n'ai encore rien obtenu au sujet de l'héritage de ma belle-mère, pas même le rachat de l'usufruit qui en grève le tiers, au prix de la moitié (de la valeur de ce tiers en pleine propriété). » Mais pour faire intervenir ce *consors* wisigoth dont Sidoine ne dit rien, et surtout pour conclure de sa présence à une confiscation ou à un partage quelconque, il faudrait que cela fût la seule façon possible de donner un sens à la phrase.

Il n'en est rien, et M. Fustel de Coulanges a pu dire avec raison (1) :

« Sidoine Apollinaire possédait de nombreux domaines ; il ne dit ni dans ses vers, ni dans ses lettres, qu'il en ait été dépouillé. Il continue à écrire à ses riches amis, et il ne parle jamais d'une spoliation qui les aurait ruinés. »

Remarquons d'ailleurs que l'hypothèse de Gaup fût-elle justifiée, on ne pourrait en rien conclure pour la solution de la question si discutée du partage des terres entre Romains et Barbares (2). Qu'en général

(1) *Histoire des institutions politiques de l'ancienne France*, 2^e édition, p. 460; Cf., p. 606.

(2) V. sur cette question, J. Havet : *Du partage des terres*

les invasions aient été violentes ou, au contraire, pacifiques, nous sommes ici en face d'un cas spécial. Les Arvernes, passant sous la domination d'Euric à la suite d'une guerre, en vertu d'un traité d'annexion, ont pu subir des conditions plus dures que les habitants des pays où les Wisigoths s'étaient établis d'abord en qualité d'*hospites* ou de *federati*.

La conduite de Sidoine Apollinaire, enfin réinstallé à Clermont, à l'égard des conquérants se dégage clairement de sa correspondance ; il a franchement renoncé à une opposition inutile et désormais funeste aux intérêts sacrés qui lui sont confiés. Nous venons de le voir à la cour d'Euric. Nous le retrouvons en excellents termes avec le comte qui commande dans Clermont au nom du roi barbare. D'ailleurs, ce comte est un Gallo-Romain, à en juger par son nom de Victorius, et même un catholique qui a soin de témoigner publiquement « son zèle ardent envers les serviteurs du Christ ». Sidoine déclare voir en lui « son patron d'après le droit séculier, son fils d'après le droit ecclésiastique, qu'il révère comme un client, qu'il aime comme un père » (Ep. VII, 17, B. 16).

Mais qu'on ne s'y trompe pas : l'attitude de l'évêque

entre les Romains et les Barbares chez les Burgondes et les Wisigoths (Revue historique, IV, p. 87). — Cf. Léouzon le Duc, loc. cit.

est exempte de toute bassesse ; il conserve au cœur la blessure que lui a faite l'annexion, et ne s'en cache pas. C'est après la conquête qu'il publie le recueil de ses lettres, sans en effacer les passages les plus violents à l'égard d'Euric et des Goths. Les lettres de date postérieure sont empreintes d'une profonde tristesse ; mais il en est une qui suffit à prouver la fermeté de son caractère, c'est la lettre 22 (B. 24) du livre IV.

Léon, le chancelier d'Euric, qui voudrait évidemment rallier tout à fait son ami, le presse d'écrire l'histoire de son maître ; peut-être se souvient-il, après tout, que le gendre d'Avitus a trouvé des vers pour louer Majorien, et plus tard Ricimer. Mais Sidoine refuse et, qui plus est, motive son refus. Sans doute, il le fait habilement, en conseillant à Léon de prendre lui-même la plume pour entreprendre cette grande œuvre ; sans doute, il s'excuse en invoquant les soins de son ministère. Mais, au milieu de tout cela, se détache cette phrase bien nette : « Toi, du moins », dit-il à Léon, « grâce à ta très haute position, tu n'es pas « dans la nécessité de supprimer la vérité ou de célébrer « des mensonges ; notre situation n'est pas la même, à « nous qui souffrons tant de notre changement de patrie « (*peregrinatio nova*)..... » Et, plus loin : « Nous autres « ecclésiastiques », écrit-il, « nous ne pouvons parler « de nous sans témérité, des autres sans jactance, du « présent sans restrictions, ni mentir sans honte, ou « dire la vérité sans péril... »

Désormais, Sidoine est tout entier à ses devoirs de pasteur, et les remplit avec une piété et une charité admirables, dont il faut chercher le témoignage dans Grégoire de Tours.

Nous n'avons pas à raconter ici ses dernières années ni sa mort (489). Mais, du moins, il nous est permis de clore ces pages sur la fin du monde romain devant un spectacle qui a sa grandeur ; si l'héroïsme des Arvernes n'a pas suffi à repousser la conquête des Wisigoths, saint Apollinaire, resté l'évêque de sa cité, personnifie à nos yeux ce qui de la patrie romaine ne devait pas périr, ce que les évêques Gallo-Romains ont glorieusement contribué à transmettre à la postérité : le catholicisme et la civilisation classique.

ESSAI SUR LA LÉGISLATION FRANÇAISE

DU

TRAVAIL DES ENFANTS

(APPRENTIS ET JEUNES OUVRIERS)

PREMIÈRE PARTIE

LA PUISSANCE PATERNELLE ET LE TRAVAIL DE L'ENFANT

CHAPITRE PREMIER

LE DROIT ET LE DEVOIR D'ÉDUCATION PROFESSIONNELLE

La puissance paternelle est sanctionnée, mais non pas créée par la loi civile. Le fait même de la paternité ou de la maternité impose au père et à la mère le devoir d'éducation, et leur donne les droits nécessaires à son accomplissement. L'être à qui ils ont donné la vie est incapable de la conserver s'il est livré à lui-

même; à eux d'achever leur œuvre, jusqu'à ce que l'enfant soit assez fort de corps et d'esprit pour être libre, suffire à ses propres besoins et être utile à la société. C'est pour cette grande tâche qu'ils ont un si grand pouvoir, et que Dieu, selon l'énergique expression de la Genèse, leur a donné « la possession d'un homme » (1).

Le Code civil reconnaît le devoir des parents dans l'art. 203; mais ce texte lui donne à tort pour cause le mariage, ce qui est inexact au regard du Code lui-même, qui reconnaît l'existence de devoirs analogues envers les enfants naturels (v. art. 756 et suiv.); peu importe que la loi ait dû, dans ce cas, en régler différemment l'exercice.

Le titre IX du livre I du même Code (*de la puissance paternelle*) proclame le droit des parents, et aussi le limite; restrictions légitimes, quand elles ne font qu'apporter une sanction aux bornes naturelles de la puissance paternelle. En effet, comme l'a très bien dit M. Demolombe: « L'éducation des enfants, leur éducation physique et morale, voilà le but; la puissance paternelle n'est que le moyen. »

Tout ce qui va au delà du but est un excès. Mais la limite est difficile à marquer, et la loi humaine ne doit réprimer cet excès que dans les cas où elle le peut faire utilement, sans affaiblir par contre-coup l'autorité qui est la base même de la société.

(1) IV, 1.

Nous n'envisagerons qu'une partie de l'éducation, celle qui est d'ailleurs, en quelque sorte, le complément nécessaire de toutes les autres, et qui consiste à assurer à l'enfant un métier : *l'éducation professionnelle*.

C'est par elle seulement que l'enfant, dans notre société, peut être mis en état de gagner sa vie, et surtout de remplir sa destinée sur la terre, en se rendant utile. Car la loi du travail ne repose pas seulement sur la nécessité matérielle d'éviter la faim et la misère ; le travail est plus qu'une nécessité : c'est un devoir.

§ 1. *Le droit du père.*

Pendant le mariage, le père seul, aux termes de l'art. 373 du Code civil, exerce l'autorité qui appartient à la fois au père et à la mère ; c'est donc lui seul qui dirige l'éducation de l'enfant, et, en particulier, lui choisit une profession. Ainsi que le remarque M. Laurent (1), il n'y a pas de loi qui permette aux tribunaux criminels ni aux tribunaux civils de prononcer la déchéance de la puissance paternelle, en dehors de l'art. 333 du Code pénal. Cet article prive des droits de la puissance paternelle le père ou la mère coupable d'excitation à la débauche sur la per-

(1) T. IV, n° 291.

sonne de leur enfant mineur. Il faut ajouter aujourd'hui à ce texte la loi du 7 décembre 1874, *relative à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes*, qui prive de ces droits le père ou la mère qui a livré son enfant, même gratuitement, aux individus exerçant certaines professions ambulantes, ou les a employés à la mendicité habituelle.

L'exercice du droit d'éducation ne passe donc à la mère, pendant le mariage, que si le père en est privé par suite de condamnation, ou s'il se trouve soit pour cause d'absence, soit à raison d'une infirmité intellectuelle, dans l'impossibilité de l'exercer (1) (art. 141 et arg. art. 149). Le président du tribunal peut attribuer provisoirement à la mère (art. 238, art. 307), au cas d'instance en divorce ou en séparation de corps, la garde des enfants: ce qui lui donne implicitement l'exercice du droit d'éducation, mais en laissant au mari un droit de surveillance sanctionné par la faculté de demander la modification des mesures prises d'abord.

Il en est de même au cas de séparation de corps prononcée.

Si le mariage est dissous par le divorce, l'exercice de l'autorité appartient en droit à la fois au père et à la mère (arg. art. 372, 373). Le tribunal donnera en principe la garde de l'enfant à l'époux qui aura obtenu le

(1) Aubry et Rau, t. VI, p. 77.

divorce (art. 302); mais l'autre époux, la famille, le ministère public, pourront demander qu'il en soit autrement, et même que l'enfant soit confié à un tiers. En tout cas, le père et la mère conservent le droit de surveiller l'éducation. Au tribunal de statuer sur les conflits qui pourront s'élever (art. 303).

Il faut appliquer les mêmes solutions au cas du mariage putatif; mais le tribunal ne peut alors confier les enfants à un tiers; car on est en présence du seul article 372, et non plus de l'art. 302.

La mort de l'un des époux donne ouverture à la tutelle, mais laisse subsister la puissance paternelle aux mains du survivant, même s'il n'est pas tuteur; si c'est la mère, elle en prend l'exercice.

Le droit d'éducation reste, bien entendu, attaché à cette puissance.

Si le père et la mère sont morts tous deux, ou bien si le survivant est absent, fou, interdit légalement, déchu de la puissance paternelle, c'est le tuteur qui dirigera l'éducation et choisira le métier de l'enfant, sous le contrôle du conseil de famille.

La tutelle officieuse confère au tuteur le droit d'éducation, même du vivant des père et mère (arg. article 365). Il ne semble pourtant pas possible de dire que ceux-ci perdent tout droit de contrôle.

Le droit d'éducation sur l'enfant naturel n'est pas expressément mentionné par le Code civil, puisque

l'art. 203 suppose le mariage. Mais l'art. 383 donne au père ou à la mère naturels le droit de correction, sanction du droit d'éducation. On ne peut donc hésiter sur la solution de la question. Remarquons, d'ailleurs, qu'il ne peut s'agir devant la loi positive que du père ou de la mère qui a reconnu légalement son enfant.

Si tous deux l'ont reconnu, qui aura l'exercice du droit d'éducation? Tous deux, selon nous. Il n'y a pas de famille, par conséquent pas de chef de famille, quand bien même le père et la mère vivent ensemble « maritalement » (arg. art. 372 et 373 combinés). Les tribunaux trancheront les conflits (1).

Enfin, les enfants admis dans les hospices, dont la situation est réglée par la loi du 5 pluviôse an XIII et le décret du 19 janvier 1811, sont mis sous la tutelle des commissions administratives des hospices.

Nous avons examiné à qui appartient, suivant les cas, le droit d'éducation professionnelle. Nous allons rechercher quelle est l'étendue de ce droit dans l'hypothèse où il est exercé sans contrôle, pendant le mariage, par le père légitime. Dans les autres cas, nous le savons, c'est soit le conseil de famille, soit le tribunal qui posera la limite pour chaque espèce particu-

(1) *Contra*, Aubry et Rau, VI, p. 212. Ces auteurs, d'accord avec la jurisprudence, accordent seulement un pouvoir discrétionnaire aux tribunaux pour transférer à la mère l'exercice de ce droit, qui, en principe, appartiendrait au père seul.

lière, au mieux des intérêts de l'enfant. Ajoutons que le père et la mère seuls peuvent, comme sanction du droit d'éducation professionnelle, et pour contraindre l'enfant à travailler, exercer le droit de correction, réglementé par les art. 375 et suivants du Code civil.

Le père choisit arbitrairement la profession de son fils ; il peut le placer en apprentissage malgré lui, et l'engager à cet effet jusqu'à sa majorité ou son émancipation. Cela d'ailleurs n'a rien d'exorbitant ; et il ne faut pas s'exagérer, comme on le fait volontiers dans les théories individualistes à l'excès, les abus possibles. Personne ne songe à contester le droit qu'a le père de mettre son fils au lycée : ce dernier engagement pourtant, fait sans discernement, peut lui être préjudiciable à l'égal du plus mauvais placement en apprentissage.

Le père peut aussi louer le travail de son fils ; nous entendons par là l'engager comme ouvrier, dans certaines tâches faciles, sans apprentissage préalable. On traite souvent cet acte de disposition de la personne de l'enfant de spéculation. Nous nous expliquerons plus bas sur la question du salaire de l'enfant. Mais ici nous ferons remarquer que si, dans ce cas, le père n'assure pas à son fils la connaissance complète d'un métier déterminé, s'il remplit ainsi moins bien son devoir d'éducation, — il le remplit du moins en partie. En effet, c'est encore apprendre à l'enfant *à travailler*, c'est-à-dire à gagner sa vie et à se rendre utile.

D'ailleurs, de ce que certains genres de travail industriel ne nécessitent pas d'apprentissage, il ne s'en suit nullement qu'ils ne puissent, suivant les circonstances, constituer de très bons métiers. Le père seul peut juger si telle tâche qui exige avant tout de la force physique ou de l'adresse naturelle, n'est pas mieux en rapport avec les aptitudes de l'enfant que telle profession plus compliquée, plus délicate, qui veut des qualités d'un autre ordre. L'apprentissage, qui a toutes nos préférences, n'est pas même toujours un gage certain de sécurité dans l'avenir : ce sont les ouvriers ainsi spécialisés qui risquent de voir leur métier tué du jour au lendemain par l'invention d'une nouvelle machine.

Le droit du père de disposer à cet égard de la personne de l'enfant ne trouve dans le Code civil que la limite générale mise par la loi à la puissance paternelle proprement dite, qui cesse avec la minorité ou par l'émancipation.

Comme le majeur, le mineur émancipé peut librement s'engager comme apprenti ou comme ouvrier. On l'a nié, et MM. Hayem et Périn (1) exigent l'autorisation du curateur. Dans les deux sens, on invoque l'art. 481 qui permet au mineur émancipé de faire seul valablement les actes de pure administration, en discutant le point de savoir si le contrat d'apprentissage

(1) *Traité du contrat d'apprentissage*, p. 32, V, dans notre sens, mais par des motifs que nous rejetons, Molot, *Code de l'ouvrier*.

(on doit dire plus généralement le louage d'ouvrage) est ou n'est pas un acte de pure administration.

A notre avis, l'art. 481 ne saurait trancher une question qu'il n'a jamais visée : il ne s'agit, dans ce texte, que d'actes relatifs *aux biens* du mineur. Mais l'émancipation donne au mineur le droit de disposer *de sa personne*, par exemple, de se choisir un domicile (arg. article 108). Il a donc incontestablement le droit de « louer ses services, par exemple, en qualité d'ouvrier « ou de domestique », en concluent MM. Aubry et Rau (I, p. 544). *A fortiori*, en dirons-nous autant de l'apprentissage, louage de services particulièrement favorable, puisque d'ailleurs, il est capable de faire les promesses pécuniaires qui peuvent s'y rattacher.

L'administration légale des biens de l'enfant cesse, de même que les droits du père sur la personne de l'enfant, quand celui-ci a vingt et un ans. Mais il est tenu de respecter certains actes de cette administration, par exemple les baux passés dans des limites d'ailleurs fixées par la loi.

En sera-t-il de même au cas où le père aurait engagé son fils, par un louage de service ou plutôt par un contrat d'apprentissage, pour une période s'étendant au delà de la majorité ? L'enfant devenu majeur sera-t-il tenu de respecter cette convention ?

On peut, pour répondre affirmativement à cette question, tirer argument de l'art. 18 du décret du 19 janvier 1811, qui permet aux commissions adminis-

tratives des hospices, dont cependant la tutelle finit à la majorité des enfants assistés, d'engager leurs pupilles en apprentissage jusqu'à vingt-cinq ans. « Les contrats garantissent au maître les services gratuits « de l'apprenti jusqu'à un âge qui ne pourra excéder « vingt-cinq ans. »

Nous inclinons à croire que ce texte même ne ferait pas obstacle à ce que le jeune homme ainsi engagé ne puisse refuser d'exécuter un tel contrat : il faudrait des termes formels pour reculer jusqu'à vingt-cinq ans l'âge où il aura la libre disposition de lui-même, droit d'ordre public s'il en est. Or, nous ne voyons dans cet art. 18 que la garantie donnée par la commission administrative : celle-ci (c'est-à-dire l'hospice qu'elle représente) pourra être condamnée à des dommages-intérêts envers le maître.

A plus forte raison, puisque nous n'avons plus de texte, nous pensons qu'il n'est pas au pouvoir du père de prolonger l'exercice de son droit d'éducation au delà du terme légal : ce qui se produirait si le majeur était tenu d'accomplir jusqu'au bout l'engagement pris pour lui pendant sa minorité. Bien entendu, le contrat, jusqu'à la majorité de l'apprenti est valable, et ni le maître ni le père n'en peuvent demander la nullité ou la réduction de durée : ce droit n'appartient qu'à l'apprenti devenu majeur. S'il l'invoque, le maître n'aura guère de ressource qu'une action en dommages et intérêts contre le père ; celui-ci, en effet, s'est en quel-

que sorte porté fort pour son fils après sa majorité en promettant le fait de celui-ci (arg., art. 1120, C. civ.). Peut-être cependant a-t-il aussi (au cas d'apprentissage seulement) une action de gestion d'affaires contre l'apprenti, mais limitée au profit que celui-ci a réellement retiré du commencement d'exécution du contrat.

La même solution résulte pour le cas d'émancipation de ce que nous avons dit plus haut. Pourtant on peut invoquer ici dans l'autre opinion un nouvel argument : c'est l'art. 16-6° de la loi de 1851 sur le contrat d'apprentissage : « Le contrat peut être résolu sur la « demande des parties ou de l'une d'elles... 6° dans « le cas où l'apprenti viendrait à contracter mariage ». On pourrait croire, en effet, que l'émancipation par mariage seule donne ce droit à l'apprenti. Mais, selon nous, ce texte a simplement cette conséquence, qu'au cas d'émancipation par mariage, le père de l'apprenti ne sera tenu de payer au maître que l'estimation de ses leçons, et, s'il y a lieu, de la nourriture et des autres fournitures qu'il a avancées, — sans y ajouter des dommages-intérêts représentant le préjudice causé par la rupture du contrat. Et cela s'explique : on n'a pas voulu que le père eût un intérêt pécuniaire trop considérable à refuser, en dehors de toute autre considération, son consentement au mariage.

Les lois françaises n'ont pas jusqu'à présent porté

d'atteinte directe au droit d'éducation professionnelle (1). Mais ce droit se trouve limité par les lois de 1851 sur l'apprentissage et de 1874 sur le travail des enfants et des filles mineures dans l'industrie, qui feront l'objet de la seconde partie de cette étude.

Ce sont les patrons à qui ces lois interdisent l'emploi des enfants dans certaines industries en dehors de certaines conditions. Ce sont aussi les patrons qui sont punis en cas d'infraction, et eux seuls sont atteints en réalité, s'il s'agit de prescriptions d'hygiène, de salubrité, de sécurité; — mais quand ils sont condamnés, par exemple pour avoir employé un enfant avant l'âge légal, — il y a une autre sanction, la rupture du contrat qui a été signé ou du moins consenti par le père. La liberté de celui-ci a donc subi une restriction importante, mais du moins son autorité est respectée dans la forme; cela est fort important, même si c'est un abus incontestable de cette autorité qui se trouve ainsi réprimé.

Il y a, dans un ordre d'idées tout voisin de celui-ci, des lois analogues : la police de l'enseignement à tous les degrés, exercée par l'Etat, n'est pas en elle-même une violation des droits paternels. En cette matière, comme en la nôtre, tout dépend de la façon dont l'Etat organise son action, et des bornes qu'il sait s'imposer :

(1) Car l'art. 335 du Code pénal, et la loi du 7 décembre 1874 (v. *supra*) répriment de véritables délits.

si de telles lois sont bonnes, elles ne sont qu'une force de plus pour l'autorité du père, bien loin de lui nuire. Nous croyons qu'il en est ainsi d'une manière générale des lois de 1851 et de 1874.

§ 2. *L'obligation du père.*

Nous l'avons dit déjà, la raison d'être du droit que nous venons d'étudier, c'est *l'obligation* même d'élever leurs enfants, que le Code civil, après la loi naturelle, impose au père et à la mère.

Mais l'art. 203 qui reconnaît cette obligation à côté de l'obligation alimentaire, donne-t-il à l'enfant une action pour la faire exécuter ?

« Les parents doivent, disent MM. Aubry et Rau (1),
« remplir cette obligation conformément à leur posi-
« tion sociale et à leur fortune. En cas d'infraction
« grave à ce devoir, les tribunaux pourraient sur la
« demande, qui, suivant les circonstances serait for-
« mée, soit par la mère, soit par un ascendant, soit par
« le tuteur ou subrogé-tuteur, soit par un délégué du
« conseil de famille, prescrire les mesures nécessaires
« pour l'éducation des enfants. »

C'est aussi la réponse que fait Demolombe (2).

(1) T. VI, p. 72.

(2) IV, 9.

Il faut reconnaître qu'elle est loin d'être indiscutable. Il est vrai que l'intention du législateur, d'après les travaux préparatoires, semble bien avoir été de donner une action à l'enfant ; mais celui-ci n'ayant pas l'exercice de ses droits civils, cette action n'est-elle pas nécessairement paralysée quand l'enfant n'a d'autre représentant légal que son père ? Il faudrait supposer que la mère, par exemple, a une action personnelle, et on a essayé, en effet, de fonder cette action sur l'article 203 ; mais si ce texte dit bien que le père et la mère, en se mariant, contractent une obligation envers l'enfant, il ne dit nullement qu'ils contractent cette obligation l'un envers l'autre.

La mère ne pourra agir que dans ces cas que nous avons signalés à propos de l'exercice du droit d'éducation, où son droit, revivant en quelque sorte en face de celui du père, donnera lieu à des conflits qui seront jugés par les tribunaux ; et même dans ces cas (séparation de corps, divorce demandés ou prononcés), la loi donne action aussi à la famille et au ministère public.

La question est plus délicate quand la tutelle est séparée de la puissance paternelle : le tuteur a-t-il, dans ce cas, qualité pour agir au nom de l'enfant contre un père qui néglige son éducation ? Il nous semble difficile de répondre négativement si on admet que de l'art. 203 naît une action au profit de l'enfant. Mais si la tutelle appartient au père ou à la mère, nous ne

croyons pas que le subrogé-tuteur puisse contrôler l'exercice de la puissance paternelle : il doit se borner à surveiller la gestion des biens. En face d'un tuteur autre que le père ou la mère, le conseil de famille et le subrogé-tuteur ont incontestablement le droit et le devoir de contrôler l'éducation du pupille.

Le Code civil, en résumé, est loin d'avoir donné à l'obligation de l'art. 203 une sanction qui soit toujours efficace, et nous ne le regrettons pas pour notre part ; il nous répugne de voir l'autorité paternelle subordonnée dans l'exercice de son droit le plus essentiel, à une autre autorité ; et nous craignons moins les abus particuliers qui résultent de cet état de choses, que l'abus général qui consisterait à amoindrir chez tous les pères cette puissance dont quelques-uns seulement sont indignes.

Mais aujourd'hui l'obligation d'élever l'enfant est, en partie, sanctionnée pénalement. Nous voulons parler de la loi du 28 mars 1882 sur l'*enseignement primaire obligatoire*. L'art. 1^{er} énumère les éléments de l'enseignement primaire : il comprend, entre autres matières, « les éléments des sciences naturelles, physiques et mathématiques, leurs applications à l'agriculture, à l'hygiène, aux arts industriels, travaux manuels et l'usage des outils des principaux métiers. » Mais il ne s'agit pas là de l'*éducation professionnelle*

proprement dite, c'est-à-dire de l'enseignement d'un métier (1).

En fait, la contrainte légale était ici bien inutile : le père ne voit pas toujours l'utilité de l'instruction intellectuelle ; mais il sait bien qu'il faut travailler pour vivre, et surtout il a le plus souvent un besoin impérieux que son enfant gagne un salaire, sans l'aide duquel il ne pourrait le nourrir.

Cela est si vrai qu'on est tenté de voir dans cet exercice du droit paternel une spéculation, et que, dans les discussions auxquelles ont donné lieu les lois sur le travail industriel des enfants, on a souvent témoigné à l'égard de ce travail autant de défiance qu'on témoigne ordinairement d'enthousiasme pour le travail de l'école : peut-être y a-t-il excès des deux côtés.

(1) Les filles doivent apprendre « les travaux à l'aiguille », qui constituent assez souvent leur métier. Mais l'enseignement manuel de l'école est forcément étouffé sous la masse du programme scientifique.

CHAPITRE II

LE DROIT DU PÈRE SUR LE SALAIRE DE L'ENFANT

Devant la défiance générale que nous venons de signaler, il importe d'étudier rapidement quel droit la loi donne au père sur le salaire de l'enfant, et d'examiner ensuite si, en fait, le père ne va pas au delà de ce droit.

Le salaire est la propriété de l'enfant. Et même le Code civil le met expressément en dehors de l'usufruit légal des père et mère. Cette jouissance « ne s'étendra
« pas aux biens que les enfants pourront acquérir par
« un travail et une industrie séparés..... », dit l'article 387.

Le droit du père sur le salaire de l'enfant est donc un simple droit d'administration; et, par conséquent, il en est comptable quant à la propriété et aux revenus.

Mais le Code n'oblige pas et ne pouvait obliger le père à placer l'intégralité du gain de l'enfant pour le lui représenter à sa majorité, grossi des intérêts capitalisés, et à le nourrir et élever jusque-là exclusivement de ses propres deniers. En général, la dette alimen-

taire suppose le besoin chez le créancier; dès que ce besoin disparaît, le débiteur peut demander la décharge (art. 209). Au profit des enfants mineurs, il ne faut pas de jugement pour rendre la dette exigible; il n'en faut pas non plus pour la suspendre, et comme elle est née de plein droit, elle s'éteint d'elle-même quand l'enfant est à même de se suffire; ou plutôt mettre l'enfant en état de gagner sa vie, c'est pour les parents le payement le plus complet de leur dette alimentaire; le seul qui, pour eux, soit juridiquement libératoire.

Le père agit donc légalement en imputant sur le salaire de son enfant le coût de l'entretien de celui-ci, même en se remboursant avec cet argent des avances qu'il a pu faire au maître d'apprentissage. Mais il ne pourrait évidemment se rembourser ainsi, en supposant que la quotité du salaire le lui permit, des sommes qu'il a dépensées pour nourrir son enfant pendant les années où celui-ci ne gagnait rien.

L'imputation, d'ailleurs, n'a pas lieu de plein droit. Le père peut fort bien continuer à nourrir de ses deniers l'enfant qui gagne sa vie, et lui conserver intact le produit de son travail. C'est même ce qu'il faudra supposer si le père n'a pas manifesté de volonté contraire, ou si sa pauvreté ne la fait pas nécessairement présumer. Cela est certainement conforme à l'esprit de la loi, qui ne considère même pas comme un avancement d'hoirie, et dispense de rapporter « les

« frais de nourriture, d'entretien, d'éducation, d'apprentissage..... » (art. 852).

Il y a même un cas où le père ne peut pas, en principe, imputer ces dépenses sur le salaire de l'enfant, c'est celui où l'enfant, âgé de moins de dix-huit ans, a des biens personnels dont le père a la jouissance (article 384). En effet, l'art. 385 énumère, parmi les charges de cette jouissance, « la nourriture, l'entretien « et l'éducation des enfants selon leur fortune ».

Nous empruntons à MM. Aubry et Rau (1) l'exposé des différences qui existent à notre point de vue entre cette charge et l'obligation générale d'éducation de l'art. 203. « La charge..... résultant de la jouissance « légale doit être calculée, moins d'après la fortune de « la personne qui en est grevée, que d'après l'importance des biens sur lesquels porte cette jouissance....., l'obligation dérivant de la paternité ou de « la maternité s'éteint aux termes de l'art. 209, soit « en totalité, soit en partie, lorsque les enfants sont, « par leur fortune personnelle, en état de fournir à « leurs besoins; tandis que la charge usufruituaire « dont il s'agit ici continue de subsister dans son intégrité, quoique les enfants possèdent des biens personnels non soumis à la jouissance légale; et le père « ou la mère ne serait pas autorisé à exiger des en-

(1) T. VI, p. 87.

« fauts qu'ils contribuassent au prorata de la valeur de
« ces biens à l'acquittement de cette charge..... »

Mais cette dernière proposition n'est vraie, avons-nous besoin de le dire, que si le revenu des biens dont le père a l'usufruit peut suffire à la nourriture, à l'entretien et à l'éducation. Dans le cas contraire, qui sera de beaucoup le plus général dans les familles ouvrières, le père sera seulement tenu d'imputer d'abord ces frais sur les revenus dont il a la jouissance, et subsidiairement seulement sur le salaire.

Telle est la théorie; voyons la pratique. Le salaire de l'enfant sert, confondu avec celui de ses frères, de son père, de sa mère, à payer les dépenses communes. Il n'y a pas de comptabilité qui permette de dire avec certitude si l'espèce de pension qu'il paye ainsi dépasse sa part réelle dans la consommation de la famille ou si, en définitive, il reçoit autant qu'il apporte.

Il faut se garder de voir trop vite une « exploitation » dans cet état de choses.

D'abord, ce n'est bien généralement que dans les dernières années de sa minorité que le jeune ouvrier gagnera plus que son pain quotidien; longtemps, il vivra surtout du gain de ses parents, un peu aidés seulement par son petit salaire. Mais supposons qu'il ait atteint l'époque où réellement son salaire représente plus que sa dépense personnelle. Croit-on qu'habituellement cet excédant sera consacré aux plaisirs du père ou de la mère? Dans l'immense majorité des

familles, il servira à nourrir les parents devenus trop vieux, ou à élever les plus jeunes enfants. Dans le premier cas, le jeune ouvrier paye une dette que lui impose formellement l'art. 205 du Code civil : « Les
« enfants doivent des aliments à leurs père et mère et
« autres ascendants qui sont dans le besoin. » On voit que le texte ne distingue pas entre la minorité et la majorité des enfants. Quant aux frères et sœurs, s'il n'y a pas à leur égard d'obligation civile, c'est du moins une dette naturelle que paye le fils aîné qui rend en quelque sorte aux enfants plus jeunes ce qu'il a reçu lui-même de ses parents.

Personne n'oserait dire qu'un tel emploi du salaire de l'enfant constitue, même juridiquement, de la part du père, un abus d'administration.

En principe l'enfant doit remettre son salaire, comme tous ses biens, à son père ; mais c'est surtout en vue du salaire qu'a été écrit l'art. 6 de la loi du 9 avril 1881, *portant création d'une Caisse d'Épargne postale*, qui est ainsi conçu :

« Les mineurs sont admis à se faire ouvrir des livrets
« sans l'intervention de leur représentant légal. Ils
« peuvent retirer sans cette intervention, mais seule-
« ment après l'âge de seize ans révolus, les sommes
« figurant sur les livrets ainsi ouverts, sauf opposition
« de la part de leur représentant légal. »

Cette dérogation aux règles générales de la minorité n'est pas fort grave au fond ; car le père peut exi

ger que le salaire de son fils ne soit payé qu'entre ses mains (1) ; — et il peut retirer, sans le consentement de son fils, les sommes que celui-ci a déposées à la Caisse d'épargne postale. La loi a voulu simplement faciliter au mineur l'exercice de l'économie, en écartant des formalités gênantes.

A défaut d'un texte analogue, nous ne croyons pas que l'enfant puisse, sans l'autorisation spéciale de son père, agir en justice pour obtenir le paiement de son salaire. On pourrait alléguer que le père, en autorisant l'enfant à louer son travail, l'a par là même habilité à ester en justice pour en réclamer le prix ; mais en réalité, le père conserve seul l'administration des biens, et, par conséquent, du salaire.

(1) Encore faut-il que le patron de l'enfant s'y prête.

DEUXIÈME PARTIE

LES CONTRATS D'APPRENTISSAGE ET DE LOUAGE DE TRAVAIL

CHAPITRE PREMIER

L'APPRENTI ET LE JEUNE OUVRIER. LE LOUAGE DE TRAVAIL

Au siècle dernier encore, c'était toujours par l'apprentissage que l'enfant débutait dans son métier; et ce contrat était alors réglementé avec grand soin, dans un esprit incontestable de protection pour l'apprenti. Cela n'était pas l'œuvre directe du législateur, mais bien des corporations, en sorte que les statuts, variant suivant les états, pouvaient sans inconvénient pousser fort loin la minutie des détails.

L'apprentissage survécut aux corporations, supprimées par le décret du 2 mars 1791; mais en vain les cahiers du tiers-état avaient demandé la rédaction d'une loi générale sur l'apprentissage, d'après les coutumes qu'on abolissait. La loi du 22 germinal an XI, *relative*

aux manufactures, fabriques et ateliers a bien quelques dispositions sur le contrat d'apprentissage ; mais elles sont fort vagues et ne font guère que lui appliquer le droit commun des conventions. Cependant, la révolution industrielle se faisait, et atteignait peu à peu l'apprentissage plus gravement que la révolution politique, en même temps qu'elle détournait de l'apprenti l'attention du législateur.

L'usine succédait au petit atelier d'autrefois, et dans l'usine la division du travail faisait d'incessants progrès. Désormais dans des métiers de plus en plus nombreux, le chef d'industrie seul a besoin d'avoir la connaissance complète de la fabrication; encore est-ce surtout une question de science et de théorie, et non de pratique manuelle. Mais l'ouvrier n'a souvent à accomplir qu'une seule des opérations nécessaires à la production, opération encore simplifiée par la machine qui a remplacé l'outil. Il fait, par exemple, comme on l'a dit, pendant toute sa vie la dix-huitième partie d'une épingle. Il est clair que pour tourner une manivelle ou piquer des épingles sur une carte, un long apprentissage est inutile : dès le premier moment, l'ouvrier aura la théorie de son métier; et si l'habitude donne plus de régularité au mouvement de son bras, à sa main plus d'agilité, c'est au temps, non aux leçons d'un maître qu'il le devra.

L'avantage que trouve l'industriel à employer pour ces tâches simples, où l'ouvrier peut s'improviser, une

main-d'œuvre à bon marché, et d'autre part le désir, souvent le besoin qu'éprouvent les familles pauvres de voir l'enfant gagner vite, se sont rencontrés pour donner à l'enfance une place considérable dans l'usine.

De graves abus se sont produits : nous reviendrons sur ce sujet quand nous étudierons les lois protectrices du travail des enfants.

L'idée que nous voulons dégager pour le moment, c'est que ces lois sont en face de deux situations nettement distinctes en théorie, plus ou moins confondues dans la pratique : celle de l'apprenti, celle de l'enfant ouvrier.

L'enfant ouvrier loue tout simplement son travail ; — le contrat d'apprentissage est plus complexe, et la loi le définit ainsi : « Le contrat par lequel un fabricant, un chef d'atelier ou un ouvrier s'oblige à enseigner la pratique de sa profession à une autre personne qui s'oblige, en retour, à travailler pour lui ; « le tout à des conditions et pendant un temps convenus. »

Nous verrons (1) que l'enfant — apprenti ou jeune ouvrier — est aujourd'hui protégé par la loi d'une façon à peu près uniforme. Et c'est justice : le travail industriel présente des dangers analogues dans les deux cas. Mais il en est autrement des effets civils du contrat, et c'est à ce point de vue que nous nous pla-

(1) 3^e partie, *Les lois protectrices*.

çons dans cette partie de notre étude. La loi de 1834 *relative au contrat d'apprentissage* comprend à la fois des mesures de protection et des dispositions de droit civil. Ce sont ces dernières que nous allons isoler, pour en dégager la théorie du contrat d'apprentissage.

Quant au simple louage de travail, il n'est pas spécial aux enfants, et ne présente de particulier à leur point de vue que les conditions d'âge ou de durée de travail exigées pour l'industrie par la loi de 1874 ; conditions dont nous avons cru préférable, pour la clarté de l'exposition, de renvoyer l'examen à notre troisième partie. Elles auraient trouvé dès maintenant une place logique ; car elles ont à côté de leur sanction pénale des effets civils, puisqu'elles modifient la capacité de contracter et restreignent la liberté de la convention.

D'ailleurs, on le sait, le Code civil est presque muet sur le louage de travail (1) ou pour employer ses expressions *le louage de services des ouvriers*. Nous pouvons donc, comme il le fait tacitement, mais avec le juste motif des exigences de notre cadre, renvoyer au droit commun des conventions.

Cela ne nous empêchera pas d'ailleurs, de comparer à l'occasion, avec les effets civils du contrat d'appren-

(1) V. sur ce point Glasson : *Le Code civil et la question ouvrière*. — La loi du 22 germinal an XI, d'ailleurs non abrogée, semblait justifier le silence du Code : mais cette loi était tout à fait insuffisante.

tissage, ceux du louage de travail, dont il n'est, au fond, qu'une variété plus compliquée. Nous espérons même que la situation juridique du jeune ouvrier ressortira assez nettement de cette comparaison pour justifier les deux termes de notre rubrique : *Les contrats d'apprentissage et de louage de travail.*

CHAPITRE II

LE CONTRAT D'APPRENTISSAGE

De la définition que nous avons donnée du contrat d'apprentissage d'après la loi du 22 février 1851, il résulte que ce contrat est en quelque sorte un double louage de services, où le maître et l'enfant jouent tous les deux à la fois le rôle de bailleur et celui de preneur, le travail de l'enfant étant le prix des leçons du maître et réciproquement : le rôle de bailleur s'accroît en quelque sorte et domine chez le maître, s'il donne un salaire à l'enfant ; chez celui-ci, au contraire, dans le cas plus rare où c'est lui qui paye un prix d'apprentissage en argent.

On a rapproché aussi le contrat d'apprentissage de la vente, nous ne voyons pas pourquoi ; — et de l'échange, sans doute parce que le caractère commutatif y apparaît nettement (1). En tout cas, cela est, croyons-nous, sans aucune conséquence pratique.

Il semble bien qu'on doive réserver le terme juridi-

(1) V. Hayem-et Périn, p. 22.

que d'apprentissage à *l'enseignement dans l'atelier d'un métier mécanique* (1). En effet, notre définition désigne le maître par ces mots : « un fabricant, un chef d'industrie ou un ouvrier ». Cette énumération, qui n'aurait pas de raison d'être si elle était limitative, exclut certains commerçants qui prennent souvent des élèves qu'on appelle généralement des apprentis, et, à plus forte raison, les artistes (2); mais, bien entendu, la distinction à faire sera une question de fait à résoudre suivant les cas.

Nous croyons qu'il faut écarter aussi l'application de la loi des professions agricoles : il faut forcer le sens naturel des termes *fabricant, chef d'industrie, ouvrier*, pour entendre par là un cultivateur. Cette solution, qui paraît conforme à la pensée du législateur de 1851, est confirmée par le fait suivant : la loi de 1874 a déclaré applicable aux enfants placés en apprentissage, et réglé par la loi de 1851 ses principales dispositions; or, les travaux préparatoires de l'Assemblée Nationale ne laissent aucun doute sur la volonté qu'on avait de laisser en dehors de la réglementation les enfants employés aux champs. Mais, là encore, la loi s'appliquera dès qu'apparaîtra le caractère industriel; et, par exemple, nous serions très porté, pour notre

(1) Nous prenons ici ces mots dans le sens classique, qui oppose le *métier mécanique* à la *profession libérale*.

(2) *Contra*, Hayem et Périn, p. 23.

part, à lui soumettre le contrat d'apprentissage qui intervient entre un jardinier ou un maraîcher et son élève, — au lieu de le laisser aux règles fort vagues du droit commun.

§ 1. *Formation du contrat.*

A ce que nous avons dit, en parlant du droit d'éducation, sur les personnes qui, suivant les cas, peuvent mettre l'enfant en apprentissage, nous n'avons à ajouter ici que quelques remarques qui nous sont suggérées par le texte de la loi de 1831. L'art. 3, *in fine*, dit que le contrat, s'il est écrit, « devra être signé par le maître et par le représentant de l'apprenti » ; et ce même article, quelques lignes plus haut, désigne ainsi ce représentant de l'apprenti : « les père et mère, le tuteur ou la personne autorisée par les parents, et, à leur défaut, par le juge de paix ».

Nous avons dit qu'au cas où le survivant des père et mère n'avait pas la tutelle de l'enfant, il n'en avait pas moins l'exercice exclusif de la puissance paternelle ; — mais si le contrat d'apprentissage contient des promesses pécuniaires de la part de l'apprenti, l'intervention du tuteur sera nécessaire à côté de celle du père ou de la mère.

En second lieu, il est intéressant de rechercher ce que la loi a entendu par « *la personne autorisée par les parents, et, à leur défaut, par le juge de paix* ». M. de Riancey s'est nettement expliqué sur ce point au nom de la Commission de 1854. Il s'agit ici du *patronage* des apprentis, exercé soit par des particuliers, soit surtout par des membres d'associations de charité.

La loi a voulu consacrer un excellent usage. En effet, l'ouvrier le plus désireux de bien remplir son devoir de père, manque très souvent du temps, des relations, des connaissances nécessaires pour choisir, avec plein discernement, le maître à qui il confiera son enfant ; — quand il s'agit ensuite de régler les clauses du contrat, il peut craindre que la partie ne soit pas égale, ou du moins il se sent gêné pour stipuler librement. Enfin, il n'est pas à même de contrôler utilement l'exécution de la convention ; il n'est même pas compétent pour juger impartialement les difficultés qui peuvent surgir entre le maître et l'apprenti : un tiers est plus indépendant, et pourra, beaucoup plus facilement, rétablir le bon accord. Nous aurons d'ailleurs occasion de revenir sur ce sujet, en parlant de la *Destinée de l'apprentissage*.

Au point de vue juridique, la « *personne autorisée par les parents* » et qui sera, soit un particulier, soit une société reconnue d'utilité publique représentée

par un de ses membres, — cette personne n'agit pas comme simple mandataire des parents : elle ne peut sans doute stipuler qu'avec leur autorisation, — mais elle stipule en son propre nom. D'où il suit qu'en son propre nom aussi, elle pourra réclamer l'exécution de la convention; et qu'à l'inverse, le maître aura action contre elle si l'apprenti manque à ses engagements. Cela est certain, si cette personne paye les frais d'apprentissage (arg. art. 1121, Code civ.); et cela est vrai encore, si la libéralité, condition nécessaire à la validité de la stipulation pour autrui, consiste simplement dans la garantie des obligations de l'apprenti (1).

A défaut des parents (ou du tuteur) le juge de paix peut donner l'autorisation de stipuler pour l'apprenti. Quand le juge de paix a-t-il ce pouvoir spécial? Certainement quand l'enfant n'a ni parents, ni tuteur, ce qui est une situation de fait trop fréquente, ou quand les parents n'ont pas juridiquement l'exercice de la puissance paternelle. Mais, après ce que nous avons dit du droit et du devoir d'éducation, nous ne saurions ad-

(1) En fait, ces sociétés de placement font ordinairement signer le contrat par le père; l'acte mentionne simplement la présence du membre de la Société, qui n'assume ainsi aucune garantie légale, et signe, en quelque sorte, comme témoin.

mettre qu'il suffit pour cela que les parents ne veuillent pas s'occuper du placement (1).

Les parents qui ont délégué un tiers pour stipuler n'en gardent pas moins tous les droits d'agir personnellement, pour l'exécution du contrat, même si le tiers a stipulé en son propre nom.

Enfin, si l'autorisation des parents fait défaut, tout se passe comme si l'apprenti avait lui-même et lui seul figuré au contrat ; son représentant légal peut en demander la nullité, mais le maître n'a pas cette faculté ; c'est le droit commun pour les contrats passés par le mineur. Celui qui a stipulé pour lui et s'est ainsi porté fort pour les parents, devra une indemnité au maître.

D'autres règles sur la capacité des parties contractantes trouveront leur place dans la troisième partie ; ce sont, en effet, des mesures protectrices, qui exigent du maître d'apprentissage certaines conditions de moralité, et qui rendent incapable de s'engager valablement en cette qualité certains condamnés, les mineurs, et, dans un cas particulier, les célibataires.

Le contrat d'apprentissage est un contrat consensuel, et la loi de 1851 dit elle-même (art. 2) qu'il peut se faire verbalement, ce qui retire tout caractère obligatoire à l'art. 3, qui énumère les énonciations que « l'acte d'apprentissage contiendra ». Il est donc certain qu'un acte où seraient omises, par exemple, la date

(1) Contra, Hayem et Périn, *op. cit.*

et la durée du contrat (art. 3-4°), pourrait cependant être invoqué et ferait loi en cas de contestation pour toute autre chose qui y serait insérée, car l'acte n'est ici qu'un moyen de preuve, plus ou moins énergique, selon qu'il est authentique ou sous seing privé (art. 2). La présence de l'art. 3 s'explique par ce fait que le projet du gouvernement portait : « Le contrat « d'apprentissage adopté doit être formé par écrit ». On a modifié la loi sur ce point, en laissant subsister ensuite des prescriptions qui ne sont plus que des conseils.

L'acte écrit, quand les parties l'emploient en cette matière, jouit cependant de quelques faveurs spéciales; aux termes de l'art. 2, l'acte authentique peut être reçu non seulement par les notaires, mais encore par les secrétaires des conseils de prud'hommes et les greffiers des justices de paix. Les honoraires de ces officiers sont fixés à deux francs.

De plus, cet acte est soumis au droit fixe d'un franc, lors même qu'il contiendrait des obligations de sommes en valeurs mobilières ou des quittances, auquel cas la loi du 22 frimaire an VII, art. 69, § 2-7°, ajoutait au droit fixe le droit proportionnel de cinquante centimes par cent francs (1).

Que le contrat soit écrit ou verbal, on appliquera les

(1) La loi du 28 février 1872, art. 4, a porté le droit fixe à 1 fr. 50.

règles de preuves du droit commun. Il était inutile de dire, comme le fait la loi, que « la preuve testimoniale « n'en est reçue que conformément au titre du Code « civil des contrats et des obligations conventionnelles « en général ». Cependant MM. Hayem et Périn (1) se demandent si, en l'absence de ce texte, il n'aurait pas fallu reconnaître au maître le droit d'user de la latitude plus grande que l'art. 109 du Code de commerce donne à la preuve testimoniale, le maître s'engageant en vue et dans l'intérêt de son négoce, et en sa qualité de commerçant. Mais nous ne voyons nullement un acte de commerce dans le contrat d'apprentissage; d'ailleurs un patron n'est pas nécessairement un commerçant, et s'il s'agit d'un industriel commerçant, c'est non pas en sa qualité de commerçant qu'il a contracté mais en sa qualité d'industriel, ce qui n'est pas la même chose.

La loi de 1831 (2) attribue aux conseils de prud'hommes, ou à leur défaut, au juge de paix, la connaissance de « toute demande à fin d'exécution ou de « résolution du contrat » d'apprentissage, ainsi que les réclamations contre un patron qui aurait détourné un apprenti, et, dans tous les cas, le règlement des dommages et intérêts.

(1) *Op. cit.*, p. 61.

(2) Depuis le décret du 18 mars 1806, qui a créé les Conseils de Prud'hommes, cette compétence avait déjà été confirmée par les décrets du 11 juin 1809 et du 3 août 1810.

Pour les contestations entre maître et apprenti, et par dérogation au droit commun, c'est toujours le tribunal du domicile du maître, ou plutôt le tribunal dans le ressort duquel se trouve l'atelier, qui est compétent.

Par une anomalie bizarre, les règles qui régissent, d'une part les prud'hommes, d'autre part les juges de paix, compétents en cette matière suivant les lieux, diffèrent à deux points de vue importants : les prud'hommes jugent en dernier ressort jusqu'à 200 francs, le juge de paix jusqu'à 100 francs seulement ; d'autre part, le juge de paix peut ordonner l'exécution provisoire sans caution jusqu'à 300 francs, les prud'hommes jusqu'à 200 francs seulement (1). Remarquons, d'ailleurs, que c'est également devant le juge de paix ou les prud'hommes que sont portées les contestations relatives au simple louage de services.

§ 2. *Effets du contrat d'apprentissage. Obligations du maître.*

L'obligation essentielle du maître d'apprentissage est inscrite dans l'art. 12, alinéa 1 de la loi. « Le maître doit enseigner à l'apprenti, progressivement

(1) Loi du 25 mai 1838, art. 5 et 11, et loi du 1^{er} juin 1853, art. 13 et 14.

« et complètement l'art, le métier ou la profession
« spéciale qui fait l'objet du contrat. »

L'enseignement ne s'étend pas nécessairement aux procédés de fabrication qui constituent la propriété et le secret du maître; du moins telle ne serait pas présumée la volonté des parties, si elle ne ressortait pas, soit des termes du contrat, soit du prix stipulé pour l'apprentissage.

« Le maître n'emploiera l'apprenti, dit l'art. 8, ali-
« néa 3, sauf convention contraire qu'aux travaux et
« services qui se rattachent à l'exercice de sa profes-
« sion. . » C'est là en quelque sorte le développement
naturel de son devoir d'enseigner son métier.

A la fin de l'apprentissage, le maître (art. 12, alin. 2) doit délivrer à l'apprenti « un congé d'acquit ou un cer-
« tificat constatant l'exécution du contrat ».

Voilà quelles sont pour le maître les obligations qui se rapportent à l'objet même du contrat. Il nous reste à parler d'obligations d'un autre ordre, nées de l'autorité spéciale que le patron a sur l'apprenti. Cette autorité, c'est une délégation de l'autorité paternelle dont l'article 8 de la loi donne une idée assez juste : « Le
« maître, y est-il dit, doit se conduire envers l'apprenti
« en bon père de famille, surveiller sa conduite et ses
« mœurs, soit dans la maison, soit au dehors, et aver-
« tir ses parents ou leurs représentants des fautes
« graves qu'il pourrait commettre ou des penchants
« vicieux qu'il pourrait manifester.

« Il doit aussi les prévenir sans retard en cas de
« maladie, d'absence ou de tout fait de nature à moti-
« ver leur intervention. »

Les mots « bon père de famille » ont en général dans le Code civil le sens d'*administrateur* diligent, la loi ayant pris comme type du bon administrateur celui qui gère sa propre chose ; ici, elle a pris, comme type du bon patron, le père qui apprendrait lui-même son métier à son fils ; la comparaison est, si l'on veut, la même ; mais le père de famille n'est plus considéré au même point de vue, et il importe de s'en souvenir.

L'administrateur de la chose d'autrui a, en général, tous les droits d'administration qu'aurait le propriétaire lui-même : l'éducateur de l'enfant d'autrui (c'est dans ce rôle que nous étudions en ce moment le patron d'apprentissage) ne peut avoir la même liberté d'action. C'est, qu'en effet, le devoir d'éducation est incessable, les parents le gardent de leur côté, et avec lui les droits qui le sanctionnent.

C'est pour cela que l'art. 8 oblige le maître à avertir les parents s'il y a faute grave ou penchant vicieux. Aux parents, en effet, appartient le droit d'emprisonnement par voie de correction paternelle. Et, d'ailleurs, l'apprentissage n'est que temporaire, et il importe que les parents suivent de près l'histoire morale de l'enfant pendant cette période pour le diriger utilement ensuite.

Mais cela ne veut pas dire que le patron n'ait pas,

dans une certaine mesure, le droit de correction, au sens usuel du mot. Au reste, tout le monde reconnaît qu'il peut employer les châtimens actuellement usités dans les écoles, tels que la privation de sortie; ou bien opérer sur le léger salaire qu'il donne souvent à l'apprenti des retenues dont la justice, au besoin, appréciera l'importance. Le point discuté est celui des corrections dites manuelles. Cette sorte de châtimement semble peu à peu disparaître de nos mœurs; c'est peut-être un bien, mais on peut le contester; et, par exemple, pour les tout jeunes élèves de nos lycées, nous avouons regretter qu'on ait remplacé le fouet de nos pères, humiliant, mais inoffensif, par la privation de récréation ou de promenade si dangereuse pour la santé et pour le moral de l'enfant.

Pour l'apprenti, depuis que la loi de 1874 a fixé la limite d'âge de douze ans, on ne peut guère entendre par « châtimement manuel » que la « *gifle* », et nous reconnaissons que c'est là, le plus souvent, une simple brutalité, exercée dans un moment de colère, plutôt qu'un moyen d'éducation... Mais nous ne voyons pas que la distinction entre les corrections manuelles et les autres punitions ait une base juridique. Sans doute, le maître qui maltraitera son apprenti tombera sous le coup des art. 309 et 311 du Code pénal; mais le père et la mère aussi peuvent se les voir appliquer; et ni pour eux, ni pour le maître, il ne faut voir nécessairement dans toute correction manuelle une « voie

de fait », au sens légal du mot, pas plus qu'on ne voit dans la « retenue » une « séquestration », crime puni aussi par le Code pénal (art. 344).

On ne peut tirer argument pour prétendre que le maître ne peut pas punir de ce qu'il doit avertir les parents en cas de faute grave ou de penchant vicieux. D'abord cela prouverait trop, et lui ôterait les moyens de correction que tout le monde lui reconnaît, ce qui est inadmissible, les parents pouvant être loin ou même ne pas exister. D'ailleurs le maître doit également prévenir les parents (art. 8, al. 2) « au cas de « maladie, d'absence ou tout fait de nature à motiver « leur intervention », ce qui ne veut pas dire évidemment qu'il doit attendre leur arrivée, sans combattre lui-même la maladie, rechercher l'absent, faire en un mot ce que feraient les parents à sa place. Pourquoi donner un autre sens au premier alinéa du même article conçu en termes identiques (1) ?

Il y a même au profit du maître, et comme sanction de son droit d'éducation, quelque chose d'analogue au droit d'emprisonnement par voie de correction paternelle; nous dirons en parlant des obligations de l'apprenti qu'il peut être déféré par le maître au conseil

(1) Il paraît que la loi anglaise et la loi allemande sanctionnent expressément le droit de châtiment corporel. — V. dans l'opinion contraire, Hayem et Périn, *op. cit.*

de prud'hommes et puni d'un maximum de trois jours de prison.

A l'égard de l'enfant, qui n'est qu'un petit ouvrier, le patron n'a pas des obligations aussi étroites : il n'a sur lui que l'autorité nécessaire du chef d'industrie, autorité limitée aux actes du travail pour lequel l'enfant a loué ses services, — il n'a aucun droit sur son éducation ; s'il se préoccupe de cette grave question, s'il cherche les moyens d'aider, d'éclairer les parents, il remplit sans doute un devoir moral ; mais s'il néglige ce devoir, il ne manque pas à la loi du contrat.

Cette différence, qui résulte de la nature même de l'apprentissage, — nous la trouvons nettement marquée dans l'art. 1384 du Code civil, qui fait d'ailleurs entre l'instituteur et le maître d'apprentissage, ce rapprochement naturel qui s'est déjà trouvé sous notre plume. Voici ce texte : « On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre ou des choses que l'on a sous sa garde.

« Le père, et la mère après le décès du mari, sont responsables du dommage causé par leurs enfants mineurs habitant avec eux ;

« Les maîtres et les commettants, du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés ;

« Les instituteurs et les artisans, du dommage causé
« par leurs élèves et apprentis pendant le temps qu'ils
« sont sous leur surveillance.

« La responsabilité ci-dessus a lieu à moins que les
« père et mère, instituteurs et artisans, ne prouvent
« qu'il n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette
« responsabilité. »

Ainsi, l'enfant qui a commis un acte dommageable, est-il un apprenti ? Il n'y a pas à rechercher si cet acte se rattache au travail professionnel ; le maître d'apprentissage est civilement responsable, comme l'instituteur, comme le père ; et, en effet, il doit, comme eux, « surveiller sa conduite et ses mœurs, soit *dans la maison, soit au dehors* » (L. de 1851, art. 8).

Au contraire, l'enfant n'est-il dans l'atelier qu'à titre d'ouvrier ? Le patron n'est responsable que si l'acte dommageable rentre dans les fonctions auxquelles l'enfant est employé. Mais alors, il est vrai, il est toujours responsable : dans le premier cas, au contraire, et, pour ne pas rendre écrasante cette responsabilité d'autre part beaucoup plus large, la loi permet au maître d'apprentissage d'y échapper, en prouvant qu'il n'a pu empêcher ce qui s'est passé.

La loi de 1851 n'imposait au patron aucun devoir positif au point de vue spécial de l'instruction intellectuelle et morale de l'apprenti ; elle se contentait (art. 10) d'exiger que jusqu'à seize ans, l'enfant qui ne savait pas lire, écrire et compter, eût du temps libre

pour étudier, jusqu'à concurrence de deux heures au maximum. Nous verrons (1) plus tard ce que la loi de 1874 a laissé subsister de cette disposition.

Mais la loi du 28 mars 1882, *sur l'enseignement obligatoire*, a mis le patron de l'enfant de moins de treize ans, sur la même ligne que « le père, le tuteur », — et l'oblige sous les mêmes peines à déclarer au maire comment il entend faire instruire l'enfant (art. 7), puis à surveiller l'assiduité à l'école (art. 10 (Cf., art. 9, 12, 13, 14).

Nous croyons qu'il ne s'agit ici que du maître d'apprentissage. Cela résulte pour nous, d'abord du texte qui parle du patron « chez qui l'enfant est placé », expression qui semble désigner l'apprentissage; — et surtout de l'esprit de la loi. En effet, la base juridique des sanctions établies par cette loi, c'est le devoir d'éducation résultant de la puissance paternelle. Or, ce devoir d'éducation passe bien, en partie du moins, au maître d'apprentissage, mais non au patron qui a simplement loué les services de l'enfant.

§ 2. *Obligations de l'apprenti.*

Ici encore, nous pouvons distinguer parmi ces obligations, celles qui tiennent à l'objet du contrat, et

(1) 3^e partie.

celles qui naissent des rapports moraux que ce contrat établit entre le maître et l'apprenti.

1° Comme le maître doit à l'apprenti l'enseignement du métier, ainsi celui-ci doit au maître le prix de l'apprentissage, c'est-à-dire parfois une somme d'argent, et toujours son travail.

Du paiement du prix en argent, nous n'avons rien à dire, si ce n'est que d'après l'art. 2272 du Code civil, l'action du maître à cet égard se prescrit par un an.

Cette obligation, d'ailleurs, incombe aux représentants de l'apprenti, c'est-à-dire, à ceux qui ont stipulé pour lui au contrat d'apprentissage, sauf recours contre lui ou plutôt ses parents.

Mais c'est l'apprenti lui-même qui doit acquitter la partie du prix stipulée en travail. Avec la loi de 1851 nous devons entrer ici dans quelques détails.

Quelle est d'abord la nature de cette dette? L'écolier doit travailler dans son propre intérêt, pour apprendre : il n'y est pas civilement obligé. Au contraire, l'apprenti doit travailler pour payer les leçons de son maître : c'est en ce sens qu'il faut entendre l'art. 11, § 1, *in fine* de la loi de 1851 : « il doit l'aider par son « travail dans la mesure de son aptitude et de ses « forces ». Mais nous avons vu qu'en cas de silence de la convention, et en l'absence d'usage contraire bien établi, l'apprenti n'est tenu de payer cette dette qu'en travail relatif au métier lui-même.

L'apprenti doit au maître tout le temps stipulé, et

l'art. 11, alinéa 2, dispose qu'il est tenu de remplacer, à la fin de « l'apprentissage, le temps qu'il n'a pu employer, par suite de maladie ou d'absence ayant duré « plus de quinze jours ».

Il faut, bien entendu, que l'absence n'ait pas eu pour cause le fait du maître.

Si, au lieu d'une absence de quinze jours consécutifs, l'apprenti, par une série de courtes absences, a distraît du temps stipulé un nombre de jours dont le total dépasse quinze, nous sommes certainement en dehors des termes de l'art. 11 ; mais le juge aura pleine liberté d'apprécier le dommage causé au maître par l'insuffisance du travail lucratif de l'apprenti, le contrat devant être exécuté « de bonne foi ». Il ne sera plus lié par la règle posée par l'alinéa 2 de l'art. 11, voilà tout. On comprend d'ailleurs qu'une absence de trente jours, par exemple, répartis sur plusieurs années, puisse être en définitive moins dommageable au maître qu'une interruption continue de quinze jours, laquelle aura peut-être nécessité le remplacement temporaire de l'apprenti. Dans tous les cas, nous croyons que si l'apprenti, avant toute condamnation à des dommages et intérêts, offre de donner du temps supplémentaire, il ne peut être contraint à le remplacer par de l'argent.

Plus grave que l'absence est le départ de l'apprenti qui refuse de finir son temps d'apprentissage. La résolution du contrat avec dommages et intérêts au profit du maître n'est pas toujours une menace suffisante,

l'apprenti ou son représentant pouvant être insolvables. La loi a essayé de renforcer cette sanction, en instituant le *congé d'acquit*, dont nous avons dit un mot déjà, et en édictant l'art. 13 : « Tout fabricant, chef
« d'atelier ou ouvrier, convaincu d'avoir détourné un
« apprenti de chez son maître pour l'employer en qua-
« lité d'apprenti ou d'ouvrier, pourra être passible de
« tout ou partie de l'indemnité à prononcer au profit
« du maître abandonné ».

Cette disposition est moins sévère que celle de la loi du 22 germinal an XI, art. 11, qui disait : « Nul indi-
« vidu employant des ouvriers ne pourra recevoir un
« apprenti sans congé d'acquit, sous peine de dom-
« mages-intérêts envers son maître ». Il résulte de cette différence de rédaction que le maître abandonné ne peut aujourd'hui obtenir la condamnation du nouveau patron qui emploie l'apprenti, par le seul fait qu'il n'a pas exigé la présentation du congé d'acquit. Mais si ce patron a été prévenu de la situation, surtout si on lui a notifié un jugement ordonnant à l'apprenti de rentrer chez son maître, et s'il continue à employer cet apprenti, nous croyons qu'on pourra lui appliquer l'art. 13 de la loi de 1851. La pensée de détournement résultera même suffisamment, selon nous, de ce que le nouveau patron qui n'a pas exigé la présentation du congé d'acquit ne pouvait ignorer qu'il était en présence d'un apprenti de sa profession.

Aujourd'hui le congé d'acquit est tombé en désué-

tude et remplacé, dans l'usage, par le livret de la loi de 1874, sur lequel le patron inscrit simplement les dates d'entrée et de sortie de l'atelier : le maître refusera de signer le livret, comme autrefois il refusait de donner le congé d'acquit.

A ce point de vue, l'apprenti est donc aujourd'hui pleinement assimilé à l'enfant ouvrier : ni l'un ni l'autre ne peuvent, en principe, se replacer, sans la signature du patron apposée sur le livret. Malheureusement, il est assez facile de se faire délivrer un nouveau livret.

« 2° L'apprenti doit à son maître fidélité, obéissance « et respect..... », dit l'art. 41 de la loi de 1851.

L'apprenti partage avec l'ouvrier en général l'obligation d'être fidèle à son maître. C'est ainsi que l'un et l'autre sont punis de la réclusion en cas de vol dans la maison, l'atelier ou le magasin du maître (art. 386, Code pénal), ou, en cas d'abus de confiance (art. 408, Code pénal). De même nous n'hésitons pas à comprendre l'apprenti dans les dispositions de l'art. 418 du Code pénal punissant la divulgation des secrets de fabrique, ou dans celles de l'art. 43 de la loi du 5 juillet 1844 qui aggrave pour l'ouvrier les peines de la contrefaçon.

Quant à l'obéissance et au respect, ce sont là des obligations plus étroites pour l'apprenti que pour l'ouvrier ordinaire, car elles se rattachent à l'autorité morale du maître.

Sans doute, le contrat de travail oblige tout ouvrier à une certaine obéissance, mais cette obéissance est limitée aux ordres donnés dans l'exécution du travail déterminé pour lequel l'ouvrier a loué ses services; et elle n'a d'autre sanction que la rupture du contrat. Il en est de même du respect, dans les limites où nos mœurs permettent encore au patron de l'exiger.

L'apprenti doit davantage : il est tenu d'obéir au patron, même en dehors de l'atelier, tant qu'il est sous sa surveillance; il doit le respecter, et le décret du 3 août 1840 *concernant la juridiction des prud'hommes*, art. 4, donne à ce devoir d'obéissance et de respect une sanction disciplinaire : « Tout délit tendant à troubler l'ordre et la discipline de l'atelier, tout manquement grave des apprentis envers leurs maîtres, pourront être punis par les prud'hommes d'un emprisonnement qui n'excédera pas trois jours ». « Il n'est pas nécessaire, disent avec raison MM. Hayem et Périn (1), que le fait imputé à l'apprenti ait été prévu par la loi et constitue une contravention de police. » S'il y a contravention ou délit, la condamnation prononcée par les prud'hommes ne fait pas obstacle aux poursuites du ministère public devant les juges ordinaires.

Il y a controverse sur le point de savoir si cette juridiction s'exerce en dernier ressort. L'appel étant de

(1) *Op. cit.*, p. 236.

droit commun, il nous semble impossible de l'écarter ici; il sera porté devant le tribunal correctionnel et sera suspensif.

A défaut du conseil de prud'hommes, il semble que le maître pourrait s'adresser au juge de paix.

§ 3. *Durée et résolution du contrat d'apprentissage.*

Le contrat d'apprentissage a la durée que lui ont assignée les parties. Mais très souvent, en cas de convention verbale surtout, il n'est rien dit à cet égard. Dans ce cas, les parties sont censées avoir voulu suivre l'usage que le juge aura à déterminer, d'après les lieux, la profession. A Paris, la durée moyenne de l'apprentissage est de trois ans; mais cette durée varie, même dans chaque profession, suivant que l'apprenti paye ou non un prix en argent, loge ou non chez son maître, etc.

Si le temps formellement stipulé au contrat « dé-
« passe le maximum de la durée consacrée par les usa-
« ges locaux, dit l'art. 17 de la loi de 1851, ce temps
« peut être réduit ou le contrat résolu ». Ces derniers
mots, selon nous, doivent s'entendre en ce sens que le
contrat sera résolu, si la demande en réduction est
faite à une époque où la durée d'usage est déjà dé-
passée.

D'après l'art. 14, « les deux premiers mois de l'apprentissage sont considérés comme un temps d'essai pendant lequel le contrat peut être annulé par la seule volonté d'une des parties. Dans ce cas, aucune indemnité ne sera allouée à l'une ou à l'autre partie à moins de conventions expresses ».

Si la loi n'avait expressément écarté l'indemnité, les principes auraient conduit à l'admettre, naturellement en faveur du maître qui supporte tous les sacrifices des premiers jours.

Mais faut-il déduire de l'art. 11 que si les parents ont payé le prix d'avance, et que le contrat ne soit pas maintenu, ce prix est acquis au patron? Évidemment, non, et même le patron devra le restituer en entier : ce n'est pas là une indemnité, mais la conséquence nécessaire de ce que le contrat est censé n'avoir jamais existé. Il n'était certes pas dans l'intention des parties de maintenir ce paiement en cas de rupture du contrat. La jurisprudence (1) semble même avoir hésité, malgré le texte de la loi, à refuser au patron le prix de la nourriture et du logement pendant le temps d'essai.

Tout contrat peut être résolu sur la demande d'une des parties, pour cause d'inexécution de la convention

(1) V. un jugement du Cons. de Prud'hommes de Lyon, 4 juillet 1855, cité par MM. Hayem et Périn, *op. cit.*, d'après le *Journal du Commerce et de l'Industrie*, t. XX, p. 119.

par l'autre partie. L'art. 16, alinéa 1, ne fait qu'appliquer au contrat d'apprentissage ce principe de droit commun.

On pourrait peut-être en dire autant de l'art. 16, alinéa 2, qui permet de demander la résolution « pour cause d'infraction grave ou habituelle aux prescriptions de la présente loi », car ces prescriptions deviennent des conditions d'ordre public du contrat.

C'est plus utilement que l'art. 16 ajoute, comme causes de résolution : l'inconduite habituelle de l'apprenti ; le transfert de la résidence du maître dans une autre commune (pourvu, dans ce cas, que l'action soit intentée dans les trois mois) ; la condamnation d'une des parties à plus d'un mois de prison ; le mariage de l'apprenti.

Nous avons ne pas trop comprendre la raison d'être de cette dernière disposition (1). Dans tous ces cas, d'ailleurs, la résolution pourra être accompagnée d'une condamnation à des dommages-intérêts.

La loi (art. 15) a prévu plusieurs cas de résolution de plein droit, sans intervention judiciaire :

1° La mort du maître ou de l'apprenti ;

2° Le cas où l'apprenti ou le maître est appelé au service militaire ;

3° Le cas où le maître ou l'apprenti vient à être

(1) V. cependant ce que nous en avons dit, 1^{re} partie, p. 15.

frappé d'une des condamnations prévues par l'art. 6 ;

4° L'apprentie étant une fille mineure, le cas du décès de l'épouse du maître ou de toute autre femme de la famille qui dirigeait la maison à l'époque du contrat.

Au cas où la résolution du contrat a pour cause une condamnation encourue par le maître ou par l'apprenti, on convient qu'il y a lieu à des dommages et intérêts au profit de l'autre partie.

Mais il y a controverse sur ce point, quand c'est la mort de l'apprenti, du patron ou de sa femme, — ou bien l'appel au service militaire, c'est-à-dire un cas de force majeure qui vient rompre le contrat.

On soutient, dans une opinion (1), qu'il faut appliquer ici l'art. 1148 du Code civil, et dire qu'il n'y a lieu à aucuns dommages et intérêts « lorsque, par suite « d'une force majeure ou d'un cas fortuit, le débiteur a « été empêché de donner ou de faire ce à quoi il était « obligé ».

Mais nous sommes ici, non pas en présence d'une obligation unilatérale, — mais d'obligations synallagmatiques qui, pour chacune des parties ne naissent que successivement, au fur et à mesure des prestations de l'autre partie. Nous voulons dire que l'apprenti ne doit du travail et de l'argent que comme prix de l'enseignement qu'il reçoit ; que ce prix soit payable d'a-

(1) V. Hayem et Périn, *op. cit.*, p. 173 et suivantes, et les auteurs qu'ils citent.

vance en argent, ou après les leçons seulement et en travail productif, peu importe, sa dette n'est pas née tout d'un coup, mais peu à peu, et le contrat n'a fait que statuer sur l'exigibilité de cette dette.

L'expression dommages et intérêts est impropre : il y aura lieu seulement ou à une restitution partielle, du prix payé d'avance, ou au paiement devenu exigible d'une dette en réalité échue.

Nous n'admettons pas la distinction que propose Dalloz (1). Selon cet auteur, dans le seul cas où le contrat obligeait le maître, non seulement à instruire mais à loger et à nourrir l'apprenti, il y aurait lieu à répétition du prix en argent payé d'avance pour la quotité s'appliquant au logement et à la nourriture ; mais il déclare toute répétition impossible, s'il n'y a pas de prix d'apprentissage stipulé en argent.

Il nous semble que l'obligation de fournir l'enseignement n'est, pas plus que celle de fournir la nourriture, « à proprement parler une obligation unique, « mais se compose d'une série d'obligations successives ayant chacune leur prix (2).... ».

Et d'autre part, nous ne voyons pas en vertu de quel principe juridique, on déciderait autrement quand le prix de l'enseignement ou de la nourriture est stipulé en nature, autrement quand il est stipulé en argent : à

(1) *Répertoire*, v° *Industrie et Commerce*, n° 83.

(2) Hayem et Périn, *op. cit.*, p. 178.

chaque instant, la justice doit apprécier en argent la valeur d'une autre prestation. Notre cas ne sera même pas particulièrement difficile ; on consultera l'usage ou des gens du métier.

Il y aura souvent lieu, d'ailleurs, de compenser les dettes de l'une et de l'autre partie, avant de savoir qui, du maître ou de l'apprenti, devra définitivement payer une somme à l'autre ; cela arrivera surtout quand le prix de l'apprentissage consistera à la fois en argent payé d'avance et dans le travail des derniers mois, ou quand le maître aura, dès le début, donné à l'enfant un léger salaire.

CHAPITRE III

LA DESTINÉE DE L'APPRENTISSAGE

Le contrat d'apprentissage est quelquefois vivement attaqué. Un publiciste, qui s'est beaucoup occupé des questions se rapportant au travail des enfants, l'appelle : « Une sorte de vente de l'enfant dont le travail « doit appartenir à son maître pendant un certain « temps (1) ». L'auteur lui-même convient que sa définition paraîtra sévère.

Il est malheureusement vrai que dans tel cas particulier, elle se trouve plus exacte que la définition de la loi. Mais cela ne tient pas à la nature du contrat d'apprentissage; il n'est mauvais que si l'une ou l'autre des parties n'exécute pas les obligations qu'il impose, et surtout si l'on oublie son véritable objet. A

(1) Malapert, *Journal des Économistes*, novembre 1885 (article sur le fonctionnement de la loi de 1874 dans le département de la Seine).

ce double point de vue, il y a de graves abus dans la pratique actuelle de l'apprentissage.

Quelques-uns sont nés de la situation nouvelle de l'industrie. Beaucoup de métiers se sont divisés en des spécialités nombreuses; et, dans chaque atelier, on n'apprend à l'enfant qu'une partie de sa profession, ce qui ne suffit pas à lui assurer toujours une place quand il a quitté son premier patron. L'agglomération de nombreux ouvriers dans la fabrique actuelle met d'ailleurs l'apprenti loin des yeux du chef de l'entreprise, et ce n'est plus le patron qui lui enseigne le métier, mais souvent un ouvrier, imbu de ce préjugé qu'il va contre son intérêt et contribue à la baisse du salaire, s'il fait de « *l'attrape-science* » un trop bon élève (1).

Le contrat d'apprentissage est rarement écrit, et la simple parole des parties les lie trop peu en fait. Les enfants quittent facilement l'atelier et même la profession, et ces changements continuels empêchent tout apprentissage sérieux.

Les conditions de la vie privée, d'autre part, se sont

(1) Nous relevons ce passage dans un rapport de M. Nusse sur *l'Enseignement technique à l'Exposition universelle de la Société des Arts et Sciences industrielles* : « La nécessité de « cette école (professionnelle de chapellerie) est démontrée « par les usages des ouvriers chapeliers. Chaque patron est « contraint par eux, à peine de mise à l'index, de ne faire

modifiées, et peu de patrons acceptent aujourd'hui de coucher l'apprenti chez eux ; beaucoup même remplacent la nourriture par un salaire qui est loin d'en représenter la valeur. L'enfant dès lors n'est là, comme l'ouvrier ordinaire, qu'aux heures de travail, et cela aide le maître à perdre complètement de vue les devoirs moraux qui naissent pour lui du contrat.

Malheureusement, certains industriels aggravent le mal en spéculant sur la division du travail. Sous le nom d'apprentis, ils emploient aux besognes faciles de jeunes ouvriers, des « *petites mains* », comme ils disent, se contentant de quelques ouvriers d'expérience pour donner aux produits le dernier coup de main auquel la machine ne peut pas toujours suppléer. L'enfant chez eux n'apprend rien, en dépit du titre menteur qu'on lui donne, et fournit néanmoins plusieurs années d'un travail presque gratuit.

Il est juste de dire que souvent cet état de choses, véritable exploitation de l'enfant, est moins l'effet d'un calcul prémédité que d'une sorte d'entraînement, résultat de lentes transformations.

« qu'un apprenti par année, et chaque année cet apprenti unique est tenu de changer d'atelier ». (*Bulletin de la Société de Protection*, numéro de janvier-février-mars 1887, p. 40.)

Tels sont les faits qui ont affaibli et menacent de détruire l'enseignement dans l'atelier.

Cette situation créée en partie par la négligence des industriels, s'est retournée contre eux ; aujourd'hui les chambres syndicales de patrons sont unanimes à se plaindre de la pénurie de bons ouvriers. Quelques-uns reconnaissent loyalement les causes du mal ; tous cherchent les moyens d'y remédier.

Pour certains esprits, le contrat d'apprentissage est condamné, et c'est *l'école professionnelle* qui doit le remplacer.

L'expérience de cette dernière institution n'est pas assez longue pour qu'on puisse porter sur elle un jugement définitif. On peut cependant examiner si les formes qu'elle a prises jusqu'à ce jour ont répondu aux besoins auxquels le contrat d'apprentissage ne semble plus suffire.

Il ne faut pas compter au nombre des écoles professionnelles les écoles d'arts et métiers de l'État, elles forment des contre-maîtres pour la grande industrie, mais non des ouvriers.

Quant aux écoles professionnelles fondées par la Ville de Paris pour quelques industries (1), on peut,

(1) Rue de Renilly et à la Villette ; les écoles professionnelles municipales de filles semblent surtout attirer les jeunes filles du petit commerce ou de la petite bourgeoisie, — et former

semble-t-il, leur adresser les critiques que fait M. Nusse à ces « écoles professionnelles où l'on fabrique coûteusement des choses inutiles, d'où l'enfant sort « sans valeur technique, véritable déclassé industriel, « trop théoricien, pas assez expérimenté pour être « ouvrier, insuffisamment instruit pour jouer le rôle « de contre-maître, n'ayant pour tout bagage qu'une « grande exaltation d'orgueil » (1).

Ces écoles coûtent très cher à la Ville; il ne semble pas néanmoins qu'elles aient la pleine faveur des familles. C'est qu'en effet, le temps relativement long (quatre ans) de la durée des études, en éloigne les enfants des ouvriers pauvres. Les ressources du budget municipal sont tout à fait insuffisantes pour que jamais, d'ailleurs, on puisse créer une école pour chaque industrie parisienne, — en admettant qu'il soit légitime d'imposer aux contribuables la charge d'institutions qui ne profiteront jamais qu'à un très petit nombre de privilégiés.

L'initiative privée a, de son côté, fondé des écoles professionnelles. Quelques-unes semblent pleinement

des institutrices ou au moins des peintres sur porcelaine, etc., — sauf peut-être celle de la rue Fondary, où l'on forme des femmes de chambre, des corsetières. V. d'ailleurs *Bulletin de la Société de Protection*, numéro de janvier-février-mars 1886, p. 48.

(1) *Bulletin de la Société de Protection*, numéro de juillet-août-septembre 1887.

réussir au point de vue de l'enseignement du métier : on peut citer, pour les jeunes ouvriers, l'Institution Saint-Nicolas, et pour les filles, une quantité d'ouvrirs laïques ou congréganistes. Il importe de remarquer que, dans ces maisons, l'enseignement professionnel se donne dans de véritables ateliers, et que les produits confectionnés par les apprentis sont vendus. A Saint-Nicolas, par exemple, ce sont les frères des écoles chrétiennes qui dirigent la maison, mais les treize maîtres d'atelier sont de véritables patrons bénéficiant, en échange de leurs leçons, du travail des élèves.

C'est aussi sur ce double principe de l'enseignement pratique dans un véritable atelier fabriquant pour la vente, complété seulement, mais non pas dominé par l'enseignement théorique que certaines chambres syndicales ont, à leur tour, fondé des écoles professionnelles.

À certains égards, ces écoles (1) rendent de réels services; mais elles ne vivent que grâce à d'assez grosses subventions du ministre du commerce ou de la Ville qui viennent s'ajouter aux sacrifices des membres des chambres syndicales, et, malgré leur budget rela-

(1) Par exemple, l'*Ecole des tailleurs*, l'*Ecole d'horlogerie*, l'*Ecole des ouvriers mécaniciens* (cette dernière fondée, fait remarquable, par la Chambre syndicale ouvrière).

tivement considérable, elles ne forment que quelques ouvriers.

L'*École Gutenberg*, école professionnelle syndicale d'imprimerie, présente un caractère particulier ; à côté de ses élèves proprement dits, elle s'ouvre plusieurs fois par semaine à des apprentis qui travaillent autre part dans certaines maisons de Paris, et ne viennent à l'école à tour de rôle que pour y recevoir une instruction technique, un peu plus élevée, mais néanmoins très pratique, puisqu'elle se donne pendant le travail, devant les presses et les machines. Cette école aussi a dû demander des subventions à l'Etat et à la Ville de Paris.

D'autres chambres syndicales, proportionnant mieux leurs efforts à leurs ressources, et peut-être aussi au véritable résultat qu'on veut atteindre, se sont contentées de fondations plus modestes, et peut-être plus fécondes.

Rien n'est instructif à cet égard comme la lecture d'une discussion qui a eu lieu le 21 juin 1887, à une réunion de la *Chambre syndicale des industries diverses*, et dont nous trouvons le compte rendu dans le *Bulletin de la Société de protection des apprentis* (1). Il y a là des vues très judicieuses et très pratiques sur la question des écoles professionnelles ; sans les dénigrer par système, en reconnaissant, au contraire les bons résul-

(1) Numéro d'octobre-novembre-décembre 1887.

tats obtenus parfois, les membres de la Chambre, en grande majorité, se prononcent contre leur généralisation, et formulent, à l'unanimité, la conclusion suivante : « *L'enseignement professionnel, pour produire des résultats pratiques et rapides, doit être donné à l'atelier industriel; il doit être complété par des cours professionnels* ».

C'est la solution qui nous semble actuellement la meilleure, en même temps qu'elle est la plus facilement réalisable.

Plusieurs syndicats professionnels ont d'ailleurs entrepris l'exécution de ce programme, en fondant des *cours du soir*, où l'apprenti, et même l'ouvrier, quelquefois mieux à même d'en profiter, viennent recevoir un enseignement toujours utile, souvent nécessaire à la vraie connaissance de leur métier. C'est ainsi que les cours de dessin spécial se sont multipliés, et quelquefois aussi des cours de mécanique, de physique et de chimie appliquées, d'autant mieux suivis que les professeurs savent mieux se borner aux éléments de théorie pour éclairer simplement la pratique.

Quant à cette pratique, c'est dans l'atelier seul qu'elle peut s'enseigner véritablement. Savoir un métier, ce n'est pas seulement être capable de faire un produit donné; c'est aussi tenir compte, en le faisant, « du prix du temps, de la matière première, de la main-d'œuvre, des conditions de la fabrication marchande », toutes choses qu'on n'apprend pas dans

ces fastueuses écoles professionnelles où le temps et les matériaux sont gâchés aux frais de l'État, comme l'encre et le papier dans les écoles primaires.

Au fond, et en analysant les conditions de leur fonctionnement, les écoles professionnelles privées, que nous avons citées comme donnant d'incontestables résultats, sont tout simplement *des ateliers où le contrat d'apprentissage s'exécute loyalement, complétés par des cours professionnels* (1).

Or, il est possible d'arriver, en dehors de ces établissements, dans l'atelier du patron ordinaire, à cette exécution loyale du contrat, et cela sans qu'il y ait nécessité de modifier la loi de 1851.

Quand on a voté cette loi, un amendement qui fut rejeté, voulait y introduire une disposition imposant aux parties l'adoption d'un contrat écrit, dont les clauses auraient été rédigées par le conseil de prud'hommes. C'eût été là supprimer la liberté de la convention, et cette intervention forcée eût pu, en se

(1) De grands industriels, M. Chaix (imprimeur), la Compagnie des Chemins de fer du Nord, par exemple, ont organisé pour leurs apprentis des ateliers spéciaux, auxquels ils donnent le nom d'écoles professionnelles. Ce système, qui n'est praticable que dans des établissements très considérables, donne d'excellents résultats : bien entendu, là aussi, l'enseignement de l'atelier est complété par des cours. — On voit, d'ailleurs, que le mot *école professionnelle* correspond à des institutions assez différentes les unes des autres.

montrant vexatoire et tyrannique pour les patrons, peut-être aussi pour les familles, porter le dernier coup à l'apprentissage. Mais cet amendement s'inspirait de cette idée vraie que la volonté des parties gagnerait souvent à être éclairée.

Or, ce rôle de conseiller, l'initiative privée, — qu'on prend trop facilement l'habitude d'oublier pour ne penser qu'à l'Etat et à ses lois réglementaires, — l'initiative privée a trouvé divers moyens de l'exercer ; mais à la grande différence de cet arbitrage qu'on voulait rendre obligatoire, celui dont nous allons parler est librement accepté des parties et, à cause de cela, jouit d'une grande force morale, quand il se prolonge ensuite pendant toute la durée de l'apprentissage.

Des *sociétés de patronage* se sont fondées depuis longtemps déjà, puisque nous avons dit que l'art. 3 de la loi de 1851 avait entendu sanctionner leur rôle. Elles ont toutes au fond pour but de remédier à ce relâchement des liens naturels d'une profession commune, que la suppression radicale des corporations et la réaction individualiste qui l'a suivie ont amené entre le patron et l'ouvrier, et dont les conséquences sont particulièrement mauvaises entre le patron et l'apprenti. Ce que la corporation faisait autrefois pour ce dernier, elles cherchent à le faire aujourd'hui ; elles veillent à ce qu'on insère au contrat les clauses les plus favorables, non seulement au bien-être matériel de l'apprenti, mais à son instruction professionnelle, et

s'assurent ensuite que ces clauses ne restent pas lettre morte. D'autre part, le patron accepte et souvent recherche cette intervention, parce qu'il sait qu'elle lui facilitera singulièrement l'accomplissement de ses devoirs, et qu'on n'exigera de lui soins et dévouement qu'en lui assurant en retour l'obéissance et la fidélité de l'apprenti; il ne sera pas placé dans l'alternative de voir son élève, au moment où son travail va commencer à payer les leçons reçues, désertir son atelier pour aller gagner ailleurs, ou de se lancer dans un procès coûteux contre un insolvable; la question ira d'abord devant un tribunal aussi impartial, et la plupart du temps aussi respecté, que le conseil des prud'hommes.

Nous venons d'écrire, quelques lignes plus haut, le mot *corporation*. Et justement la forme la plus nouvelle, et à certains égards la plus intéressante du patronage est exercée par ces syndicats professionnels qui marquent si nettement un retour visible de l'opinion vers un régime corporatif.

C'est ainsi, pour ne citer qu'un exemple, qu'à côté de la *Chambre syndicale des fleurs et plumes*, fonctionne l'*Assistance paternelle des apprenties* de cette industrie; elle invite les parents à s'adresser à elle pour le placement en apprentissage, qu'elle fait chez les patrons acceptant ses conditions et son contrôle; elle comptait, en 1886, soixante-huit contrats en cours d'exécution.

D'autres chambres se sont contentées de donner indirectement une bonne impulsion à l'enseignement professionnel dans les ateliers, en invitant les patrons à faire inscrire leurs apprentis, en même temps qu'*aux cours du soir*, à des *concours pratiques* organisés régulièrement entre les apprentis de même année, avec exposition des travaux et récompenses aux plus habiles.

Il n'y a là encore, en général, que d'heureux essais. Ils ont été précédés de loin par des sociétés qui s'occupent indistinctement des apprentis de tous métiers. Celle que nous devons nommer d'abord, c'est la *Société de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures*. Nous avons, pour agir ainsi, cette première raison, déjà suffisante peut-être, que son *Bulletin* a été (à côté de notre expérience personnelle souvent insuffisante), le principal document consulté par nous, dans ce chapitre; et surtout cette société prête son appui moral et même matériel, à nombre d'autres (1). En dehors de cette action générale elle paye d'exemple, et patronne directement quatre-vingt-dix apprentis environ (2).

(1) La Société de Protection a beaucoup contribué au mouvement d'opinion qui a abouti à la loi de 1874. Elle encourage très largement, selon sa formule, « tous les moyens » qui, en respectant la liberté de l'industriel et l'autorité du « père de famille, agissent en conformité de la pensée des lois sur l'apprentissage et sur le travail des enfants dans les manufactures ».

(2) Chiffre donné dans le Rapport de 1887.

Nous pourrions citer ensuite la *Société d'apprentissage de jeunes orphelins*, — et d'autres encore ; mais nous ne voulons ici que choisir quelques types distincts. C'est à ce titre que nous allons parler des maisons de patronage.

La *maison de patronage* n'est d'ailleurs qu'une forme plus complète de la société de patronage. La plupart de ces maisons ont un caractère religieux : les protestants et les israélites ont les leurs ; naturellement, les maisons catholiques sont les plus nombreuses. Il s'est même fondé, sous les auspices du Conseil municipal de Paris, un patronage « *laïque* » (1), — on a, paraît-il voulu dire *neutre*, et ne faisant pas acception des opinions religieuses. Dans toutes ces maisons, le but commun est non seulement de protéger les enfants à l'atelier, mais de leur procurer, pendant le jour du repos, avec de bons conseils, des plaisirs honnêtes.

Nous prenons comme exemple deux de ces établissements que nous connaissons mieux, et qui d'ailleurs représentent deux œuvres différentes à plusieurs égards.

L'un est *laïque* (ce qui ne veut plus dire, comme tout à l'heure, sans religion) ; c'est la *maison de famille* (2) de la *Société des amis de l'enfance*. Il s'agit d'enfants pauvres, orphelins ou sans famille, adop-

(1) Rue Bérenger.

(2) Rue de Crillon, quartier de la Bastille.

tés par la société, avant l'âge de l'apprentissage, et auxquels on a commencé par assurer dans une autre institution, l'enseignement primaire. La société intervient sans garantie au contrat d'apprentissage, et, chose remarquable, obtient toujours des contrats écrits : ses pupilles, au nombre d'environ quatre-vingt-dix, dont beaucoup sont apprentis ébénistes, logent et sont nourris chez les patrons. Aucun d'eux n'habite chez ses parents, mais plusieurs couchent à la maison de famille ; tous y passent le dimanche, et y reçoivent entre les heures de jeu l'instruction religieuse et des notions complémentaires d'instruction primaire. Les membres de la société visitent régulièrement les ateliers et, en surveillant l'exécution des contrats, s'entendent particulièrement avec les patrons pour que les enfants soient envoyés à des cours du soir, par exemple à ceux des syndicats. Une société de secours mutuels rattache, après l'apprentissage, les jeunes ouvriers à la maison de famille.

Le *patronage Notre-Dame-de-Grâce* (1), est dirigé par la Société de Saint-Vincent-de-Paul, ainsi qu'un certain nombre d'autres dans les faubourgs de Paris. Il ouvre sa porte à tous les enfants que lui adressent régulièrement leurs parents ; le directeur a fait cette année 77 placements et 1,189 visites pour surveiller l'exécution de nombreux contrats dans des ateliers très variés ;

(1) Rue Lourmel, à Grenelle.

des cours professionnels ont lieu tous les soirs ; le dimanche, on compte en moyenne 293 présences. Ce chiffre considérable s'explique par ce fait qu'à côté des apprentis placés par l'œuvre, celle-ci a le bonheur de conserver son influence, volontairement acceptée, sur les jeunes ouvriers qui ont terminé leur apprentissage, très souvent jusqu'à leur mariage. Tous les ans une grande exposition réunit les travaux envoyés par les apprentis des patronages de la société et des patronages laïques qui y sont affiliés. C'est à la Sorbonne, dans la grande salle des distributions de prix du Concours Général, qu'on leur remet leurs médailles.

Si nous avons cru devoir donner ces détails, sur les maisons de patronage, c'est qu'elles constituent à nos yeux, de toutes les formes de protection, la plus féconde, parce qu'elles ne négligent pas, dans l'éducation professionnelle, le côté moral, si important même au point de vue de la valeur technique que peut acquérir l'apprenti. En effet, pour faire un bon ouvrier, il faut un honnête homme.

TROISIÈME PARTIE

LES LOIS PROTECTRICES

CHAPITRE PREMIER

HISTOIRE ET JUSTIFICATION DE CES LOIS. — LEUR SPHÈRE D'APPLICATION

§ 1. *Histoire et justification des lois protectrices.*

Il nous faut d'abord faire en quelques mots l'histoire de la législation protectrice du travail des enfants.

La première mesure de ce genre se trouve dans le décret du 3 janvier 1813, *contenant des dispositions relatives à l'exploitation des mines*, qui cherchait à prévenir des accidents trop fréquents. L'art. 29 s'occupe spécialement des enfants : « Il est défendu de laisser
« descendre ou travailler dans les mines ou minières
« des enfants au-dessous de dix ans ».

Mais déjà l'Angleterre avait dû réglementer, dans

un bill de 1802, l'emploi des enfants dans les manufactures de coton; et les bills se succédèrent à de courts intervalles depuis cette époque, complétant ce premier acte et s'étendant aux autres manufactures. En France, la grande industrie s'est développée plus tard : il n'y a donc rien d'étonnant à ce que notre première loi sur le travail des enfants dans les manufactures date seulement de 1844.

On se heurtait d'ailleurs, dans cette œuvre d'humanité, à de vives résistances : les moralistes repoussaient l'idée même de la réglementation, au nom du respect dû à l'autorité des pères de famille; les économistes invoquaient contre elle l'intérêt et la liberté de l'industrie.

La première objection est la plus grave et renferme certainement une part de vérité : nous l'avons dit, nous croyons qu'une loi réglementaire serait funeste, si elle portait atteinte à la puissance paternelle; mais si la loi est bien faite, son effet général doit être, au contraire, d'aider le père de famille à remplir librement son devoir d'éducation. En effet, aux tristes abus de l'enfance⁽¹⁾ qu'avait amené le développement industriel, le père ne participait ordinairement que passivement et malgré lui. L'emploi des enfants sans aucune limite d'âge augmentait dans une proportion anormale le nombre des ouvriers, et, le bon marché de cette main-d'œuvre aidant, diminuait le salaire des adultes;

(1) V. Jules Simon, *L'Ouvrier de huit ans*.

dès lors, et par une sorte de cercle vicieux, pour nourrir l'enfant, il fallait le mettre à l'usine le plus tôt possible, et accepter les conditions qu'on lui faisait; la concurrence rendait ces conditions dures et impitoyables, les concessions que pouvait faire la charité d'un patron se traduisant pour lui par l'élévation du prix de revient.

Une bonne réglementation doit être telle qu'au moins dans les circonstances ordinaires l'autorité paternelle justement exercée ne la sente pas et ne la rencontre nulle part : et très souvent, c'est à cette réglementation même que le père de famille devra, sans s'en douter, la liberté dont il jouira dans ces limites ; sans elle, en effet, il eût rencontré sur son chemin des nécessités plus impérieuses encore que la loi.

Quant à la liberté de l'industrie, nous la croyons tout à fait en dehors du débat; le travail de l'enfant n'est pas une marchandise à laquelle on puisse sérieusement appliquer la maxime : « Laissez faire, laissez passer ». Réprimer certains excès, c'est simplement enlever à la concurrence une arme déloyale, immorale, et rendre la lutte possible pour les patrons soucieux de leurs devoirs d'humanité. C'est à ceux là que la loi doit assurer la liberté d'agir suivant leur conscience, sans sacrifier leur industrie. Il en est ici de même que pour la liberté des conventions en général : elle ne consiste pas à pouvoir impunément contracter contre le droit et l'équité; et en particulier elle ne con-

siste pas à pouvoir abuser à son aise de la faiblesse d'un enfant. Nul ne conteste à la loi le droit de préserver le mineur de toute lésion dans son patrimoine, et dans ce but, d'entourer les contrats qui concernent ses biens de restrictions et de contrôle. N'a-t-elle pas, à plus forte raison, le devoir de le préserver de toute lésion dans son corps et dans son âme, — et de surveiller de près ce contrat de travail, dans lequel on dispose de la personne de l'enfant ?

Enfin, l'intérêt industriel bien entendu est, loin d'y rien gagner, gravement compromis en réalité, par l'abus de l'enfance. Cela est vrai surtout, si l'on pense que le but de la production n'est pas seulement le bénéfice net à réaliser, et qu'une industrie n'est pas vraiment prospère quand elle tue ceux qu'elle devrait faire vivre. Et si l'on oubliait trop longtemps que le travail est fait pour l'ouvrier, — c'est, par un triste châtiment, l'ouvrier qui manquerait au travail, le jour où les générations étiolées cesseraient peu à peu de se renouveler.

Aussi, on doit le dire à leur gloire, ce sont des manufacturiers éclairés à la fois sur leurs devoirs et leurs vrais intérêts, qui ont eu, en France, l'initiative du mouvement de l'opinion. C'est la Société industrielle de Mulhouse qui, dès 1827, signala les abus à l'attention publique, et ouvrit la voie à la célèbre étude de M. de Villermé sur la condition des ouvriers (1837-1840).

Ainsi fut préparée la loi du 22 mars 1841, *relative au*

travail des enfants employés dans les manufactures, usines ou ateliers.

Nous n'avons pas à analyser en détail cette loi, dont le principe et le système répressif ont été reproduits par la loi de 1874.

Elle est empreinte d'une certaine timidité, naturelle et même heureuse pour une première intervention dans une matière où la législation doit attendre sa plus grande force des mœurs publiques. Elle permettait l'admission de l'enfant au travail industriel dès huit ans, et ne visait que les usines à moteur mécanique ou à feu continu, ou, parmi les autres, celles qui occupaient plus de vingt ouvriers réunis en atelier. Elle laissait, même sur ces points, très large la part des règlements d'administration publique, et ainsi la réforme aurait pu se faire progressivement et sûrement. Malheureusement, ces règlements n'intervinrent pas ; et d'autre part les prescriptions insuffisantes en elles-mêmes de la loi ne furent pas observées, faute d'une organisation solide de l'inspection. — Un projet de réforme voté par la Chambre des Pairs, en 1848, fut arrêté par la révolution de Février.

La loi de 1844 fut complétée par la loi des 22 février-4 mars 1851 *relative aux contrats d'apprentissage*. Nous nous sommes assez longuement étendu sur les parties de cette loi qui règlent les effets civils du contrat. Mais comme nous l'avons dit, elle présente d'autres dispositions, mesures de protection sanctionnées

par des peines comme celles de la loi de 1841, et s'adressant à une catégorie d'enfants que celle-ci laissait presque tout entière en dehors de son action : en effet, l'apprentissage existe surtout dans les professions où il n'y a pas de moteur mécanique, et dans le petit atelier qui occupe moins de vingt ouvriers.

En 1870, un projet de loi avait été présenté au Sénat impérial, au nom du gouvernement, par MM. Plichon et Louvet; après la guerre, une courte proposition de M. Joubert, remaniée et étendue dans le sens de ce premier projet par la Commission de l'Assemblée nationale, profondément modifiée encore au cours des trois délibérations, devint la loi du 19 mai 1874 *sur le travail des enfants et des filles mineures dans l'industrie*.

Cette loi abroge et remplace la loi de 1841, mais tout en déclarant un certain nombre de ses articles applicables aux enfants placés en apprentissage, elle laisse subsister la loi de 1851, non seulement en tant qu'elle régit le contrat d'apprentissage, mais aussi dans certaines de ses dispositions protectrices et pénales. A certains égards, c'est une cause de réelles difficultés, qui tiennent précisément au renvoi fait à la loi de 1851 par la loi de 1874, en termes exprès et qui semblent limitatifs. En principe, les apprentis étant des « enfants employés dans l'industrie », ils doivent recevoir la même protection que les autres, et il ne doit y avoir de différences entre les deux situations que

celles qui résultent de la nature particulière du contrat d'apprentissage.

Enfin, nous rencontrerons dans cette partie de notre étude la loi de 1882 *sur l'enseignement obligatoire*, qu'il nous faudra, elle aussi, combiner avec la loi de 1874.

Quant aux règlements d'administration publique qui ont développé la loi de 1874, nous signalerons quelques-unes de leurs dispositions, mais nous n'avons pas l'intention de les suivre dans leurs détails, non plus d'ailleurs que de commenter article par article les lois protectrices ; nous entendons seulement marquer les limites de leur action, donner un aperçu du régime qu'elles créent, et décrire rapidement leur mode de contrôle et de répression.

§ 2. *Sphère d'application des lois de 1851 et de 1874.*

La protection légale est loin de couvrir tous les enfants qui travaillent. Elle est limitée d'abord aux enfants employés dans l'industrie, encore s'arrête-t-elle à la porte de certains ateliers ; enfin elle ne suit l'enfant que jusqu'à un certain âge.

I. Et d'abord, d'après son art. 1, de la loi du 19 mai 1874, n'est relative qu'aux enfants « employés à un « travail industriel dans les manufactures, fabriques, « usines, mines, chantiers ou ateliers ».

Cette énumération limitative ne comprend en principe ni les travaux agricoles, ni le commerce, ni le service domestique, ni certains emplois plus ou moins assimilables aux professions libérales, comme celles d'employé de bureau ou de comptable dans les administrations publiques ou privées.

On comprend que dans certains cas il sera délicat de savoir si la loi doit s'appliquer; l'expression « travail industriel » est fort large et par conséquent un peu vague; il en est de même des mots « chantier, atelier ». Nous croyons qu'il ne faut pas regretter ce manque de précision : cela permet, par exemple, de considérer la ferme comme un atelier ou un chantier dès que le travail y « emprunte la forme et les moyens pratiqués par « l'industrie ». Et c'est bien là l'esprit de la loi, puisque c'est M. E. Tallon, rapporteur de la commission, qui s'exprime ainsi et qui fait application de cette idée à la machine à battre. Il ajoute :

« La nature industrielle du travail ne résulte donc
« pas de l'emploi des enfants à des travaux qui s'exécutent à l'aide de machines; le groupement des ouvriers
« en ateliers ou chantiers, la location de leurs services
« à des entrepreneurs, les conditions mêmes du travail
« exécuté d'une manière plus pénible ou plus prolongé
« que ne le sont d'ordinaire les travaux de la campagne,
« peuvent influencer sur le caractère à attribuer à ce travail et doivent entrer dans les appréciations des ma-

« gistrats qui ont mission de procéder à sa détermination et à sa qualification ».

Le tribunal de la Seine considère comme protégés par cette loi, à l'occasion, les enfants employés dans la plupart des industries de l'alimentation, qui se présentent d'ordinaire comme de simples commerçes, même chez les épiciers et les marchands de comestibles. Il y a là une extension quelque peu arbitraire de la loi.

Nous ne citerons qu'un exemple des difficultés pratiques d'interprétation sur ce point. Il s'agit du travail à l'aiguille qui occupe tant de filles mineures. Quand devient-il un travail industriel? Faut-il, comme le veut un avis de la Commission supérieure du 4^{er} décembre 1875, distinguer entre les ateliers de couture « qui confectionnent à l'avance des objets destinés à être mis en vente ultérieurement et ceux qui exécutent une commande pour une personne déterminée, comme les couturières, les modistes...., etc. »? Il semble bien que cette distinction se base sur les exigences de l'usage plutôt que sur l'esprit de la loi; à ce dernier point de vue, il faut dire avec M. Tallon que « la tolérance à accorder en faveur de la liberté du travail ne doit pas l'être suivant le but de la vente ou selon la nature de la clientèle. » Selon lui, « le travail à l'aiguille effectué dans les ateliers, surtout avec l'emploi auxiliaire de la machine à coudre dont l'usage s'est généralisé, prend manifestement le caractère d'un travail industriel ». Et pourtant il nous semble impossible que l'atelier de

la couturière à façon se conforme toujours à la limite légale de la durée du travail (1).

II. La loi ne protège pas l'enfant qui travaille, même à un métier industriel, dans l'*atelier de famille*.

« La loi est, il est vrai, restée muette sur la surveillance de l'atelier de famille ; mais il ne pouvait être mis en cause, en vertu même des principes de droit et de liberté auxquels il ne convient pas de déroger. Les travaux préparatoires de la loi en font foi ; ils ont largement répandu la lumière sur cette question (2). »

C'est, en effet, dans les travaux préparatoires qu'il faut chercher le sens et la portée de cette exception. Le projet portait dans l'art. 1^{er} les mots « *employés hors de la famille* » qui finirent par être supprimés. Sans aucun doute, l'exception subsiste, puisqu'elle est fondée sur l'indépendance de l'autorité paternelle, principe d'ordre public, s'il en fut jamais, et auquel la loi n'a pas ici expressément dérogé. D'ailleurs, le rapporteur, sans s'expliquer nettement sur la cause d'une suppression qui tirait une certaine gravité des vifs débats qui l'avaient précédée, a formellement dit que la Commission n'avait pas eu, en la faisant, la pensée d'étendre la loi aux ateliers de famille. Nous croyons donc, — et ce qui est une plus sûre garantie, — le

(1) V. quels sont les *apprentis* visés par la loi de 1851, 2^e partie, p. 33.

(2) Avis de la Commission supérieure, cit. par Tallon, *op. cit.*, p. 66.

rapporteur de la loi croit lui-même (1) que les déclarations par lui antérieurement portées à la tribune, à propos des mots « hors de la famille », restent le commentaire naturel du texte qui ne les contient plus, ou mieux du principe que ce texte doit respecter.

Que faut-il donc entendre par l'atelier de famille ?

C'est d'abord la pièce de la maison paternelle où le père travaille, aidé seulement de ses enfants : « Nous ne pouvions pas, dit M. Tallon (2), venir dire au père : « Vous n'employerez pas cet enfant chez vous, alors que dans la famille, le logement se confond avec l'atelier ; car, en réalité, c'eût été expulser l'enfant du toit paternel.... »

Mais il est hors de doute que l'exception est plus large encore. En effet, la Commission de l'Assemblée nationale a demandé et obtenu le rejet d'un amendement qui, aux mots « hors de la famille », substituait ceux-ci : « hors de la maison paternelle ». Écoutons encore le rapporteur : « Nous repoussons cette expression « hors de la maison paternelle » : le mot « *maison paternelle* n'est pas une expression juridique ; il peut d'ailleurs se faire que l'enfant soit dans des conditions particulières où il n'habite pas avec le père lui-même, mais où il se trouve cependant sous

(1) Ou plutôt il ne parle même pas du doute que peut faire naître la suppression des mots « hors de la famille » (Tallon, *op. cit.*, p. 64 et suiv.).

(2) Séance du 22 janvier 1873.

« l'autorité des délégués de la puissance paternelle. « Nous avons dû repousser cette expression trop vague : « hors de la maison paternelle », pour y substituer « celle-ci, beaucoup plus nette, plus générale, et plus « véridique en même temps : « hors de la famille » (1).

Il ne suffit pas, pour que la loi soit inapplicable, que le père travaille à côté de l'enfant dans le même atelier, par exemple comme ouvrier ou même comme contre-maître. Le rapporteur l'a déclaré de la façon la plus formelle. Mais que faut-il décider au cas où l'enfant qui travaille hors de la famille n'a d'autre patron que son père ? Selon nous, ce cas échappe à la loi. Il est vrai que les commentateurs, même M. Tallon, paraissent déduire la solution contraire des travaux préparatoires. C'est un des points, d'ailleurs où, de la discussion à l'Assemblée, très touffue et peu précise, il est difficile de faire jaillir la lumière. Il nous semble toutefois que l'interprétation, que l'Assemblée avec la Commission a repoussé, est simplement celle-ci : « Les « pères de famille ou les mères de famille peuvent « employer leurs enfants partout où ils sont. » N'est-ce pas étendre la pensée de la Commission que d'appliquer la loi même quand il n'y a pas d'autre autorité à contrôler que celle du père ? alors, qu'à maintes reprises, M. Tallon a déclaré « s'arrêter devant l'autorité « du père de famille » en donnant des raisons qui ont toute leur force dans notre espèce : « Nous trouvons

(1) Séance du 23 janvier 1873.

« dans le sentiment d'affection de celui-ci (du père) une
« protection qui fera qu'il (l'enfant) ne sera pas livré à
« des excès de travail, ni à des abus de force compro-
« mettants pour sa santé. Il serait fâcheux d'intervenir
« entre le père et l'enfant ».

Puisqu'on admet que la loi ne s'appliquera pas dans certains cas où l'enfant travaillera hors de la maison paternelle, mais « sous l'autorité des délégués de la « puissance paternelle », il nous semble qu'à plus forte raison, il doit en être ainsi quand cette puissance s'exerce sans intermédiaire.

De même, quand le père emploie d'autres enfants à côté des siens, la loi pourra bien s'exercer sur un atelier qui, dès lors, ne se confond plus avec le « foyer domestique », mais seulement en ce qui concerne les enfants étrangers à la famille; cela est conforme à l'opinion de la Commission supérieure; du moins cela résulte, *a contrario*, de l'avis émis par elle, « dans le but
« d'éviter des fraudes, trop fréquentes, que les inspec-
« teurs pourront faire les constatations nécessaires
« pour s'assurer de l'identité de l'enfant employé par
« le père, quand cet enfant travaille avec d'autres au
« domicile du père, dans un atelier commun » (1).

Il faut voir encore des ateliers de famille dans les ateliers ou ouvroirs des établissements charitables.

Un membre de l'Assemblée nationale avait exprimé la crainte qu' « un inspecteur zélé ou malintentionné

(1) Avis du 13 février 1880, Cité par Tallon, *op. cit.*, p. 63.

ne voulût voir dans les œuvres de charité des ateliers soumis à sa visite.» M. Tallon (1) répondait en ces termes : « Que mon honorable collègue me permette
« encore de le lui dire ; il ne devait pas s'inquiéter que
« la loi touchât aux travaux qui se font dans les mai-
« sons d'éducation charitables, dans les ouvroirs d'or-
« phelines, notamment. C'est là, en quelque sorte, un
« travail de famille s'accomplissant sous une direction
« toute maternelle.

« Non, il ne se fait pas, en général, dans ces mai-
« sons, de spéculation sur le produit du travail, il ne
« s'y pratique pas de fabrication industrielle destinée
« à la vente, et qui doit faire naître de telles préoccupa-
« tions. Par conséquent, *les ateliers de ces maisons*
« *charitables ne sauraient tomber sous l'application de*
« *la loi.* »

Malgré cette déclaration si formelle, des contestations se sont élevées dans la pratique. Aujourd'hui, la question est, à cet égard, bien tranchée ; la Cour de cassation, par un arrêt du 18 février 1881, a décidé que les ateliers organisés dans les établissements de bienfaisance sont soustraits aux obligations de la loi de 1874 « lorsque ces ateliers fonctionnent, non en
« vue d'un bénéfice à réaliser sur le produit du travail
« qui s'y exécute, mais en vue de l'instruction et de
« l'éducation professionnelle des enfants ».

Au reste, ces ateliers sont des écoles profession-

(1) Séance du 28 janvier 1873.

nelles (Cass., arrêt du 2 mars 1860); et par conséquent la doctrine que nous venons d'exposer ne les soustrait pas à toute surveillance.

En effet, les écoles professionnelles (1) sont soumises au contrôle de l'inspection de l'enseignement primaire : mais qu'on ne s'y trompe pas, ces écoles échappent, non seulement à l'inspection spéciale créée par la loi de 1874, mais à toutes les prescriptions de cette loi ou de celle de 1851.

Il y a à cela, selon nous, d'excellentes raisons que nous aurons à exposer ailleurs (2); il est, du reste, bien entendu qu'il y a là une question de fait, et qu'au cas où ils deviennent une entreprise industrielle, ces établissements tombent sous l'application de la loi. Mais, à nos yeux, la spéculation ne résultera pas suffisamment de ce que la vente des produits obtenus servirait, aidé par l'argent de la charité, à l'entretien des enfants. Il ne faut pas oublier (3) qu'on est parti de cette idée très juste que l'ouvrier, par exemple, est un véritable *atelier de famille*.

Il y a controverse aussi sur les établissements pénitentiaires, publics ou privés. Nous n'insisterons pas sur

(1) Il s'agit ici des écoles professionnelles proprement dites, et non des ateliers d'apprentis organisés, suivant certaines méthodes, par de grands industriels et portant ce même nom. Cf. 2^e partie, p. 67, note 1.

(2) V. 4^e partie, ch. II : *Le projet de loi*.

(3) Comme semble le faire aujourd'hui Tallon, *op. cit.*, p. 50.

cette discussion, moins importante au point de vue des principes en jeu. Nous admettrons volontiers l'application pure et simple de la loi dans les établissements privés, et dans les établissements publics, le régime suivi dans les manufactures de l'Etat, où la loi est appliquée aussi, mais sans le contrôle de l'inspection spéciale, et par les soins des services techniques.

On s'est demandé enfin si les enfants étrangers étaient soumis aux lois protectrices. La jurisprudence et la Commission supérieure sont unanimes à y voir des lois de police et de sûreté qui obligent tous ceux qui habitent le territoire (C. civ., art. 3).

III. Pour achever de déterminer la sphère d'application des lois de 1851 et de 1874, il nous reste à dire jusqu'à quel âge ces lois protègent l'enfant.

Les *filles* sont protégées par la loi de 1874 *jusqu'à leur majorité* ou jusqu'à leur mariage, si elles se marient avant vingt et un ans (L. 1874, art. 4 et 5); et même l'interdiction des travaux souterrains s'applique aux femmes de tout âge, d'après l'art. 7, qui sort ainsi du cadre de la loi.

Quant aux *garçons*, ils ne sont protégés que *jusqu'à seize ans* (L. 1874, art. 4, 5, 7).

La loi de 1851 étend jusqu'à l'âge de vingt et un ans quelques mesures de protection spéciales aux enfants liés par un contrat d'apprentissage (L. de 1851, art. 4, 5, 6, 9).

CHAPITRE II

CONDITIONS DU TRAVAIL INDUSTRIEL DES ENFANTS

§ 1. *Age d'admission au travail.*

La loi de 1841 avait fixé la limite très large de huit ans; la loi de 1851 n'avait fixé aucune limite pour l'admission des enfants au travail industriel. C'est là, au contraire, un des objets principaux de la loi de 1874. D'ailleurs, l'art. 30 de cette loi la déclare expressément applicable aux apprentis sur ce point.

La règle générale et l'exception sont ainsi formulées par l'art. 2.

« Les enfants ne pourront être employés par des patrons, ni être admis dans des manufactures, usines, ateliers ou chantiers avant l'âge de douze ans révolus.

« Ils pourront être employés à l'âge de dix ans révolus dans les industries spécialement déterminées par un règlement d'administration publique, rendu sur l'avis conforme de la Commission supérieure ci-dessous instituée. »

Le décret ainsi prévu a été rendu le 27 mars 1875 et complété par un décret du 1^{er} mars 1877. Il est sans intérêt pour notre étude d'énumérer les quatorze industries qui sont autorisées à admettre les enfants dès l'âge de dix ans.

En présence de la formule générale de l'art. 1, on est tenté de trouver inutile la disposition de l'art. 7, alinéa 1 : « Aucun enfant ne peut être admis dans les « travaux souterrains des mines, minières et carrières « avant l'âge de douze ans révolus ».

Mais il faut d'abord se rappeler d'une part que le décret du 3 janvier 1813 avait fixé l'âge de dix ans. En second lieu, l'alinéa 1 de l'art. 7 interdit au gouvernement d'abaisser par décret l'âge d'admission pour les travaux souterrains des mines, comme il le peut faire pour les autres industries.

§ 2. *Durée du travail.*

La longueur de la journée de travail varie avec l'âge et le degré de l'instruction de l'enfant.

D'après la loi de 1874 (art. 3) l'enfant âgé de dix à douze ans (qu'on peut par exception employer dans certaines industries), ne peut travailler que *six heures* par jour, — et cela à la condition « que ses parents ou

« tuteur justifient qu'il fréquente actuellement une
« école publique ou privée. »

« Tout enfant, continue l'art. 8, admis avant douze
« ans dans un atelier devra, jusqu'à cet âge, suivre les
« classes d'une école pendant le temps libre du travail.
« Il devra recevoir l'instruction pendant deux heures
« au moins si une école spéciale est attachée à l'éta-
« blissement industriel.

« La fréquentation de l'école sera constatée au
« moyen d'une feuille de présence, dressée par l'insti-
« tuteur et remise chaque semaine au patron. »

A douze ans l'enfant peut, en principe, travailler la journée entière de *douze heures* divisées par des repos (L. 1874, art. 3).

Mais l'article 9 vient apporter à cette règle une grosse restriction : jusqu'à l'âge de quinze ans révolus, l'enfant âgé de plus de douze ans ne peut travailler plus de *six heures* par jour, s'il ne justifie « par la pro-
« duction d'un certificat de l'instituteur ou de l'inspec-
« teur primaire, visé par le maire, qu'il a acquis l'ins-
« truction primaire élémentaire..... » L'examen, que peut faire subir tout instituteur, public ou privé, porte simplement sur la lecture, l'écriture, les trois premières règles de l'arithmétique, la connaissance pratique du système métrique (1).

(1) Circulaire ministérielle du 20 février 1877, citée par M. Talon, p. 218, constatant l'accord entre les ministres du commerce et de l'instruction publique.

La seule différence entre la situation de l'enfant de douze à quinze ans, non muni de ce certificat et l'enfant mineur de douze ans, c'est que, pour le premier, le patron n'a pas à s'inquiéter, d'après la loi de 1874, de l'emploi donné au temps libre de travail. C'est l'interprétation admise par la Commission supérieure.

Une lettre du ministre du commerce (M. Teisserenc de Bort) du 20 mars 1876 (1) permet à l'enfant de douze à quinze ans, sans certificat, de travailler *dix heures* à la seule condition de fréquenter l'école deux heures par jour. Comment le ministre a-t-il pu donner cela pour une « interprétation exacte du texte des art. 8 et 9 » ? Nous ne pouvons y voir qu'une mesure très sage, mais absolument illégale. D'ailleurs, nous ne croyons pas qu'elle se soit officiellement généralisée, en dehors de la quatrième circonscription (Dijon), que la lettre précitée concernait.

Les deux art. 8 et 9 de la loi de 1874 édictaient ainsi indirectement l'obligation de l'instruction pour toute une catégorie d'enfants.

Aujourd'hui la loi du 28 mars 1882 a établi d'une façon générale cette obligation ; il nous faut la concilier avec les termes des dispositions que nous venons d'analyser, car les deux textes ne coïncident pas. Il faut partir de ce fait, que la loi de 1882 n'a pas abrogé la législation spéciale de 1874.

(1) Bouquet, *Commentaire de la loi de 1874*, p. 193.

La loi de 1882 rend l'instruction obligatoire jusqu'à l'âge de treize ans révolus (art. 13), à moins que l'enfant n'ait obtenu le *certificat d'études primaires* institué par l'art. 6, et pour lequel il peut subir l'examen dès l'âge de onze ans. Il faut se garder de confondre avec ce certificat celui dont parle la loi de 1874, dit *certificat d'instruction-primaire élémentaire*, ou plus simplement *certificat d'école*.

De l'art. 15 de la loi de 1882, il résulte bien que les Commissions municipales scolaires, avec l'approbation du Conseil départemental peuvent dispenser les enfants « employés dans l'industrie et arrivés à l'âge d'apprentissage », d'une des deux classes de la journée, en sorte que rien n'est changé dans la situation des enfants exceptionnellement employés de dix à douze ans,

Cela est vrai, même s'il s'agit d'un enfant de onze ans, par exemple, ayant obtenu le certificat d'études primaires. Sans doute, il est dispensé par la loi de 1882 de toute scolarité. Mais, d'une part, la loi de 1874 ne lui ouvre que certaines usines, et d'autre part, elle ne lui permet pas d'y travailler plus de six heures par jour.

C'est là une des plus mauvaises conséquences du défaut de concordance des deux lois.

De treize à quinze ans, rien n'est changé non plus : l'enfant qui a fini son temps d'école obligatoire sans obtenir le certificat d'études primaires, ne peut pendant deux ans encore, travailler la journée entière, s'il

ne produit du moins le certificat d'école de la loi de 1874 qui n'est nullement aboli par la loi de 1882.

Entre douze et treize ans, l'enfant pourra-t-il travailler la journée entière, aux termes de la loi de 1874, sur la présentation du simple certificat d'école ?

Non, d'après les textes, puisque en dehors du cas où l'enfant a obtenu le certificat d'études primaires, la loi de 1882 ne permet d'accorder aux enfants employés dans l'industrie que la dispense d'une classe sur deux. Il semble donc que jusqu'à treize ans, l'enfant sera soumis au régime dit du *demi-temps*, avec scolarité obligatoire et surveillée par le patron ; en un mot, au régime institué par la loi de 1874 pour les enfants de dix à douze ans, avec cette différence que de douze à treize ans le travail de demi-temps serait permis dans l'industrie en général.

En fait, c'est l'opinion contraire qui a prévalu malgré la loi ; elle avait pour elle les nécessités de la pratique ; et puis le certificat élémentaire créé par la loi de 1874 subsistant, on a jugé qu'on devait lui laisser produire tous les effets que lui donne cette loi (1).

L'apprenti est-il placé au point de vue de la durée du travail et de l'obligation scolaire, dans les mêmes conditions que l'enfant ouvrier ?

L'art. 3 de la loi de 1874 est un de ceux qui sont formellement déclarés applicables aux apprentis. Cela

(1) Avis de la Commission supérieure du 2 juillet 1884.

semble clair, et il semble qu'il ne doive rien subsister à cet égard de l'art. 9 de la loi de 1851 qui réglait ce même point de la durée du travail.

Mais le premier alinéa de cet art. 9 est ainsi conçu :
« La durée du travail effectif des apprentis âgés de
« moins de quatorze ans, ne pourra dépasser dix heures par jour. »

On voit que pour la période qui va de douze à quatorze ans, ce texte est plus favorable à l'apprenti que la loi de 1874, puisqu'il limite la journée à *dix heures* au lieu de *douze*. Aussi a-t-on prétendu que, sur ce point, et sur ce point seulement, l'art. 9 de la loi de 1851 n'avait pas été abrogé par la loi de 1874.

« Le législateur de 1874, dit M. Tallon (1), n'a nullement abrogé les dispositions favorables de la loi du 22 février 1851. En employant une forme, nouvelle peut-être en matière législative, mais qui offre du moins l'avantage de bien peindre sa pensée, il a déclaré que « les art. 2, 3, 4 et 5 de la présente loi sont applicables aux enfants placés en apprentissage et employés à un travail industriel ». De là cette conséquence, que toutes les mesures résultant de l'application des articles visés, qui présentent une amélioration du sort des enfants, sont étendues aux apprentis. La loi de 1851 subsistera au contraire, et conservera ses effets dans toutes les mesures plus

(1) *Op. cit.*, p. 89.

« favorables aux enfants, qui résulteraient de son texte
« combiné avec les termes de l'art. 3 de la loi de
« 1874 (1). »

Nous ne sommes pas satisfait de ces explications. D'une part, nous ne voyons pas la base juridique de cette distinction entre les dispositions favorables ou « haineuses », comme on disait jadis, de l'art. 9 de la loi de 1851. D'autre part, il n'y a aucune bonne raison pour limiter la journée de l'apprenti plus que celle de l'enfant ouvrier.

Les art. 8 et 9 de la loi de 1874, relatifs à l'instruction primaire, ne sont pas formellement déclarés applicables aux apprentis. Quant à la loi de 1851, son article 10 est ainsi conçu : « Si l'apprenti âgé de moins
« de seize ans ne sait pas lire, écrire et compter, ou
« s'il n'a pas encore terminé sa première éducation
« religieuse, le maître est tenu de lui laisser prendre,
« sur la journée de travail, le temps et la liberté né-
« cessaires pour son instruction. Néanmoins, ce temps
« ne pourra pas excéder deux heures par jour ».

Mais, d'autre part, les termes des art. 8 et 9 sont très généraux : « *nul enfant* ne pourra être employé par un patron..... *aucun enfant*..... » De sorte qu'on s'est demandé, s'ils n'atteignaient pas l'apprenti, en

(1) *Contrà*, Nusse et Périn, *Commentaire de la loi de 1874*, p. 74.

abrogeant implicitement l'art. 10 de la loi de 1851, contraire à ces dispositions. La controverse est moins importante depuis la promulgation de la loi sur l'enseignement primaire obligatoire; désormais, l'apprenti âgé de moins de treize ans, ne peut obtenir que la dispense d'une des deux classes de la journée, tant qu'il n'a pas au moins le certificat d'école, c'est-à-dire précisément tant qu'il ne sait pas lire, écrire et compter.

Entre treize et seize ans, nous croyons qu'on doit appliquer l'art. 10 de la loi de 1851. D'abord, cela nous semble plus juridique; en outre, l'apprenti n'aura rien à y perdre : tandis que l'enfant ouvrier ne peut, dans ces conditions, travailler que six heures, l'apprenti pourra, en consacrant deux heures à son instruction scolaire, travailler dix heures, ce qui sera excellent pour son éducation professionnelle (1).

Les filles, entre seize et vingt et un ans, sont-elles assujetties à la limite de douze heures posée par l'article 3 de la loi de 1874?

Non, le texte ne parlant ici que des *enfants*, et la loi quand elle étend une disposition aux filles âgées de plus de seize ans, ayant toujours soin de le dire expressément. Il est vrai que la question perdrait toute portée pratique, si l'on tranchait dans un certain sens une

(1) La jurisprudence du Tribunal de la Seine est contraire à notre opinion sur ce point. Voy. les jugements cités par M. Tallon, *op. cit.*, p. 241.

controverse que nous allons aborder, et si la loi du 9 septembre 1848, sur le travail des adultes, était exécutée.

Il nous reste à nous demander ce qu'il faut entendre par la journée de douze heures que, d'après la loi de 1874, l'enfant pourra donner au travail, toujours de quinze à seize ans, sous certaines conditions de douze à quinze ans.

La loi dit « douze heures divisées par des repos ».

S'agit-il de douze heures de travail effectif? — ou bien les intervalles de repos sont-ils compris dans les douze heures?

Le texte nous semble formel : le mot *divisé* veut dire « *séparé par parties* » (1) et n'implique nullement l'idée d'une diminution des parties.

Le ministre du commerce, dans une lettre du 31 juillet 1883 déclare, au contraire, que la loi a « bien évidemment » entendu que la présence à l'atelier ne pourrait être que de douze heures y compris le repos ; malheureusement, il s'est cru dispensé, par leur évidence même sans doute, de donner les raisons qui emportaient ainsi sa conviction.

M. Tallon (2) donne, à l'appui de la même opinion, de sérieux arguments. D'abord si la loi de 1874 n'emploie plus les expressions très claires de la loi de 1844,

(1) Littré, v° *divisé*.

(2) *Op. cit.*, p. 80.

« douze heures de travail effectif », c'est qu'elle a voulu réaliser un progrès. En second lieu, s'il n'y a pas lieu de défalquer des douze heures le temps du repos, les enfants que la loi de 1874 déclare tout spécialement protégés jusqu'à seize ans, se trouvent en réalité dans la situation des adultes, au moins dans les usines et manufactures où, d'après le décret-loi du 9 septembre 1848 (art. 1) « la journée de l'ouvrier..... ne devra pas excéder douze heures de travail effectif ».

Nous pourrions faire remarquer qu'en 1874, cette loi de 1848 était inexécutée et entièrement oubliée, et que le législateur a fort bien pu croire qu'il donnait aux enfants une protection spéciale en faisant simplement revivre à leur profit une loi morte.

Mais nous convenons volontiers que ces considérations, présentées surtout par l'ancien rapporteur de 1874, nous font douter du véritable esprit de la loi. Malgré cela, nous concluons avec M. Bouquet (1) « qu'en l'absence d'un texte formel, il nous paraît « difficile de déclarer en contravention un industriel « qui exigerait douze heures de travail effectif » (2).

(1) *Commentaire*, p. 12.

(2) Il faut donner la même solution pour les six heures de travail des enfants de dix à douze ans.

§ 3. *Interdiction du travail de nuit.*

En principe, le travail de nuit, c'est-à-dire le travail exécuté entre neuf heures du soir et cinq heures du matin, est interdit pour l'enfant âgé de moins de seize ans. Mais la loi de 1874 prévoit deux exceptions. L'une, dont nous nous occuperons plus loin, est énoncée par l'art. 6 et concerne les usines à feu continu, spécialement réglementées à ce point de vue. L'autre est écrite dans l'art. 4, alinéa 4 : « Toutefois, au cas
« de chômage résultant d'une interruption accidentelle
« et de force majeure, l'interdiction ci-dessus pourra
« être temporairement levée, et pour un délai déterminé,
« miné, par la Commission locale ou l'inspecteur ci-
« dessous institués, sans qu'on puisse employer au
« travail de nuit des enfants âgés de moins de douze
« ans ».

L'autorisation règlera les conditions de ce travail de nuit suivant les industries et les circonstances. Nous ne croyons pas qu'en l'absence de cette précaution, on puisse appliquer de plein droit les règlements d'administration publique qui ont, en vertu de l'art. 6, organisé les conditions du travail de nuit, dans les usines à feu continu, et frapper des peines portées par la loi l'industriel qui ne s'y serait pas conformé (1) ; la

(1) *Contrà*, M. Tallon, p. 117.

seule arme légale en ce cas, pour réparer la négligence commise, serait le retrait de l'autorisation en cas d'abus.

Le législateur, en prohibant le travail de nuit pour les enfants, s'est placé au double point de vue hygiénique et moral. Ce sont des considérations exclusivement morales qui l'ont conduit à prolonger cette prohibition jusqu'à l'âge de *vingt et un ans* pour les *filles mineures*, mais seulement dans *les usines et manufactures*.

C'est là une des dispositions de la loi qui ont été le plus vivement discutées en 1873-1874; et le texte adopté est une sorte de transaction entre les partisans de la prohibition absolue du travail de nuit, même pour les femmes mariées, — et ceux de l'égalité pure et simple entre garçons ou filles à cet égard. On avait fait surtout valoir, dans ce dernier système, que la prohibition se heurtait à de véritables impossibilités de fait dans un certain nombre de professions, — dans celles, précisément, qui semblent le plus naturellement réservées aux femmes.

Ce fut pour donner satisfaction à ces observations, qu'on se décida à distinguer des autres ateliers *les usines et les manufactures*. Mais les travaux préparatoires ne sont pas assez nets pour donner à ces derniers mots un sens spécial en cette matière et la délimitation qui correspondrait à la pensée exacte du législateur est impossible à tracer sûrement. Le mieux est donc de les

définir comme le dictionnaire (1). Une usine est une « fabrique dont le produit est obtenu par des machines plus que par le travail des ouvriers ». Et une manufacture est un « établissement dans lequel on fabrique en grand certains produits de l'industrie ». Les tribunaux pourraient aussi se baser utilement sur la distinction générale que faisait, en partant à peu près des mêmes préoccupations, la loi de 1844 ; elle ne visait que les « manufactures, usines et ateliers à moteur, mécanique ou à feu continu et toutes les fabriques occupant plus de vingt ouvriers réunis en ateliers ».

La femme mariée mineure de vingt et un ans, échappe, bien entendu, à cette prohibition, le texte ne parlant que des *filles*. Nous croyons devoir en dire autant de la femme mariée mineure de seize ans, bien qu'il y ait controverse ; nous ne nous appuyons pas, d'ailleurs, comme on l'a fait pour soutenir notre opinion, sur l'intervention de l'autorisation maritale, mais simplement sur ce que la loi ne parle que des *enfants* au-dessous de seize ans, et que ce mot ne saurait comprendre la femme mariée, si jeune qu'elle soit.

La prohibition du travail de nuit des filles mineures de vingt et un ans peut être levée dans les mêmes circonstances que celle du travail des mineurs de seize ans.

(1) Littré.

Enfin, l'art. 4, que nous venons d'étudier, est un de ceux que la loi de 1874 (art. 30) déclare expressément applicables aux apprentis.

§ 4. *Repos du dimanche.*

Au moment de la discussion et de la promulgation de la loi de 1874, le repos du dimanche était sanctionné d'une façon générale par la loi du 12 novembre 1814, que d'ailleurs on n'appliquait plus. Depuis, la loi du 12 juillet 1880 l'a abrogée; mais, parmi les dispositions relatives au dimanche que cette dernière loi a expressément maintenues, se trouve celles de la loi de 1874.

L'art. 5 de la loi de 1874 dit que « les enfants âgés
« de moins de seize ans, et les filles âgées de moins de
« vingt et un ans ne peuvent être employés à aucun
« travail par leurs patrons les dimanches et fêtes
« reconnus par la loi, même pour rangement d'ate-
« lier ».

Le dimanche doit s'entendre du temps compris entre le samedi minuit et le dimanche minuit (argum. tiré des art. 57 et 59, C. civ.).

Il n'y a plus ici de tolérance accordée par la loi au cas de chômage. La seule exception légale est celle

que prévoit l'art. 6 en faveur des *usines à feu continu* (1). Mais, en fait, l'extension donnée par la jurisprudence à l'application de la loi, a amené sur ce point, de la part des inspecteurs, des tolérances approuvées par la Commission supérieure (2).

L'art. 5 est expressément applicable aux apprentis (art. 30); sans doute la loi de 1851 (art. 9) assurait à ceux-ci le repos du dimanche, mais avec cette grave restriction du *rangement de l'atelier*, source de bien des abus, que la loi de 1874 a supprimée. Désormais, la clause du contrat d'apprentissage qui l'imposerait à l'apprenti serait illicite.

Quel est, dans la loi de 1874, le caractère du repos des dimanches et fêtes?

L'art. 6, après avoir parlé de l'exception faite en faveur des usines à feu continu, ajoute : « On devra, en outre, assurer aux enfants le temps et la liberté nécessaires pour l'accomplissement des devoirs religieux ». Il en résulte qu'il n'y a pas seulement dans la prohibition du travail du dimanche une règle d'hygiène destinée à assurer au jeune ouvrier un repos hebdomadaire, mais en même temps une disposition protectrice de sa liberté de conscience.

(1) V. *infra*.

(2) Par exemple, en faveur des apprentis pâtisseries et de l'industrie des conserves de poissons. Il y en a quelques-unes qui nous semblent moins heureuses, le nettoyage des chaudières, par exemple.

Cela n'est pas démenti par ce fait qu'on a, lors de la discussion de la loi, refusé d'insérer des dispositions permettant aux Israélites de substituer le samedi au dimanche; les travaux préparatoires montrent bien qu'on n'a été guidé dans ce refus que par la crainte de rendre le contrôle impossible pour tous en pratique, en l'étendant théoriquement pour un très petit nombre d'enfants.

Remarquons enfin, — et ceci vient à l'appui de notre manière de voir, — que l'interdiction du travail du dimanche pour les filles mineures de vingt et un ans, n'est pas, comme celle du travail de nuit, restreinte aux « usines et manufactures ».

§ 5. *Salubrité, sécurité, décence des ateliers.*

Pour compléter l'examen de ce que nous appellerons les mesures générales de protection, nous devons dire quelques mots des art. 14 et 15 de la loi de 1874.

L'art. 14 déclare d'abord que « les ateliers doivent « être tenus dans un état constant de propreté et con-
« venablement ventilés », et « qu'ils doivent présenter
« toutes les conditions de sécurité et de salubrité né-
« cessaires à la santé des enfants ». Puis le texte entre dans le détail de quelques précautions imposées expres-
sément aux industriels, et qui consistent à séparer les

ouvriers des parties dangereuses des machines, et à clôturer les « puits, trappes et ouvertures de descente ».

En ce qui concerne la salubrité et la propreté, les ateliers sont d'abord assujettis à la loi du 13 avril 1850 sur les logements insalubres. Nous verrons que, dans les cas particuliers où l'insalubrité vient, non pas de la construction, mais de la négligence de l'industriel, l'inspecteur du travail des enfants a les pouvoirs suffisants pour préciser la contravention d'insalubrité. Quant aux dangers, il va sans dire que l'énumération de l'art. 14 n'est pas limitative ; elle peut être complétée par voie réglementaire, soit pour l'industrie en général, soit pour chacune de ses branches en particulier (1).

Même en l'absence d'un règlement, le tribunal pourra admettre l'existence d'un danger constituant pour l'industriel une contravention ; et, très souvent, dans la pratique, un accident survenu à un enfant, motive une répression de ce genre (2), ce qui peut avoir une grande importance au point de vue de la responsabilité pécuniaire du patron.

Il n'entre pas dans notre sujet de discuter ici, d'une façon générale, le fondement et l'étendue de cette

(1) V. Décret du 13 mai 1875.

(2) A Paris, notamment, où la Préfecture de Police reçoit avis par les commissariats de police et les hôpitaux des accidents occasionnés aux enfants par des machines.

responsabilité. Disons seulement que la jurisprudence se montre plus sévère quand l'accident de fabrique arrive à un enfant; on exige du patron, à son égard, une surveillance plus active, et telle qu'elle puisse suppléer à la prudence et à l'expérience du danger qui manquent à l'enfant. De plus, la jurisprudence écarte le recours en garantie contre les Compagnies d'assurance, quand il y a eu infraction à la loi de 1874 ou aux règlements d'administration publique qui s'y rattachent, même quand la police ne prévoit pas ce cas de déchéance, pour peu que l'on puisse prouver que l'industriel a compté sur son recours pour négliger de prendre des précautions (1).

L'art. 15 de la loi de 1874, qui oblige les patrons ou chefs d'établissements à veiller au maintien « des « bonnes mœurs et à l'observation de la décence publique dans les ateliers », n'est pas, comme on pourrait le croire au premier abord, une simple exhortation morale dépourvue de sanction pratique.

« En 1880 et 1881, dit M. Tallon (2), des procès-verbaux ont été dressés contre des patrons dans les « ateliers desquels figuraient des gravures obscènes; « contre d'autres qui employaient des jeunes filles à

(1) V. les jugements cités par Tallon, *op. cit.*, p. 355 et suivantes.

(2) *Op. cit.*, p. 303.

« des travaux d'une immoralité non équivoque, tel que
« le coloriage ou le brochage de publications impu-
« diques. »

Mais jusqu'à quel point le gouvernement pourrait-il s'autoriser d'une disposition de la loi du 22 mars 1844, aujourd'hui que cette loi est remplacée par la loi de 1874, pour publier des décrets sur les conditions de moralité intérieure des ateliers, et créer ainsi des cas de contraventions? C'est là une question que nous n'oserions pas résoudre avec la même décision que le savant commentateur.

§ 6. *Travaux spécialement réglementés.*

A côté des règles générales du travail des enfants que nous venons d'exposer, la loi de 1874 elle-même, et surtout les décrets rendus en exécution des art. 6, 7, 12 et 13 de cette loi, ont imposé à certains travaux un régime exceptionnel. Sans entrer dans le détail de ces textes, il est nécessaire de dire ici quelques mots : 1° sur les usines à feu continu ; 2° sur les travaux souterrains ; 3° sur les travaux interdits ou spécialement réglementés ; 4° sur les établissements insalubres et dangereux.

1° Les *usines à feu continu* peuvent faire travailler les enfants âgés de plus de douze ans, la nuit ou les dimanches et fêtes, aux travaux indispensables.

La loi (art. 6) a laissé aux règlements d'administration publique le soin de déterminer quelles sont les usines à feu continu, — quels sont dans ces usines les travaux réputés indispensables, — enfin le laps de temps pendant lequel on pourra les exécuter.

Elle impose une seule condition à ces règlements : ils devront assurer aux enfants employés le dimanche ou un jour de fête le temps et la liberté nécessaires pour l'accomplissement des devoirs religieux (1).

Les décrets intervenus à ce sujet ont dû se préoccuper d'empêcher l'emploi trop continu de l'enfant au travail de nuit, et exigent que l'alternance des équipes soit réglée en conséquence, soumise à l'inspection et affichée dans les ateliers. D'ailleurs les dispositions de détail varient suivant les industries.

2° Nous avons déjà vu que l'emploi des enfants de dix à douze ans ne pouvait jamais être autorisé dans les *travaux souterrains*. Il en est de même non seulement des *filles mineures*, mais des *femmes*. Il n'est pas de notre sujet d'apprécier ni de commenter cette grave disposition, la seule qu'ait édictée la loi de 1874 en dehors de la question du travail des enfants (art. 7).

(1) Les usines à feu continu sont actuellement celles de quatre industries seulement (papeteries, sucreries, verreries, usines métallurgiques). Voy. Règlements des 22 mai 1875 et 3 mars 1877, aux *Appendices* des divers Commentaires.

Ici encore la loi de 1874 a chargé le pouvoir exécutif de réglementer l'emploi des garçons de douze à quinze ans dans les travaux souterrains des « mines, minières et carrières ». Il y a été pourvu par un décret du 12 mai 1875, qui, entre autres dispositions, limite à huit heures le travail effectif des enfants, et ne leur permet à l'intérieur des galeries que certains travaux limitativement énumérés. On admet qu'ils peuvent compléter leur journée de douze heures par des travaux extérieurs.

3° L'art. 12 de la loi de 1874 prévoit l'interdiction par voie réglementaire de certains *travaux dangereux* ou excédant la force des enfants.

Dans les décrets rendus en exécution de cette disposition (1), nous croyons intéressant de signaler la limite imposée aux charges qu'on peut faire porter ou traîner par des enfants.

Un décret du 13 mai 1875 a interdit d'employer à porter ou traîner des fardeaux les enfants âgés de moins de douze ans, et fixé le poids maximum dont on peut charger la tête ou le dos à 10 kilogrammes pour l'enfant âgé de moins de quatorze ans, à 15 kilogrammes pour l'enfant âgé de moins de seize ans.

Quant à la limite du poids qu'on pouvait faire traîner par l'enfant, elle variait et devait être déterminée dans chaque cas par une opération mathématique, en pre-

(1) Décrets du 13 mai 1875, 2 mars 1877, 31 octobre 1882.

nant pour base l'effort correspondant à 10 ou 15 kilogrammes.

Un décret du 11 novembre 1882 a modifié cette disposition. Aujourd'hui la *traction de fardeaux* sur la *voie publique* est complètement interdite *aux garçons de moins de quatorze ans et aux filles de moins de seize ans*. Ces mêmes enfants ne peuvent traîner, *à l'intérieur de l'usine*, qu'un maximum de 100 kilogrammes, véhicule compris, sur un terrain horizontal. Au delà de quatorze ans, les garçons seuls sont autorisés à traîner la même charge maxima sur la voie publique.

Mais surtout, les dispositions réglementaires relatives à la surcharge, sur la voie publique, présentent ceci de remarquable, qu'elles ont donné lieu à une jurisprudence extensive de la loi de 1874. En effet, le tribunal de la Seine, par exemple, ne distingue pas entre l'enfant employé par un commerçant et l'enfant employé par un industriel. Peut-être la pression des faits exerce-t-elle ici quelque influence sur la solution de la question de droit, car des décrets rendus en exécution d'une loi ne peuvent atteindre que les personnes limitativement désignées par cette loi. Toutefois, et bien qu'il soit difficile de voir dans tout transport un travail industriel, cette jurisprudence nous paraît assez conforme à l'esprit de la loi.

Mais nous ne saurions approuver, même sous le bénéfice de ces réserves, un jugement du tribunal de la

Seine du 30 novembre 1882 (1) condamnant pour surcharge le père de l'enfant.

Cela nous semble contraire à l'esprit même de la loi de 1874 qui s'est partout arrêtée devant l'autorité paternelle ; et d'ailleurs, il y aurait dans cette application, si elle se généralisait, quelque chose de profondément injuste. Le père est juge, et bon juge, de la force physique de son enfant. Or les maximums fixés par les décrets ont été calculés sur des types choisis notoirement au-dessous de la moyenne. M. Tallon (2) cite en note ce passage du rapport du Comité des Arts et Manufactures : « La Commission ne se dissimule pas toutes les « difficultés que présente la rédaction de semblables « prescriptions, la charge qu'on peut imposer à un « enfant dépendant non seulement de son âge, mais de « sa force relative ». Le père qui contrôle avant le départ le chargement de son fils, en constatant simplement que certainement il n'excède pas ses forces, a fait complètement son devoir. Il serait très fâcheux pour son autorité qu'on le frappât néanmoins d'amende pour avoir franchi une limite nécessairement arbitraire ; il ne faut pas oublier en cette matière que la peine prendrait un caractère de tout autre gravité si elle atteignait le père lui-même.

4° La loi de 1874 (art. 14) a énuméré elle-même un

(1) Cité par M. Tallon, *op. cit.*, p. 289.

(2) *Op. cit.*, p. 277.

certain nombre *d'ateliers interdits* aux enfants comme *insalubres* ou *dangereux* ; elle donnait en outre, au gouvernement, le pouvoir de fixer les conditions du travail des enfants dans « les fabriques et ateliers indiqués au « tableau des établissements insalubres et dangereux ». Parfois, les dispositions des décrets à cet égard se confondent avec celles qui sont édictées en vertu de l'art. 12. Parfois aussi, elles s'en distinguent en ce sens que c'est la présence dans l'établissement lui-même qui est interdite, et non pas seulement tel ou tel ouvrage à l'intérieur de l'établissement. L'article 12 aurait sans doute suffi pour permettre ces prohibitions, et, en fait, c'est lui seul qu'on applique dans certaines dispositions qui interdisent le travail des enfants dans des ateliers non inscrits au tableau officiel mentionné par l'art. 13.

Il semble difficile de ne pas étendre aux enfants placés en apprentissage les prohibitions et les restrictions dont nous venons de parler ; et pourtant, les art. 12 et 13, qui donnent leur force aux règlements d'administration publique rendus dans cet ordre d'idées, ne sont pas mentionnés parmi ceux que l'art. 30 de la loi de 1874 rend expressément applicables aux apprentis. En fait, ni le texte des décrets, ni la jurisprudence ne distinguent ; et, en vérité, cette solution s'impose si l'on songe quelles facilités donneraient, pour tourner la loi de 1874, un prétendu contrat d'apprentissage.

§ 7. *Protection spéciale résultant pour les
apprentis de la loi de 1851.*

Les art. 4, 5 et 6 de la loi du 12 février 1851 continuent à protéger spécialement les apprentis, en exigeant du patron qui emploie des enfants à ce titre, des conditions spéciales d'âge et de moralité. Nous n'avons guère à cet égard qu'à transcrire le texte de la loi :

Art. 4. « Nul ne peut recevoir d'apprentis mineurs, « s'il n'est âgé de vingt et un ans au moins. »

Art. 5. « Aucun maître, s'il est célibataire ou en état « de veuvage, ne peut loger comme apprenties, des « jeunes filles mineures. » Nous avons déjà dit que le contrat était résolu de plein droit, dans le cas de décès de l'épouse du maître, et cela, semble-t-il, même au cas où l'apprentie n'est pas logée : car l'art. 15 qui édicte cette disposition ne distingue pas.

Art. 6. « Sont incapables de recevoir des apprentis : « — Les individus qui ont subi une condamnation pour « crime ; — ceux qui ont été condamnés pour attentat « aux mœurs ; — ceux qui ont été condamnés à plus de « trois mois d'emprisonnement pour les délits prévus « par les art. 388, 401, 405, 406, 407, 408, 423 du « Code pénal. »

Les délits ainsi énumérés sont les suivants : le vol, l'escroquerie, l'abus de confiance, la tromperie sur la

qualité d'objets précieux ou la nature, le poids ou la quantité de la chose vendue.

Si la condamnation prévue par l'art. 6 survient au cours de l'apprentissage, le contrat est résolu de plein droit (art. 15).

L'incapacité résultant de ce même art. 6 « pourra
« être levée par le préfet sur l'avis du maire quand le
« condamné, après l'expiration de sa peine, aura ré-
« sidé pendant trois ans dans la même commune. —
« A Paris, les incapacités seront levées par le préfet de
« police »

§ 8. *Livret et registre. — Affichage.*

La double prescription du *livret* et du *registre* ne constitue pas en elle-même une mesure de protection, mais bien un moyen de contrôle destiné à assurer le respect des conditions légales de l'admission des enfants ou de la durée de leur travail selon leur âge et le degré de leur instruction.

Aux termes de l'art. 10 de la loi de 1874, chaque enfant employé dans un établissement industriel doit avoir un *livret*. Ce livret est délivré par le maire du domicile actuel des père, mère ou tuteur; il indique
« les nom et prénom de l'enfant, les date et lieu de sa
« naissance, le temps pendant lequel il a suivi l'école ».

Le ministère du commerce a pris soin de faire imprimer des livrets uniformes, vendus à bas prix aux mairies, qui souvent les délivrent gratuitement.

L'extrait de l'acte de naissance nécessaire est délivré sur papier libre, par le maire du lieu de naissance, sur la demande du maire chargé de délivrer le livret. Quant au temps pendant lequel l'enfant a fréquenté l'école, il est établi par un certificat adressé par l'instituteur au maire du domicile.

Le patron dans l'atelier duquel entre un enfant doit exiger la présentation du livret, puisqu'il doit y mentionner la date de l'arrivée et la date de la sortie. L'opinion générale est qu'il doit garder le livret tout le temps que l'enfant travaille chez lui.

Il doit, en outre, avoir un *registre* sur lequel il inscrit toutes les indications du livret.

L'exigence du livret et de l'inscription sur un registre est-elle applicable aux jeunes filles de seize à vingt et un ans ?

Il faut convenir qu'il y a à leur égard les mêmes raisons de contrôle qu'à l'égard des enfants de moins de seize ans, et que ce ne peut être que par un vice de rédaction que le texte ne les vise pas. Mais on ne peut, devant ce silence, voir là matière à une contravention.

Le contraire a cependant été jugé par la Cour d'appel de Lyon en 1886, dans un arrêt que cite un rapport de la Commission supérieure, comme « lui paraissant

trancher la question ». La Cour a considéré « que
« l'inscription sur le registre de l'établissement est une
« mesure générale, qui est la mise en action ou le
« moyen de contrôle de toute la loi, puisque l'indica-
« tion des âges peut seule déterminer les devoirs des
« chefs d'industrie et l'étendue de la protection à la-
« quelle ont droit non seulement les enfants, mais
« encore les filles mineures; — que les art. 4, 5 et 7
« de la même loi nécessitent cette interprétation parce
« que, à défaut d'inscription sur les registres, il ne se-
« rait pas possible de vérifier la légalité de leur appli-
« cation » (1).

Nous voyons moins de difficulté à étendre l'applica-
tion de l'art. 10 aux enfants placés en apprentissage,
ou plutôt nous croyons qu'ils rentrent dans les termes
généraux de ce texte. D'ailleurs nous croyons savoir
qu'en fait, l'usage du livret s'est très généralement
répandu, même dans les petits ateliers.

Affichage. — « Les patrons et chefs d'industrie se-
« ront tenus de faire afficher dans chaque atelier les
« dispositions de la présente loi et les règlements d'ad-
« ministration publique relatifs à son exécution »
(art. 11).

Il ne s'agit, bien entendu, que des règlements rela-
tifs soit aux prescriptions générales de la loi, soit spé-

(1) Rapport publié par le *Journal Officiel* du 29 juillet 1887.

cialement à l'industrie exercée par le patron. Et nous ne comprenons guère qu'on se soit demandé s'il fallait exiger l'affichage de *tous* les décrets rendus en exécution de la loi de 1874; nous ne voyons pas à quoi le décret concernant les mines pourrait servir dans une filature, par exemple.

CHAPITRE III

LA SURVEILLANCE ET LA RÉPRESSION

§ 1. *L'Inspection et les Commissions.*

La loi de 1874 a fait de la violation de ses prescriptions des contraventions punies d'amende, pour la recherche et la constatation desquelles elle a institué un système d'inspection, contrôlé par des Commissions. C'est ce système dont nous nous proposons d'indiquer brièvement l'économie.

L'idée première vient de la loi de 1841, qui avait créé des inspecteurs du travail des enfants, mais sans en fixer le nombre, sans leur assigner de traitement. Bien peu furent nommés, il y en eut moins encore pour remplir sérieusement des fonctions pénibles, nécessitant des frais de déplacement considérables. En vain, le gouvernement s'adressa-t-il successivement aux inspecteurs primaires en 1850 et aux ingénieurs des mines en 1868 : les uns et les autres avaient déjà des occupations trop absorbantes, de sorte que la loi de 1841 ne fut, en somme, exécutée presque nulle part.

En effet, les agents chargés de la constatation des délits et des contraventions ordinaires, étaient insuffisants. L'atelier, même le plus vaste et le plus peuplé d'ouvriers, n'est pas un lieu public⁴; les agents en question n'avaient pas le droit d'y pénétrer, hors le cas de flagrant délit.

La loi de 1874 (art. 16) a institué quinze *inspecteurs divisionnaires* et a posé le principe de leur rétribution par l'Etat.

En exécution de cet art. 16, le décret du 15 février 1875 a divisé la France en quinze circonscriptions territoriales. Les inspecteurs sont nommés par décret sur une liste contenant trois noms par emploi vacant et dressée par la Commission supérieure dont nous parlerons plus loin, d'après certaines conditions d'admissibilité énumérées par l'art. 17 de la loi.

Une loi du 16 février 1883, qui a chargé les inspecteurs du travail des enfants de l'exécution de la loi de 1849 sur la durée du travail des adultes, a permis au gouvernement d'en augmenter le nombre.

De plus (art. 21) le Conseil général, dans chaque département, peut nommer et rétribuer un inspecteur spécial, investi des mêmes pouvoirs, mais qui « devra « toutefois agir sous la direction de l'inspecteur divisionnaire ». Ajoutons que, pour les travaux souterrains, les *gardes-mines* peuvent agir comme les inspecteurs pour l'exécution de la loi (art. 18).

Les *Commissions locales* sont chargées (art. 29) :

1° de veiller à l'exécution de la loi par des visites que leurs membres font aux ateliers, mais sans pouvoir constater les contraventions qu'ils signalent seulement aux inspecteurs ; — 2° de contrôler le service de l'inspection ; — 3° d'adresser au préfet du département sur l'état du service et l'exécution de la loi des rapports qui sont transmis au Ministre et communiqués à la Commission supérieure.

C'est le Conseil général qui détermine le nombre et la composition des Commissions locales ; « il devra en « établir une au moins dans chaque arrondissement ; « il en établira, en outre, dans les principaux centres in- « dustriels ou manufacturiers, là où il le jugera néces- « saire », dit l'art. 21 qui n'a pas été exécuté partout. — Les membres des Commissions locales, au nombre de cinq à sept, sont nommés pour trois ans par le préfet, sur la présentation du Conseil général, rééligibles, et le vœu de la loi est que parmi eux se trouvent « un « ingénieur de l'Etat ou un ingénieur civil, un inspec- « teur de l'instruction primaire et un ingénieur des « mines, dans les régions minières ».

Il importe de remarquer que les inspecteurs divisionnaires ou départementaux ne sont nullement les subordonnés des Commissions locales qui ne peuvent, officiellement du moins, leur adresser d'observations directes.

Quant à la Commission supérieure établie près du ministre du commerce, elle est composée de neuf

membres aux fonctions gratuites, nommés par le président de la République. Elle est chargée, aux termes de l'art. 23 :

« 1° De veiller à l'application uniforme et vigilante
« de la loi ;

« 2° De donner un avis sur les règlements à faire, et
« généralement sur les diverses questions intéressant
« les travailleurs protégés ;

« 3° Enfin, d'arrêter les listes de présentation des
« candidats pour la nomination des inspecteurs divi-
« sionnaires. »

Chaque année, en exécution de l'art. 24, le président de cette Commission fait un rapport général sur l'exécution de la loi qui, présenté au Président de la République, est inséré dans le délai d'un mois au *Journal officiel* (1).

§ 2. *Constataction des contraventions.*

« Les surveillants de l'application de la loi du
« 19 mai 1874, dit M. Malapert (2), sont en quelque
« façon placés en dehors de l'administration propre-

(1) Nous donnerons, dans la 4^e partie, des détails sur l'organisation spéciale que le département de la Seine s'est donnée, en développant en quelque sorte celle de la loi.

(2) *Journal des Économistes*, novembre 1885.

« ment dite. Ils ont leur vie propre, et les délégués du « gouvernement semblent n'intervenir que pour leur « prêter aide et secours. »

Les inspecteurs, — qui prêtent serment entre les mains du préfet, — jouissent, pour la surveillance spéciale qu'ils ont à exercer, du *droit de visite* dans les ateliers soumis à la loi de 1874, même la nuit dans les établissements qui travaillent la nuit. Ils ont le droit de se faire présenter le registre, les livrets, les certificats d'école.

Ils ont aussi le droit de dresser *procès-verbal* des contraventions. Doivent-ils toujours le faire ? Certainement non ; leur devoir n'est pas le même que celui des agents de police judiciaire chargés de rechercher et de constater les contraventions ordinaires ; il importe, en effet, dans cette délicate matière, d'obtenir le plus possible de la bonne volonté des industriels, de faire entrer en quelque sorte de bon gré la loi dans les mœurs, et d'user le moins possible de cette arme un peu lourde du délit-contravention. Les premières instructions du ministre du commerce, les premiers avis de la Commission supérieure ont insisté sur le caractère préventif que devait avoir le rôle de l'inspecteur ; depuis, de nouvelles circulaires sont venues leur recommander, sur divers points successivement, une sévérité plus grande envers les chefs d'usine, à qui de simples avertissements n'avaient pas suffi. C'était bien

la marche normale que devait suivre l'application de la loi.

Quand il croit devoir constater la contravention, l'inspecteur dresse le procès-verbal en double exemplaire, dont l'un est envoyé au préfet, l'autre déposé au parquet. Quand c'est l'inspecteur départemental qui le dresse, le procès-verbal ne va à la préfecture et au parquet que signé de l'inspecteur divisionnaire. Le procès-verbal dressé par un garde-mine est affranchi de ce visa.

Le procès-verbal de l'inspecteur fait foi, seulement *jusqu'à preuve contraire*, des *faits matériels* constatés. Le ministère public peut citer l'inspecteur à l'audience pour témoigner sur son procès-verbal.

Quand la contravention a pour cause un danger ou l'insalubrité de l'atelier, l'art. 18, dans son alinéa 5, impose à l'inspecteur l'obligation spéciale de prendre l'avis de la Commission locale, et de le consigner dans un procès-verbal.

On peut hésiter sur la portée de cette prescription. La jurisprudence (1), après avoir penché vers l'interprétation littérale, et exigé dans tous les cas que l'avis de la Commission locale fût représenté pour admettre la poursuite, semble adopter définitivement un système plus large et plus rationnel qui se résume ainsi :

(1) Voir, sur cette controverse, les décisions judiciaires citées par M. Tallon, *op. cit.*, p. 406 et suiv.

l'avis de la Commission locale n'est exigible que si la contravention consiste en un fait qui ne constitue pas, en vertu du texte de la loi ou d'un règlement, une cause légale et déterminée de danger ou d'insalubrité. Encore, dans ce cas même, l'avis ne sera plus nécessaire, selon nous, si un accident est venu prouver l'existence du danger.

En tout cas, on ne peut considérer l'art. 18 comme subordonnant la contravention à une mise en demeure préalable faite par l'inspecteur, sur l'avis de la Commission locale, même quand il s'agit d'une cause de danger ou d'insalubrité non spécialement prévue par la loi ou les règlements.

L'art. 21 de la loi de 1874 ne prévoit qu'un seul inspecteur spécial par département. Certains Conseils généraux, celui de la Seine par exemple, ayant nommé plusieurs inspecteurs, on s'est demandé si les procès-verbaux dressés par eux étaient légaux, et pouvaient servir de base à une condamnation. On a dit que le visa, apposé par l'inspecteur divisionnaire sur ces procès-verbaux, leur donnait en tout cas la force nécessaire, à supposer qu'elle leur manquât. C'est inexact, à notre sens; un procès-verbal constate un fait que le rédacteur a vu lui-même : le visa de l'inspecteur divisionnaire n'est autre chose qu'une sorte d'autorisation de poursuivre, mais ne saurait rien ajouter à la preuve du fait matériel. Il y a une autre réponse à faire; on peut contester le droit que s'arroe un Conseil

général de nommer plusieurs inspecteurs; mais, dès que ces inspecteurs ont prêté serment entre les mains du préfet, les procès-verbaux qu'ils dressent font preuve. D'ailleurs, le parquet a l'habitude de faire citer l'inspecteur à l'audience, où il dépose sous la foi du serment.

La loi de 1874, en organisant l'inspection du travail des enfants, n'a entamé en rien les attributions de la police ordinaire; et l'art. 18, dernier alinéa, le dit expressément: « Les dispositions ci-dessus ne dérogent point aux règles du droit commun quant à la constatation et à la poursuite des infractions commises à la présente loi ».

Mais, de ce texte même, il résulte que le commissaire de police, par exemple, ne jouit pas, pour constater ces infractions, des prérogatives spéciales des inspecteurs; il n'a pas le droit de visite, et ne peut pénétrer, soit de nuit, soit même de jour, dans les ateliers, que dans les cas où il peut pénétrer dans les domiciles en général, et avec le mandat du juge d'instruction qui lui est alors nécessaire, hors le cas de flagrant délit.

Le ministère public peut d'ailleurs poursuivre d'office une contravention non constatée par un inspecteur, et en faire la preuve par les moyens ordinaires, par témoins par exemple.

§ 3. *Pénalités. — Responsabilités.*

La loi de 1844 prononçait une amende de simple police, et, en cas de récidive, une amende correctionnelle contre les patrons qui feraient travailler des enfants contre ses prescriptions.

La loi de 1851 a appliqué (art. 20) ce système de répression à l'apprentissage. Mais c'est encore le tribunal de police qui est compétent en cas de récidive. Il est vrai qu'il peut alors prononcer, outre l'amende, un emprisonnement d'un à cinq jours. Exception est faite pour la contravention à l'art. 6 qui déclare incapables de recevoir des apprentis les individus ayant encouru certaines contraventions. En cas de récidive, cette contravention est jugée par le tribunal correctionnel et punissable d'un emprisonnement de quinze jours à trois mois et d'une amende de cinquante à trois cents francs.

Mais ces dispositions ont été expressément modifiées par la loi du 19 mai 1874 (art. 30).

Nous allons résumer d'une façon générale le système de pénalités organisé par cette dernière; nous verrons ensuite que quelques contraventions spéciales sont restées sous le régime de 1851.

Désormais, toute infraction aux conditions légales

d'âge et de durée du travail, à l'interdiction du travail de nuit et des jours fériés, est punie par le tribunal correctionnel d'une amende de seize à cinquante francs ; cette amende est appliquée autant de fois qu'il y a de personnes employées dans des conditions contraires à la loi, sans que son chiffre total puisse excéder cinq cents francs.

Peut-on prononcer plusieurs amendes, si plusieurs infractions différentes sont relevées pour chaque enfant employé ? La question est assez vivement discutée. L'affirmative nous paraît certaine si l'on recherche l'esprit de la loi, et nous ne voyons pas que la négative trouve un sérieux appui sur son texte. Nous savons bien que nous sommes en matière pénale, et qu'une interprétation stricte s'impose ; mais en principe, toute infraction doit être punie, et la loi n'a pas prévu notre cas parce qu'il n'est pas douteux, tandis que dans l'hypothèse dont elle parle expressément, on aurait pu se demander s'il y avait plusieurs contraventions, ou une seule, dans le fait de ne pas se conformer, à l'égard de plusieurs personnes, à une des prescriptions de la loi.

D'ailleurs, — et cela résulte de plusieurs dispositions de la loi, comme nous allons le voir, et surtout des travaux préparatoires, — nous sommes ici en matière de *contraventions*, bien que la juridiction soit le tribunal correctionnel et la peine celle d'un délit. Or, en matière de contraventions, l'art. 369 du Code d'ins-

truction criminelle qui interdit le cumul des peines est inapplicable (1).

Bien qu'on discute aussi la question de savoir s'il faut compter autant d'infractions qu'un industriel a employé de jours le même enfant, dans les mêmes conditions illégales, la solution négative nous paraît certaine : le travail illicite constitue une infraction, quelle qu'en ait été la durée ; mais à l'inverse, il est impossible de rien trouver dans la loi qui permette de fixer un nombre d'heures après lequel commencerait une seconde infraction.

En cas de récidive, l'amende encourue est de cinquante à deux cents francs par infraction, avec un maximum de mille francs. Le tribunal peut de plus ordonner l'affichage du jugement, et l'insertion aux frais du contrevenant dans un ou plusieurs journaux du département (art. 27).

En un certain sens cette disposition sur la récidive est moins dure que celle de la loi de 1851 ; l'amende est plus forte sans doute et prononcée dans tous les cas par le tribunal correctionnel, ce qui entraîne mention au casier judiciaire, mais il n'y a pas d'emprisonnement possible.

Il y a récidive, d'après l'art. 26, dernier alinéa, quand moins de douze mois se sont écoulés entre la

(1) En ce sens, Cass., 9 juin 1883 ; *Gazette des Tribunaux*, 13 juin 1883.

dernière condamnation pour infraction à la loi ou aux règlements qui s'y rattachent, et la nouvelle infraction.

Il est à remarquer que c'est là le droit commun en matière de contravention (Cf. art. 483, C. pén.).

C'est encore à cause de ce caractère de contravention que le juge n'a pas ici à examiner, pour savoir s'il doit punir, l'intention du prévenu, mais seulement à constater le fait matériel. L'exception de bonne foi n'est pas admise, ou plutôt elle n'est admise que dans un cas strictement délimité par l'art. 25, alinéa 3 :
« Toutefois, la peine ne sera pas applicable si les ma-
« nufacturiers, directeurs ou gérants d'établissements
« industriels et les patrons établissent que l'infraction
« à la loi a été le résultat d'une erreur provenant de la
« production d'actes de naissance, livrets ou certificats
« contenant de fausses énonciations ou délivrés pour
« une autre personne ». Aux auteurs de la falsification,
l'alinéa suivant applique les art. 12 et 13 de la loi du
22 juin 1854 sur les livrets d'ouvriers, loi qui n'est
plus en vigueur, sauf dans notre cas.

Mais si, en dehors de cette hypothèse, la justification de l'intention ne peut motiver l'acquiescement, elle peut et doit entraîner l'admission des circonstances atténuantes par application de l'art. 463 du Code pénal (art. 29).

Le caractère mixte des infractions du genre de celles que nous étudions et qu'on appelle des *délits-contraventions* rend assez délicate la question de savoir

par quel laps de temps se prescriront, soit l'infraction elle-même, soit la condamnation prononcée.

D'après la jurisprudence la plus sûre (1), c'est la juridiction compétente et le degré de la pénalité encourue qui fixeront la durée de cette prescription ; cela nous semble d'ailleurs rationnel, le laps de temps nécessaire pour prescrire en matière pénale devant correspondre à la gravité que le législateur a cru devoir donner à la répression. Nous admettons donc que le délai sera ici de trois ans pour la poursuite, de cinq ans en cas de condamnation (art. 636 et 638, C. I. cr.) (2). Cette solution d'ailleurs ne nous empêche pas de croire qu'il n'y a pas lieu de punir la complicité ou la tentative de ces délits-contraventions, parce que nous sommes là dans un autre ordre d'idées, et qu'il ne peut y avoir complicité ou tentative là où l'intention de nuire n'est pas prise en considération.

La loi de 1874 (art. 25) énumère comme pouvant être passibles des pénalités qu'elle édicte, « les manu-
« facturiers, directeurs ou gérants d'établissements
« industriels et les patrons ». Cela veut dire qu'au cas où le propriétaire de l'établissement ne le dirige pas lui-même, l'amende sera prononcée, ce qui est juste, contre le directeur ou le gérant qui, seul, est en réalité

(1) Cass., 10 déc. 1869; Sir., 70, 1, 231.

(2) *Contra*, Tallon, *op. cit.*, p. 481; et Nusse et Périn, *op. cit.*, p. 133.

coupable de l'infraction. Mais, d'après M. Tallon (1), qui d'ailleurs ne fait à ce sujet que développer dans son livre l'opinion qu'il a émise en 1873 comme rapporteur de la loi, la responsabilité pénale ne saurait, même en vertu d'une convention particulière, descendre plus bas; le chef réel de l'entreprise ne peut se décharger de l'application de la loi sur un inférieur, même pendant une absence temporaire. Il est certain aussi que la condamnation ne peut frapper le contremaître ou le simple ouvrier, même si, comme cela est d'usage dans certaines industries, c'est lui qui embauche et paye directement l'enfant : le patron a un devoir de surveillance auquel il ne peut se soustraire.

Quant aux chefs d'industrie qui ne dirigent pas eux-mêmes leurs ateliers, — ce qui arrive nécessairement au cas si fréquent où l'usine appartient à une société anonyme, — si le premier alinéa de l'art. 25 les décharge implicitement de la condamnation pénale, le dernier alinéa du même article les déclare « *civilement responsables* des condamnations prononcées contre « leurs directeurs ou gérants ». C'est l'application pure et simple de l'art. 1384 du Code civil, et, par conséquent, cette responsabilité est limitée au montant des frais et des dommages-intérêts si le jugement en a alloué, et ne comprend pas les amendes (2); la solu-

(1) *Op. cit.*, p. 463.

(2) *Contra*, Nusse et Périn, *op. cit.*, p. 137.

tion contraire rendrait d'ailleurs assez inefficace la condamnation encourue par les directeurs et gérants.

L'art. 28 de la loi de 1874, frappe d'une amende de 16 à 100 francs « les propriétaires d'établissements
« industriels et les patrons qui auraient mis obstacle à
« l'accomplissement des devoirs d'un inspecteur, des
« membres des Commissions ou des médecins, ingénieurs et experts délégués pour une visite ou une
« constatation ».

On est d'accord pour distinguer cette infraction de la *rébellion* ou de l'*outrage*, punis par les art. 209 ou 224 du Code pénal, délits qui peuvent d'ailleurs venir l'aggraver; le fait de refuser de communiquer le registre, par exemple, serait un motif suffisant à l'application de l'art. 28.

Restent à déterminer les contraventions auxquelles s'applique encore le système de pénalité de la loi de 1851. Ce sont :

1° La réception d'apprentis par un maître mineur;
2° La réception d'apprentis par un maître condamné dans certains cas déterminés par l'art. 6 de la loi de 1851;

3° Le logement d'apprenties mineures par un maître célibataire ou veuf;

4° L'inobservation de l'art. 10 de la même loi sur l'éducation religieuse et l'instruction élémentaire de l'apprenti.

Ces contraventions seront punies par le tribunal de simple police, d'une amende de 5 à 15 francs, et, en cas de récidive, outre l'amende, d'un emprisonnement d'un à cinq jours, s'il s'agit de l'infraction à l'art. 6 (1).

(1) Nous avons à deux reprises eu l'occasion de citer la loi du 7 décembre 1874, *relative à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes*. L'étude de cette loi spéciale, intéressante à plus d'un titre, ne nous a pas paru rentrer dans le cadre que nous nous sommes tracé. C'est bien une *loi protectrice* des enfants; mais ses protégés ne sont ni des apprentis ni des jeunes ouvriers.

QUATRIÈME PARTIE

L'EXPÉRIENCE ET LES RÉFORMES

CHAPITRE PREMIER

LA STATISTIQUE ET LES FAITS

On parle depuis longtemps de modifier, dans le sens d'une protection plus énergique, la loi de 1874, et la réforme va peut-être aboutir, puisque la Chambre des députés vient d'entamer (juin 1888) la discussion d'un projet du gouvernement.

Avant d'examiner les changements proposés, il est nécessaire de se rendre compte des résultats obtenus. Nous avons consulté comme principal document les rapports de la Commission supérieure, en particulier celui qu'a publié le *Journal officiel* du 29 juillet 1887, et les statistiques qu'ils renferment.

Mais en interrogeant les personnes qui s'occupent

activement du placement et de la surveillance des enfants dans l'industrie, et aussi, mais avec une grande réserve, nos propres observations, nous avons tâché d'éclairer ces statistiques qui n'ont de valeur que si l'on se garde d'en exagérer ou d'en dénaturer la portée.

Et d'abord, comment fonctionne le système de l'inspection contrôlé par les Commissions locales? Il importe de le savoir pour apprécier la base sur laquelle reposent les autres données des rapports.

Les inspecteurs divisionnaires sont actuellement au nombre de vingt et un, mais le nombre des inspecteurs départementaux est très restreint, on n'en compte que soixante-treize pour toute la France; si l'on remarque que le seul département de la Seine en a vingt-sept, on voit qu'un nombre très considérable de Conseils généraux n'ont pas, jusqu'à présent, voté les fonds nécessaires à ce service. Dans huit circonscriptions, l'inspecteur divisionnaire est seul pour surveiller un territoire immense. L'inspection est donc à ce premier point de vue très insuffisante.

Quantaux Commissions locales « les inspecteurs, dit le « rapport, constatent que les Commissions locales n'ont « guère plus fonctionné en 1886 que les années précédentes. Dans beaucoup de circonscriptions, elles « n'existent même plus; constituées après le vote de la « loi, elles ne se sont jamais réunies, et le préfet a négligé de les reconstituer, lorsqu'elles sont arrivées à « l'expiration de leur mandat. Néanmoins, au milieu

« de cette inertie à peu près générale des Commissions locales, quelques-unes ont, en 1886, fait preuve de « vitalité et ont rendu d'utiles services ». Ce sont, ajoute le rapport, « d'heureuses exceptions ».

Il nous paraît intéressant d'ajouter à ces données générales quelques renseignements particuliers au département de la Seine que nous puisons dans un article de M. F. Malapert, ancien président de la Commission départementale supérieure (1). Ce département forme à lui seul une circonscription. Au-dessus de l'inspecteur divisionnaire, le Conseil général rétribue un inspecteur général, onze inspecteurs et deux suppléants, onze inspectrices et deux suppléantes.

Si l'on n'a guère discuté la question de savoir si la loi de 1874 autorisait à nommer plus d'un inspecteur spécial par département (2), on s'est plus sérieusement demandé si la nomination d'inspectrices était légale. « L'utilité d'une pareille création, dit le rapport de « 1887, n'est pas contestable ; elle permet de visiter, « sans soulever des réclamations, parfois quelque peu « fondées, les nombreux ateliers de femmes qui existent à Paris, tels que ceux des couturières, modistes, « blanchisseuses, etc. Mais certains bons esprits, s'en

(1) *De l'application des lois sur le travail des enfants et des filles mineures dans le département de la Seine (Journal des Économistes, novembre 1885).*

(2) V. ce que nous avons dit à ce sujet, 3^e partie, p. 127,

« tenant aux termes stricts de la loi, qui n'a prévu que
« la nomination d'inspecteurs départementaux, contes-
« taient la régularité de la nomination d'inspectrices.
« Cette difficulté d'interprétation qui aurait pu, dans
« une certaine mesure, faire obstacle à la bonne appli-
« cation de la loi, vient d'être tranchée par un arrêt de la
« Cour d'appel de Paris. Cet arrêt reconnaît que la
« mission de surveiller l'application de la loi de 1874
« peut être confiée à des inspectrices, et que celles-ci
« ont dans ce cas le droit de visiter les ateliers et d'y
« exercer leurs fonctions dans les mêmes conditions
« que les inspecteurs. »

Les Commissions locales, au nombre de quatre-vingt-six, d'après M. Malapert, en 1885, étaient réduites, en 1887, au nombre de cinquante-quatre, comprenant encore cinq personnes ainsi que l'exige la loi; à peu près la moitié sont des commissions de dames, ce qui n'a pas soulevé les mêmes difficultés que la question des inspectrices, les membres des Commissions locales n'ayant pas à verbaliser.

L'origine différente des pouvoirs de l'inspection divisionnaire, d'une part, et des Commissions locales, d'autre part, n'est pas sans avoir créé en pratique, et même dans le département de la Seine, d'assez grosses difficultés. La Commission supérieure s'en fait l'écho, dans un sens assez défavorable aux Commissions locales; mais il serait injuste de juger sur ce seul témoignage, quelle qu'en soit l'autorité : en effet, c'est sur

les rapports des inspecteurs divisionnaires qu'est fait le rapport de la Commission supérieure (1).

La *Commission départementale supérieure* est une institution spéciale au département de la Seine, qui date de 1878. Le Conseil général l'a organisée « pour « assister le préfet (de police) dans la préparation des « arrêtés qui devraient réglementer le service d'inspection et celui des Commissions locales, ainsi que « dans l'étude de toutes les réformes jugées utiles ». L'existence de cette Commission n'est pas prévue par la loi, et ce ne peut être que volontairement que le préfet prend son avis; au reste, ses pouvoirs ont été d'autant moins contestés en fait que c'est simplement « un Conseil consultatif dont les actes ne sont pas des « décisions ».

La composition de cette Commission est intéressante; parmi ses dix-sept membres, figurent, à côté de

(1) V. une discussion au Conseil général de la Seine, dans la séance du 22 juin 1888 (*Bulletin municipal officiel du 23 juin 1888*). Le Conseil général a prorogé de six mois seulement, au lieu de cinq ans, les pouvoirs des membres actuels de ces Commissions, et voté une enquête sur leur fonctionnement. Dans une précédente délibération, le Conseil général avait décidé qu'à l'avenir les deux tiers des membres de Commissions locales seraient nommés parmi les délégués des chambres syndicales ouvrières. Cette mesure, que le préfet de police déclare d'ailleurs actuellement impraticable, n'est pas faite pour calmer la défiance de l'administration et surtout des industriels à l'égard des Commissions locales.

neuf conseillers généraux choisis par leurs collègues, le président de la Chambre de commerce de Paris ou son représentant, le directeur du Conservatoire des Arts et Métiers ou son délégué, le directeur de l'enseignement primaire du département de la Seine, un membre du Conseil d'hygiène du département, un membre patron et un membre ouvrier du Conseil des prud'hommes de Paris, le chef de la deuxième division de la Préfecture de police ; enfin, le chef du bureau d'attribution à la Préfecture de police est secrétaire, avec voix consultative, et l'inspecteur divisionnaire assiste aux séances. En principe, la présidence appartient au préfet ou au secrétaire général, en fait à un membre élu par ses collègues.

Cette Commission règle les conditions d'admissibilité et les matières de l'examen pour les candidats à l'inspection spéciale.

Le rapport de 1887 constate les services rendus par cette Commission qui « exerce la plus heureuse influence sur le service de l'inspection départementale, auprès duquel elle appuie et renforce l'autorité de l'inspecteur divisionnaire ; elle dirige les Commissions locales, et maintient autant que possible leur action dans les limites des fonctions qui leur ont été confiées par la loi ».

Les premiers chiffres que nous donne le rapport sont ceux des visites faites dans chaque circonscription.

Les inspecteurs dont nous venons de constater l'in-

suffisance numérique s'acquittent avec zèle de leurs fonctions. Il y en a un qui ferait jusqu'à trois mille cinq cents visites par an, ce qui peut paraître excessif, si l'on songe au tact, à l'attention, et par conséquent au temps que semble exiger chaque visite; la moyenne des inspecteurs de Paris, qui est de treize cent vingt-sept, est déjà très considérable. Ces gros chiffres écrasent quelque peu la moyenne générale (pour toute la France) de sept cent soixante-neuf visites par inspecteur, si l'on songe qu'ils servent à la déterminer.

On comprend que les visites sont bien loin d'atteindre tous les établissements soumis à la loi. Sur soixante-trois mille trois cent soixante-treize établissements visités, d'ailleurs, trente et un mille deux cent soixante-dix (presque la moitié) appartiennent au département de la Seine. Or, en évaluant à trente-deux mille le nombre de ceux qui devraient l'être dans le même ressort, on reste certainement au-dessous de la vérité. Le nombre des contre-visites est, en général, insignifiant; dans la Seine, il y en a eu cinq mille neuf cent quatre-vingt-seize.

Il ne faut donc pas se faire illusion sur la valeur absolue des documents fournis par les inspecteurs. L'établissement qu'ils trouvent en règle le jour de leur unique visite a de longs mois dans le passé et dans l'avenir pour se permettre impunément des contraventions. Ce serait exagérer pourtant que de refuser toute portée aux chiffres qu'ils donnent; on peut, dans une certaine mesure, considérer leurs constatations

comme faites au hasard dans la masse, et donnant en quelque sorte une moyenne.

Mais il y a des points sur lesquels cette moyenne même est fort discutable.

C'est ainsi que le rapport de 1887 déclare, en général, bien observée la disposition qui interdit aux enfants et aux filles mineures le travail de nuit ; mais il est probable que la plupart des visites se sont effectuées de jour, et qu'ordinairement l'inspecteur ne s'est présenté entre 9 heures du soir et 5 heures du matin que dans de grandes usines travaillant continuellement et ostensiblement la nuit. Ce qui nous porte à le croire, c'est que le rapport fait la même affirmation sur le repos du dimanche, et que nous savons pertinemment que, sur ce point, à Paris du moins, la loi est loin d'être universellement respectée. Comme il n'y a qu'un dimanche par semaine, les six septièmes des visites des inspecteurs au moins (car ils donnent, dit-on, l'exemple du repos dominical) se font un autre jour. Et puis, dans beaucoup d'ateliers, le travail du dimanche n'est pas régulier, mais varie avec la saison et la commande,

Nous connaissons, par exemple, deux apprentis relieurs qui, plusieurs fois de suite, avaient dû travailler le dimanche matin. Le visiteur de la Société qui les avait placés, malheureusement sans contrat écrit, crut devoir dénoncer le fait à l'inspecteur du quartier. Celui-ci se rendit le dimanche suivant à l'atelier, et n'y trouva « ni apprentis, ni ouvriers », ce qui était tout

à fait exact ce jour-là. Le patron soupçonna d'où lui venait ce coup manqué ; quelques jours plus tard, l'un des apprentis fut renvoyé sous un prétexte, et l'autre se le tint pour dit.

En ce qui concerne la sécurité ou la salubrité des ateliers, le rapport est moins optimiste, — et cela tient peut-être à ce que le contrôle est ici plus complet ; une seule visite peut, en effet, suffire à constater des infractions de ce genre, — une contre-visite à s'assurer que des mesures ont été prises par l'industriel pour se mettre en règle. Si les progrès semblent lents à la Commission supérieure, c'est peut-être bien qu'il est sur ce point, plus que sur les autres, difficile de tromper la vigilance des inspecteurs ; et son rapport fait justement remarquer que si, par exemple, le nombre des accidents survenus à des enfants augmente chaque année dans le tableau qu'elle en donne, c'est en réalité parce que les inspecteurs ont connaissance de beaucoup d'accidents qui, autrefois, leur étaient dissimulés. A propos de la salubrité, les inspecteurs déclarent particulièrement que les apprentis logés le sont, en général, dans des conditions déplorables, et se plaignent de ce qu'ils ne peuvent le constater qu'en « surprenant pour ainsi dire la bonne foi des patrons », la loi ne permettant de visiter que l'atelier. Mais le logement est une clause qui disparaît de plus en plus des contrats d'apprentissage.

Un des résultats les meilleurs et les plus certains de

la loi de 1874, ou plutôt des décrets qui l'ont suivie, est la répression des *surcharges*. Sur la voie publique du moins, grâce au concours des agents de la police ordinaire qui peuvent y dresser procès-verbal, on voit de moins en moins circuler de pauvres enfants accablés sous un poids trop lourd ou ne pouvant tirer la voiture à bras. Nous avons même dit que la rigueur du tribunal de la Seine à cet égard nous paraît excessive en droit, malgré l'excellence des motifs qui l'inspirent. A l'intérieur des usines aussi les inspecteurs ont obtenu à cet égard, par exemple dans les mines du Midi, l'abandon de certains procédés d'exploitation qui imposaient aux enfants des transports épuisants.

La durée de la journée de travail pour les enfants qui peuvent travailler douze heures « ne dépasse jamais » mais et souvent même n'atteint pas ce chiffre ».

Le progrès est réel, — et la statistique suffit ici à le prouver, — pour la soumission aux prescriptions, en quelque sorte extérieures, des livrets, du registre, de l'affichage.

Le nombre des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie semble diminuer d'ailleurs d'une manière constante et assez rapide. Il y a certainement, comme le fait remarquer le rapport, des causes diverses de ce fait. Mais nous croyons qu'il faut mettre en première ligne le désir très réel de certains industriels de ne pas subir l'ennui de l'inspection et des diverses obligations de la loi de 1874. C'est

ainsi que la Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, n'emploie plus d'enfants dans ses ateliers. — Nous n'hésitons pas à regretter ce résultat excessif.

Il nous reste à parler des effets de la loi de 1874 au point de vue le plus important, celui de la limite d'âge du travail.

D'après le rapport de 1887, les contraventions réprimées de plus en plus sévèrement, sont de plus en plus rares. La loi sur l'instruction obligatoire est venue fortifier la loi de 1874 : celle-ci agissait sur les patrons, celle-là contraint les parents.

Les statistiques accusent surtout la diminution croissante des enfants employés avant douze ans, même dans les industries où leur emploi est exceptionnellement autorisé : le système des écoles de demi-temps, mal accueilli par l'industrie et d'ailleurs impraticable en bien des endroits faute d'écoles, n'a pas sérieusement fonctionné, les patrons ont préféré se passer d'enfants de cet âge.

Force est restée à la loi : nous dirons plus loin qu'en somme nous désirons le maintien d'une limite d'âge, et de la limite d'âge actuel de douze ans. Nous sommes donc satisfait de ce succès. Mais nous avouons que cette satisfaction n'est pas sans nous laisser de vraies arrière-pensées.

C'est qu'en effet, la statistique ne nous dit pas — ne peut pas nous dire — ce que devient chacun de ces

enfants qui s'est vu, au nom de la loi protectrice, fermer l'entrée de la fabrique ou de l'atelier. Nous avons cherché à le savoir d'autre part, et nous nous sommes vite convaincu que parfois le remède était pire que le mal, dans certains cas particuliers, sans doute, mais qui doivent être nombreux, parce que les mêmes données se rencontrent plus ou moins modifiées dans beaucoup de familles ouvrières. Nous nous contenterons de citer deux faits, qui nous ont été communiqués par un des hommes de Paris le mieux au courant des questions pratiques de l'apprentissage.

Un enfant de onze ans et quelques jours, muni de son certificat d'école, avait été mis en apprentissage chez un horloger du centre de Paris; le métier convenait parfaitement à l'enfant, intelligent, mais rachitique. Au bout de quelques mois bien employés il commençait à gagner un peu — quand survint l'inspecteur : la contravention était caractérisée, la loi formelle ; l'enfant allait avoir, mais n'avait pas douze ans ; malgré toutes les observations l'inspecteur fit son devoir, et exigea la rupture du contrat d'apprentissage. Or, le père de famille, toujours malade, ne travaillait que de rares journées, payées seulement 3 fr. 50, dans une raffinerie. La mère était donc habituellement seule à soutenir, comme elle le pouvait, deux enfants et sa vieille mère. L'apprenti-horloger devait travailler pour vivre : il prit la profession trop ordinaire, en pareil cas, de *tireur* dans une imprimerie ; il paraît que c'est là,

aujourd'hui, un des moyens habituels de frauder la loi, en « roulant » d'un atelier à l'autre, pour fuir devant l'inspection. En fait, le pauvre enfant courut d'imprimerie en imprimerie et tomba malade au bout de trois mois ; aujourd'hui, il végète et n'atteindra sans doute pas ses vingt et un ans. Il gagne, de son reste de vie, 2 fr. 50 par jour. S'il était resté chez l'horloger, il gagnerait 5 ou 6 francs, — et vivrait.

Voici l'autre exemple. Il s'agit d'un enfant de quatorze ans qui, aux termes de la loi, ne pouvait travailler la pleine journée sans un certificat d'école ; or, il appartenait à une famille où les facultés intellectuelles étaient héréditairement altérées : son père s'était pendu, sa sœur, âgée de seize ans, était à peine capable de faire quelques grosses besognes du ménage, et lui-même *était resté à l'école de six à douze ans sans pouvoir apprendre à lire*. Placé en apprentissage chez un ébéniste en coffrets, il faisait néanmoins de rapides progrès dans ce métier et gagnait au bout de huit mois 75 centimes par jour. Cela comptait, car le fils aîné gagnait 3 francs par jour, et c'était tout pour la mère et quatre enfants. Vint l'inspecteur qui exigea l'école de demi-temps ; le patron ne put s'accommoder de cette condition et dut congédier l'enfant qui ne retourna pas à l'école, cela va sans dire ; il courut les imprimeries, surtout la rue. La misère de la famille devint affreuse, et quand, après trois mois d'un régime de dures priva-

tions, le petit frère de cinq ans mourut d'épuisement, la mère accusait la loi.

Il serait absurde de conclure de ces exemples (bien qu'on puisse trop facilement les multiplier), que la loi de 1874 a été mauvaise dans ses résultats généraux. Nous croyons fermement le contraire; mais nous croyons nécessaire de nous rappeler que la protection, pour être efficace, doit, elle aussi, éviter l'excès. Or, dans les limites mêmes qu'a tracées la loi de 1874, et qui nous semblent en harmonie avec les données moyennes de la pratique, la protection est assez souvent excessive; il importe d'avoir cette idée présente en examinant les réformes proposées.

CHAPITRE II

LE PROJET DE LOI

A la séance de la Chambre des députés du 13 décembre 1887, M. Richard Waddington a déposé un rapport au nom de la Commission « chargée d'examiner le projet de loi et les propositions sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels ».

Sans parler des tentatives de réformes qui, depuis 1874, avaient échoué, la Commission se trouvait en présence de divers projets : ceux de MM. Camélinat, Boyer et Basly, d'une part; de Mgr Freppel et de M. de Mun, d'autre part; enfin celui du gouvernement déposé en 1886 par MM. Lockroy et Demôle. C'est naturellement celui-ci qui a servi de base à la Commission. D'ailleurs c'est le dernier en date, et il a été précédé d'une enquête faite par le département du Commerce auprès des inspecteurs divisionnaires, des Chambres de commerce, des Chambres consultatives, des Chambres syndicales d'ouvriers et de patrons, des

Conseils de prud'hommes, des Conseils généraux et des Commissions locales de la loi de 1874.

Les avis ainsi recueillis ont eu une grande influence sur les décisions de la Commission : et nous reconnaissons qu'il y avait lieu d'en tenir grand compte ; mais c'était à la condition de laisser à chacun de ces avis sa signification vraie. Or voilà le procédé qu'on a suivi : on attribue une voix à chaque inspecteur ou à chaque corps consulté ; on additionne les avis favorables, puis les avis défavorables, enfin on soustrait le plus petit nombre du plus grand, et l'on dit par exemple : la majorité s'est prononcée *contre*. Il est facile de comprendre que les deux totaux sont obtenus en additionnant des quantités qui ne sont pas de même nature, et que par conséquent le résultat de la soustraction qu'on fait ensuite ne prouve *rien*.

Les opinants n'ont pas le même intérêt en vue ; ces intérêts, — tous éléments essentiels de discussion, — ne présentant pas dans la question la même importance, ne devraient pas avoir dans un même calcul s'y rattachant, le même coefficient ; le nombre total des Conseils généraux n'est pas le même que celui des Chambres de commerce ou des inspecteurs ; et même parmi les Conseils généraux, il est nécessaire de distinguer ceux des départements agricoles, maritimes, de ceux des départements manufacturiers ; surtout quelle signification attribuer au vote des Chambres syndicales quand on ne sépare même pas les Cham-

bres de patrons, désireuses avant tout de maintenir les bénéfices, des Chambres d'ouvriers, trop souvent encore mal éclairées et désireuses avant tout d'élever le salaire en diminuant le travail?

Il nous semble aussi que la Commission est tombée dans une erreur d'appréciation du même genre, en invoquant les législations étrangères, particulièrement la législation anglaise. Non pas qu'il n'y ait pas à s'en occuper, elles peuvent fournir des idées nouvelles; elles pourraient même servir d'arguments, mais seulement si l'on pouvait savoir exactement comment ces lois sont appliquées en pratique, surtout quels résultats vrais elles ont produits; or, nous croyons avoir montré au chapitre précédent combien une telle étude était difficile, même quand il s'agit de la loi française, et qu'on a sous les yeux des statistiques fort bien faites et sous la main les éléments nécessaires pour les contrôler.

Bien entendu, la Commission s'est aussi servie, c'était son devoir, de l'expérience faite depuis 1874 et des rapports de la Commission supérieure du travail des enfants. Nous avons longuement traité ce point; nous pouvons donc aborder maintenant l'examen du projet de loi, sous le bénéfice des deux observations suivantes :

1° Nous nous bornerons à parler des dispositions principales, de celles qui mettent en jeu les idées juridiques et économiques que nous avons développées

dans cette étude; quant aux détails, serait-il bien utile de les discuter, quand il est impossible de savoir ce qu'il en restera, sur la longue route que le projet doit fournir encore, avant d'arriver au *Bulletin des Lois*?

2° Déjà la loi de 1874 avait étendu la réglementation jusqu'aux femmes majeures, en leur interdisant les travaux souterrains.

Le nouveau projet, intitulé d'ailleurs : « Loi sur le « travail des enfants, des filles mineures et des femmes « dans les établissements industriels », entre franchement dans cette voie.

Nous ne l'y suivrons pas pour le discuter.

En effet, — et c'est là une des idées juridiques qui dominant notre étude, — si nous considérons comme légitime l'intervention d'une loi réglementaire entre le patron et l'enfant dans le contrat de travail, c'est que l'enfant est un *mineur* qui n'a pas toute sa liberté en droit, parce qu'il n'est pas, selon la nature elle-même, capable de l'exercer.

Or, pour assimiler la femme à un mineur, il faut jouer sur les mots, sans souci de leur sens juridique; et, pour défendre autrement la réglementation du travail des femmes, il faut remuer bien des idées et invoquer des principes qui, fort heureusement pour nous, sortent des limites de notre sujet.

Nous allons suivre l'ordre d'un résumé donné par le rapporteur des diverses innovations du projet de loi

en prenant successivement les termes mêmes de son énumération.

I. Extension de l'inspection et de la surveillance aux établissements publics ou privés d'enseignement professionnel ou de bienfaisance et aux magasins de vente.

L'extension de la loi aux magasins de vente et aussi à ce que l'art. 1^{er} du projet appelle « les dépendances des divers établissements réglementés », rencontrera sans doute de grandes difficultés pratiques ; il a même fallu prévoir celle qui résulterait de l'interdiction du travail de nuit et de l'obligation du « repos hebdomadaire », et les art. 4 et 7 donnent un pouvoir arbitraire aux inspecteurs pour adoucir cette prohibition dans une certaine mesure. Si elle est possible, la réforme est bonne en elle-même.

En est-il de même de la suppression de l'exception admise lors de la discussion de la loi de 1874, et sanctionnée par la jurisprudence, qui mettait en dehors du régime légal les écoles professionnelles, et surtout les établissements de bienfaisance ? On respecte encore, peut-être ferait on bien de consacrer expressément, la liberté entière de l'atelier de famille proprement dit. Il y avait ici des raisons de même ordre à l'abstention du législateur. Que l'on vérifie si l'établissement qui s'intitule établissement de bienfaisance ne cache pas une véritable entreprise industrielle poursuivant un but de lucre, nous croyons que ce contrôle est légitime,

nécessaire, et que d'ailleurs il pourra facilement s'exercer sans qu'on doive recourir à des mesures vexatoires. Mais on aurait tort d'aller plus loin; l'autorité qui s'exerce dans ces maisons n'est pas de même nature que celle du patron; guidée par l'affection et le dévouement, elle agit naturellement dans le sens le plus favorable aux vrais intérêts de l'enfant, qu'elle a librement adopté, et c'est lui marquer une défiance injuste que la soumettre à une surveillance gênante.

Nous savons bien que certains inspecteurs se plaignent actuellement de ne pouvoir entrer dans ces maisons où, disent-ils, de graves abus se commettent. D'abord, comment connaissent-ils ces graves abus, s'ils ne sont jamais entrés? Et puis, leur zèle n'est pas près de manquer d'aliments; il y a des ateliers où l'inspection n'a pas encore pénétré depuis 1874, bien qu'elle en ait le droit, et qu'elle ait des contraventions à y constater. Enfin, il faut s'entendre sur les abus. Nous n'affirmons nullement que, dans un orphelinat, par exemple, on se conforme en fait à ces prescriptions légales auxquelles on échappe en droit; mais les limites tracées au travail des enfants par le législateur sont nécessairement arbitraires. On ne peut que répéter à ce sujet cette phrase du rapport même de M. Waddington: « Le développement physique du jeune âge « varie avec les individus... » La loi est néanmoins obligée de fixer ces limites, parce qu'en général son abstention exposerait l'enfant à subir des conditions

tout aussi arbitraires, et dictées seulement par des intérêts égoïstes. Mais en face d'une autorité qui a, autant que le législateur lui-même, le respect de l'enfant et le désir de son bien-être, le législateur doit, selon nous, s'abstenir, parce qu'entre ces deux pouvoirs également arbitraires, nous préférons alors celui qui pourra tenir compte des cas particuliers. Nous avons peur de l'intervention de la loi, toutes les fois que c'est certainement l'amour éclairé pour l'enfant qui a décidé contre elle. Et si telle maison ne peut donner asile à cette enfant sans famille qu'en lui mettant entre les mains, dès onze ans, ou même avant, l'aiguille qui lui permettra de manger, nous n'oserions pas, au nom de la loi, lui fermer la porte jusqu'à ce qu'elle ait atteint ses douze ans.

II. *Suppression du demi-temps, et élévation à treize ans de l'âge d'admission dans les établissements industriels et commerciaux.*

La suppression du *demi-temps* s'impose; ce régime n'a réussi à s'acclimater nulle part en France; et les industriels, surtout les petits patrons, maîtres d'apprentissage, préfèrent ne plus admettre les enfants qui y sont soumis. Pour les enfants de treize à quinze ans, libres de ne plus fréquenter l'école aux termes de la loi de 1882, ce régime constituait une véritable anomalie. Mais nous voyons avec peine le corollaire que la Com-

mission voudrait donner à cette mesure : l'élévation à treize ans de l'âge d'admission au travail.

Il était sans doute nécessaire de rétablir l'harmonie qui n'existe pas, quoi qu'on en ait dit, entre la loi de 1874 et la loi sur l'enseignement obligatoire. Nous regretterions que la victoire restât à cette dernière ; l'expérience semblait indiquer la solution contraire : les textes donnaient le droit, depuis 1882, de refuser l'accès de l'atelier avant treize ans à l'enfant non pourvu de son certificat d'études primaires ; et c'est, selon nous, la pression des faits qui a donné lieu à une interprétation plus large, et laissé tous ses effets au simple certificat d'école.

Il faut se garder de ne voir qu'un des deux côtés d'une délicate question. Il ne faut pas oublier que si le travail prématuré est un mal, il peut être parfois un mal nécessaire, et que, s'il étiole l'enfant, la faim ou simplement une nourriture insuffisante sont au moins aussi dangereuses pour sa santé physique, et le sont davantage pour sa moralité.

Ces considérations prennent toute leur valeur, si on en fait l'application aux enfants placés en apprentissage ; pendant trois ou quatre ans, ils ne gagnent pas leur vie, et, loin d'aider leur famille, ils sont une charge, parfois très lourde pour elle. Déjà, avec la limite de douze ans, certaines familles reculent devant la durée nécessaire de l'apprentissage et, négligeant de consulter les aptitudes personnelles de l'enfant,

choisissent une place où l'on gagne vite, et le mettent « en fabrique ».

La limite de treize ans porterait une atteinte de plus à l'apprentissage que nous avons montré compromis déjà, et grossirait dans une certaine mesure la triste classe des ouvriers sans métier, au grand préjudice de la classe ouvrière et de notre industrie.

On a invoqué en 1873, on invoquera certainement encore le patriotisme pour reculer l'âge du travail. On montre la défense nationale compromise par la triste moyenne de conscrits réformés que fournissent les départements industriels. D'abord, il y a, hélas ! à ce fait d'autres causes que l'admission prématurée à l'usine ; ensuite, on oublie que la patrie est menacée d'un autre côté, et plus certainement encore, par la décroissance du nombre des naissances ; on aggraverait le mal, en prolongeant le temps pendant lequel l'enfant est une charge, car on augmenterait le nombre, déjà grand, de ceux qui désertent les devoirs de la famille.

III. Institution d'un certificat d'aptitude physique pour tous les enfants âgés de moins de seize ans.

Ici encore, nous nous heurtons à ce douloureux problème : vaut-il mieux pour l'enfant mourir de faim ou compromettre sa santé en travaillant ? Et nous avons peur qu'ici encore, la solution qu'on propose ne soit pas la meilleure. D'une part, ce n'est guère qu'en essayant un travail déterminé qu'on peut savoir s'il est au-dessus des forces, ou s'il n'aidera pas, au contraire,

à leur développement. Le médecin le plus expérimenté sera souvent bien embarrassé pour accorder le certificat d'aptitude physique en pleine connaissance de cause. D'autre part, que dirait-on à l'enfant à qui on refuserait ce certificat ? Peut-être qu'il se fortifie « avec une bonne nourriture » ? la lui donnera-t-on si ses parents sont pauvres ? lui assurera-t-on au moins du pain ? et s'il a l'âme fière et préfère le travail, avec ses risques, à l'assistance publique, et surtout à la mendicité, qui a le droit de juger à sa place, et d'en décider autrement ?

IV. Réduction de la journée légale de travail à dix heures pour les jeunes travailleurs âgés de moins de dix-huit ans ; à onze heures pour les filles mineures et les femmes.

Interdiction du travail de nuit pour les enfants jusqu'à dix-huit ans, pour les filles mineures et les femmes de tout âge.

Dans la plupart des industries, l'emploi des enfants est intimement lié avec celui des adultes, et doit suivre, par conséquent, les conditions de ce dernier. Aussi les partisans de la réduction de la journée de travail pour les enfants espèrent, par cette mesure, atteindre indirectement la journée des adultes. Peut-être, en réalité, dans beaucoup de grandes entreprises arriverait-on simplement à supprimer l'emploi des enfants ; certainement ce résultat dépasserait le but qu'on se propose.

Remarquons, d'ailleurs, que la durée de la journée de travail est loin de représenter une valeur fixe, et que dix heures d'un certain ouvrage peuvent fort bien supposer la fatigue physique ou l'attention dépensée en douze heures à une autre besogne : c'est là forcément une des limites les plus arbitraires de la loi, une de celles que nous voudrions voir par conséquent le plus larges possible, en admettant même qu'il ne soit pas préférable de l'abandonner aux progrès constants des mœurs industrielles.

La limitation de la journée de travail et l'interdiction du travail de nuit protégeraient désormais les jeunes ouvriers jusqu'à dix-huit ans au lieu de seize. Nous n'y voyons d'autre mal qu'une entrave de plus apportée sans grande nécessité au travail des enfants, dont on veut pourtant, en principe au moins, n'atteindre que les excès, sans le rendre impossible.

V. *Extension de l'obligation du repos hebdomadaire aux jeunes gens de seize à dix-huit ans et aux femmes de tout âge employées dans l'industrie et le commerce.*

Il y a dans cette partie du projet une innovation plus grave ; les termes que nous venons d'emprunter au résumé du rapporteur ne la laissent qu'entrevoir : on veut substituer le *repos hebdomadaire* au *repos du dimanche*, et l'art. 5 défend seulement de faire travailler les protégés de la loi « plus de six jours pas semaine ».

La Commission s'est arrêtée à cette rédaction, « afin,

« dit le rapport, de respecter la liberté de conscience
« de chacun et de ne pas se mettre en contradiction
« avec la loi du 12 juillet 1880 qui abroge celle du
« 18 novembre 1814 sur l'observation des dimanches
« et fêtes religieuses ».

La contradiction qu'on a voulu éviter est imaginaire, puisque la loi du 12 juillet 1880 déclare expressément dans son art. 2 qu'elle entend ne rien innover à la loi de 1874 sur le travail des enfants.

Reste le scrupule très légitime de respecter la liberté de conscience de chacun. Malheureusement, il est facile de prévoir que la réforme sera loin d'avoir cet heureux résultat. En effet, le projet dit bien « qu'une
« affiche apposée dans les ateliers ou magasins indi-
« quera le jour adopté pour le repos hebdomadaire », mais il ne nous dit pas qui choisira ce jour. Sera-ce *chacun*, comme semble le dire la Commission. Evidemment non, ce sera le patron généralement ; dans tous les cas, *le plus fort*. Nous ne voyons pas ce que la liberté de conscience y gagnera, mais nous voyons bien ce que la famille ouvrière risquera d'y perdre ; les membres de cette famille sont ordinairement dispersés dans divers ateliers pendant les jours de travail ; le dimanche les réunit au foyer domestique, et, ne serait-ce qu'à ce point de vue, est plus qu'un repos physique : un jour réservé aux saines affections et à la vie de l'esprit et du cœur. Pourrait-on en dire autant si la mère

de famille se reposait le samedi, son mari le dimanche et son fils le lundi?

Ce système paralyserait aussi l'œuvre de ces maisons, dont nous avons parlé à propos du contrat d'apprentissage, qui s'ouvrent le dimanche aux jeunes ouvriers et tâchent de donner une influence morale au jour du repos. Sans doute, dans la plupart de ces maisons, la religion est la base et du dévouement qui s'y dépense et des conseils qui s'y donnent; mais c'est une raison de plus pour ne pas les entraver au nom de la liberté de conscience.

VI. Interdiction temporaire du travail aux femmes en couches. — Fixation à quatorze ans de l'âge d'admission aux travaux souterrains. — Institution de l'examen pour les candidats aux fonctions d'inspecteur.

Des deux premières innovations que nous venons d'énumérer, nous ne dirons rien, la première étant hors de notre sujet, la seconde portant sur un point spécial à l'examen duquel il faudrait apporter une compétence également spéciale.

Quant à l'examen pour les fonctions d'inspecteur, ce ne peut être qu'une réforme très heureuse en elle-même; elle est meilleure encore dans la mesure où le projet l'introduit: il s'agit en effet d'un examen d'*admissibilité* qui ne donnera pas un droit immédiat au titre d'inspecteur; on pourra tenir compte des qualités morales que ne révèle pas un examen et les éprouver

ensuite par un stage d'un an. L'examen a d'ailleurs donné de bons résultats pour le recrutement des inspecteurs spéciaux du département de la Seine.

VII. Aggravation des pénalités infligées aux contrevenants.

La Commission a, sur ce point, repoussé, avec raison selon nous, la peine de l'emprisonnement qu'un des projets déposés édictait en cas de récidive, et s'est contentée d'élever le taux de l'amende; elle a tenu également à maintenir la faculté pour le tribunal d'admettre des circonstances atténuantes.

Une dernière innovation du projet de loi ne se trouve pas mentionnée dans le résumé que nous avons jusqu'ici suivi : c'est pourtant une des plus intéressantes et aussi une de celles qui, nous l'espérons du moins, seront votées sans discussion; l'art. 8 est ainsi conçu :
« Les enfants des deux sexes, âgés de moins de seize
« ans, ne peuvent être employés comme acteurs, figu-
« rants, etc., aux représentations publiques données
« dans les théâtres, cirques et cafés-concerts, ni aux
« exhibitions foraines.

« Le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-
« Arts, pourra exceptionnellement, autoriser l'emploi
« d'un ou de plusieurs enfants pour la représentation
« de pièces déterminées. »

On doit souhaiter que cette faculté laissée au ministre ne tombe jamais entre des mains faibles qui pour-

raient, sous de trop faciles prétextes, rendre lettre morte le premier paragraphe de cet article.

Nous ne voudrions pas, à cause des critiques que nous avons faites à diverses dispositions du projet de la Commission, être accusé d'injustice à son égard.

Au contraire, nous estimons que ce projet réalise des progrès sur plusieurs points, et que, dans son ensemble, il accuse des intentions libérales. Ce caractère apparaîtrait davantage si nous avions rapproché des dispositions mêmes que nous avons discutées, le texte socialiste de l'un des projets dus à l'initiative parlementaire.

Le principe d'une réglementation une fois admis, — et nous l'admettons, — il est certainement difficile de marquer le point juste où l'on doit s'arrêter.

Et pourtant il est nécessaire de s'arrêter.

Il faut bien se convaincre de cette vérité qu'il ne suffit pas qu'une réforme soit bonne et désirable pour qu'on puisse la demander à la loi.

D'abord *la loi n'a pas toujours le droit d'intervenir*. Sans doute, elle a le droit de réprimer les excès de la liberté, mais à la condition de ne pas tuer la liberté : il faut se souvenir que la protection est le prétexte ordinaire de l'oppression et que, pour ne citer qu'un exemple, les abus du régime ancien des corporations à monopole étaient nés de cette idée de protection.

En second lieu, *la loi n'a pas toujours le pouvoir*

d'intervenir utilement : une loi réglementaire, si elle heurte les forces économiques, risque d'être une *loi de maximum*. L'histoire montre qu'une loi de maximum empire infailliblement le mal qu'elle prétend guérir; on la tourne, on la viole; ceux qu'elle atteint pourtant et qui sont forcés de s'y soumettre sont ordinairement des victimes et non plus des protégés.

Autant que personne au monde, nous désirons l'amélioration du sort matériel et moral des jeunes ouvriers. Mais nous l'attendons moins de l'État et de la loi que des mœurs, c'est-à-dire de la bonne volonté et de l'effort personnel de chacun, dans notre société plus soumise qu'on ne le dit à la Loi éternelle qui nous commande de nous aimer les uns les autres.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

LA PUISSANCE PATERNELLE ET LE TRAVAIL DE L'ENFANT

	PAGES
<i>Chapitre I^{er}. — Le droit et le devoir d'éducation professionnelle</i>	5
§ 1. Le droit du père.	7
§ 2. L'obligation du père	17
<i>Chapitre II. — Le droit du père sur le salaire de l'enfant</i>	21

DEUXIÈME PARTIE

LES CONTRATS D'APPRENTISSAGE ET DE LOUAGE DE TRAVAIL

<i>Chapitre I^{er}. — L'apprenti et le jeune ouvrier. Le louage de travail</i>	27
<i>Chapitre II. — Le contrat d'apprentissage.</i>	32
§ 1. Formation du contrat. Preuve. Tribunal compétent	34
§ 2. Obligations du maître.	49
§ 3. Obligations de l'apprenti	47
§ 4. Durée et résolution du contrat d'apprentissage.	53
<i>Chapitre III. — La destinée de l'apprentissage</i>	59

TROISIÈME PARTIE

LES LOIS PROTECTRICES

	PAGES
<i>Chapitre I^{er}. — Histoire et justification de ces lois. Leur</i>	
<i>sphère d'application</i>	73
§ 1. Histoire et justification des lois protectrices.	73
§ 2. Sphère d'application des lois de 1851 et de	
1874	81
<i>Chapitre II. — Conditions du travail industriel des en-</i>	
<i>fants.</i>	91
§ 1. Age d'admission au travail	91
§ 2. Durée du travail	92
§ 3. Interdiction du travail de nuit	102
§ 4. Repos du dimanche	103
§ 5. Salubrité, sécurité, décence des ateliers	107
§ 6. Travaux spécialement réglementés	110
§ 7. Protection spéciale résultant pour les ap-	
prentis de la loi de 1851	116
§ 8. Livret et registre. Affichage.	117
<i>Chapitre III. — La surveillance et la répression.</i>	121
§ 1. L'inspection et les commissions	121
§ 2. Constatation des contraventions	124
§ 3. Pénalités. Responsabilités	129

QUATRIÈME PARTIE

L'EXPÉRIENCE ET LES RÉFORMES

<i>Chapitre I^{er}. — La statistique et les faits</i>	137
<i>Chapitre II. — Le projet de loi</i>	151

POSITIONS

POSITIONS PRISES DANS LA THÈSE

DROIT ROMAIN

I. Il n'y avait pas dans la constitution romaine, à la fin du v^e siècle, de base fixe qui pût assurer la succession régulière des empereurs d'Occident.

II. L'évêque était compétent dans l'action *sepulcri violati*.

III. L'usage de la prescription de trente ans en Gaule ne date, d'après Sidoine Apollinaire, que de l'année 449, mais cela ne prouve pas que le Code Théodosien n'ait pas été promulgué, pour ce pays, dès 438.

IV. Sidoine Apollinaire nous donne le premier exemple de l'affranchissement complet d'un colon.

DROIT FRANÇAIS

I. Le mineur émancipé peut s'engager, sans autorisation, comme apprenti ou comme ouvrier.

II. L'enfant qui n'a d'autre patron que son père, échappe à l'application de la loi de 1874, même s'il travaille en dehors de la maison paternelle.

III. L'application simultanée et intégrale de la loi de 1874 sur le travail des enfants et de la loi de 1882 sur l'enseignement obligatoire, est impossible en droit.

IV. Le patron est responsable des dommages causés par l'apprenti, même en dehors du travail commandé ; il en est autrement si l'enfant n'est qu'un ouvrier ordinaire.

POSITIONS PRISES EN DEHORS DE LA THÈSE

DROIT ROMAIN

I. Sous Justinien le mari était encore, comme dans le droit classique, propriétaire de la dot.

II. Un copropriétaire n'a pas l'action *negatoria* contre ses copropriétaires.

III. Un copropriétaire ne peut exiger le remboursement des dépenses simplement utiles qu'il a faites sur un bien indivis, dont il savait n'être pas propriétaire unique.

IV. L'hypothèque constituée par un copropriétaire sur sa moitié indivise du bien commun grève, après le partage, la moitié indivise de la part échue au constituant et la moitié indivise de la part échue à son copropriétaire.

DROIT CIVIL FRANÇAIS

I. L'enfant de moins de seize ans peut être, par voie de réquisition, détenu pendant le délai de six mois.

II. Les héritiers du donateur ne peuvent invoquer le défaut de transcription de la donation.

III. La reconnaissance d'un enfant naturel, faite dans un testament par acte public, n'est pas anéantie par la révocation de ce testament.

IV. La séparation des patrimoines n'est pas un véritable privilège.

DROIT DES GENS

I. On ne peut saisir-arrêter, en France, les créances d'un Etat étranger.

II. Les faits délictueux commis à bord d'un navire, dans la mer territoriale d'un Etat étranger, ne sont pas de la compétence des tribunaux de cet Etat s'ils n'ont pas eu de conséquence extérieure.

DROIT CONSTITUTIONNEL

En cas de réunion de l'Assemblée nationale pour la revision de la Constitution, on ne peut mettre en discussion que les questions comprises dans les délibérations séparées des deux Chambres.

SCIENCE FINANCIÈRE

Il y a avantage pour une nation à avoir un étalon monétaire unique.

Vu par le Président de la thèse,

GLASSON.

Vu par le Doyen de la Faculté,

COLMET DE SANTERRE.

Vu et permis d'imprimer,

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

